

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CCF HOLDING

Société par actions simplifiée au capital social de 112 143 950,79 €

Siège social : 103, rue de Grenelle, 75007 Paris

820 982 619 R.C.S Paris

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 28 mai 2025**A. – Comptes individuels au 31 décembre 2024**

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Caisse, banques centrales, C.C.P.		-	-
Créances sur les établissements de crédit	10-11-18	458 423	939 080
Dont créances à vue		255 927	611 814
Dont prêts subordonnés		202 496	327 266
Créances sur la clientèle		-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	10-11	-	-
Participations et activité de portefeuille	12-16	17 254	18 294
Parts dans les entreprises liées	12-13-16	239 112	239 109
Immobilisations incorporelles	12	30 387	5 795
Immobilisations corporelles	12	8 685	2 843
Autres actifs	14	66 099	21 180
Comptes de régularisation	15-18	4 731	7 405
Total de l'actif		824 691	1 233 706

Passif	Notes	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit	10-11	7	260
Dettes à vue		7	260
Dettes à terme		-	-
Comptes créditeurs de la clientèle		-	-
Autres passifs	14	79 607	39 586
Comptes de régularisation	15-18	1 199	3 706
Provisions	16	326	105
Dettes subordonnées	10-11-18	202 496	327 265
Capitaux Propres hors FRBG		541 056	862 784
Capital souscrit	17	69 157	111 892
Primes d'émission	17	48 000	275 282
Réserves	17	61 450	62 417
Report à nouveau	17	268 259	361 434
Résultat de l'exercice	17	94 190	51 759
Total du passif		824 691	1 233 706

Hors bilan (1)	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Engagements donnés	3 400 000	-
Engagements de financement	-	-
Engagements en faveur d'établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle (1)	-	-
Engagements de garantie	100 000	-
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	100 000	-
Engagements d'ordre de la clientèle	-	-
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	3 300 000	-
Engagements sur dérivés - opérations sur instruments de taux d'intérêt	3 300 000	-
Engagements reçus	3 300 000	-
Engagements de financement	-	-
Engagements reçus d'établissements de crédit	-	-

Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	-	-
Engagements reçus d'établissements de crédit	-	-
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	3 300 000	-
Engagements sur dérivés - opérations sur instruments de taux d'intérêt	3 300 000	-

(1) Les engagements en faveur de la clientèle correspondent essentiellement aux ouvertures de crédits consenties.

II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	Exercice 2023	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés	2-18	18 381	41 406
Intérêts et charges assimilés	2-18	-13 239	-21 718
Revenus des titres à revenu variable	3	-	1
Commissions (produits)	4	150	-
Commissions (charges)	4	-50	-67
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5	107 709	45 686
Autres produits d'exploitation bancaire	6-18	119 270	101 012
Autres charges d'exploitation bancaire	6	-	-
Produit net bancaire		232 221	166 320
Charges générales d'exploitation	7-18	-133 253	-113 300
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	12	-4 528	-4 108
Résultat brut d'exploitation		94 440	48 912
Coût du risque		-	-
Résultat d'exploitation		94 440	48 912
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	8	-2 239	-3
Résultat courant avant impôt		92 201	48 909
Impôt sur les bénéfices	9	1 989	2 850
Résultat net		94 190	51 759

III. — Affectation du résultat de l'exercice 2024

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion, approuve l'affectation du résultat de l'exercice social clos le 31 décembre 2024 telle qu'elle lui est proposée dans le rapport de gestion et décide donc d'affecter les gains de l'exercice s'élevant à 51 759 378,67 euros comme suit :

- Au compte « Réserve légale » pour un montant de : 2 587 968,93 euros.
Ainsi, le compte « Réserve légale » serait établi à 9 503 627,09 euros.
- Au compte « Report à Nouveau » pour un montant de : 49 171 409,74 euros.
Ainsi, le compte « Report à Nouveau » serait établi à 410 605 081,65 euros.

(En euros.)	
Résultat comptable de l'exercice clos le 31/12/2024	51 759 378,67
Prime d'émission	275 282 430,00
Réserve légale	6 915 658,16
Autres réserves	55 501 247,75
Report à nouveau	361 433 671,91
Montant du résultat distribuable	750 892 386,49
Situation avant affectation	
Prime d'émission	275 282 430,00
Réserve légale	6 915 658,16
Autres réserves	55 501 247,75
Report à nouveau	361 433 671,91

Résultat de l'exercice	51 759 378,67
	750 892 386,49
Situation après affectation	
Prime d'émission	275 282 430,00
Réserve légale	9 503 627,09
Autres réserves	55 501 247,75
Report à nouveau	410 605 081,65
	750 892 386,49

La Société n'a engagé aucune dépense ni charge visée à l'article 39-4 du Code Général des Impôts au cours de l'exercice 2024.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons :

- qu'il n'a été distribué aucun dividende au titre des exercices sociaux clos le 31 décembre 2021, le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2023.
- qu'il ne sera pas proposé de distribution de dividendes au titre de l'exercice social clos le 31 décembre 2024.

L'Associé Unique prend acte en outre que la Société n'a engagé aucune dépense ni charge visée à l'article 223 quater du Code général des impôts au cours de l'exercice écoulé.

Cette décision est adoptée.

IV. — Annexes

Note 1. – Notes annexes aux comptes annuels du 31 décembre 2024

Principales règles d'évaluation et de présentation

1. – Présentation des comptes

Les comptes sociaux de CCF Holding S.A.S. (« CCFH ») ex Promontoria MMB ont été établis conformément aux dispositions du règlement N° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire émis par l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

En effet, CCF Holding est une compagnie financière holding ayant le statut réglementaire d'établissement d'intérêt public. Il s'agit de l'entité mère d'un groupe qui comprend principalement des établissements de crédit (My Money Bank S.A., CCF ex-Banque des Caraïbes S.A., MMB SCF S.A.) des sociétés de financement (SOREFI S.A. et Somafi-Soguafi S.A.). En conséquence, la présentation des comptes au format des établissements de crédit se justifie.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

CCF Holding présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

2. – Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2024 a été marqué par les événements significatifs suivants :

1. Remboursement et émission AT1

CCF Holding a émis en octobre 2019 des instruments de fonds propres complémentaires de catégorie 1 (« Additional Tier One » ou « AT1 ») pour un montant de 100 millions d'euros. Ces instruments portaient une maturité perpétuelle mais intégraient une option de rachat au bout de cinq ans, donc en octobre 2024, pouvant être exercée par l'émetteur sous réserve de l'accord du régulateur.

Le 3 juin 2024, le Groupe a lancé une offre publique de rachat anticipé de ces instruments AT1, conditionnée au succès de l'émission de nouveaux titres AT1 annoncée en parallèle.

CCF Holding a finalisé avec succès cette opération, émettant 225 millions d'euros de nouveaux AT1 le 5 juin après avoir recueilli près de 500 millions d'euros d'intérêt (taux de sursouscription de 2,2), en provenance de près de 60 investisseurs internationaux. L'offre publique de rachat sur les titres existants s'est poursuivie jusqu'au 10 juin. Les investisseurs qui ont décidé de participer et d'être remboursés de manière anticipée ont finalement atteint 51,8 % des titres en circulation (soit 51,8 millions d'euros).

CCF Holding a, par ailleurs, racheté 4,6 millions d'euros de titres supplémentaires sur le marché secondaire, à des conditions strictement identiques à celles proposées dans le cadre de l'offre publique de rachat. Les 43,6 millions d'euros de titres AT1 émis en 2019 restant en circulation à fin juin 2024 ont été rachetés en date du 30 octobre 2024. A fin décembre 2024, l'ensemble des titres AT1 émis en 2019 ont donc été remboursés. Cette opération permet au Groupe de consolider ses ratios de solvabilité, avec un impact positif sur le ratio de capital de 115 bps (sur la base des ratios à fin mars 2024).

2. Augmentation de capital

2.1. – Augmentation de capital du 02 janvier 2024

CCF Holding a procédé à une augmentation de capital de 26 562 500 euros par émission de 2 656 250 000 actions nouvelles ordinaires et d'une valeur nominale unitaire de 0,01 euro chacune. Cette augmentation est assortie d'une prime d'émission de 0,054 euro par action, soit 143 437 500 euros.

Les actions émises ont été intégralement souscrites par Promontoria Holding 101 B.V.

En conséquence le capital de la société est passé de 69 156 581,62 euros, soit 6 915 658 162 actions dont la valeur nominale est 0,01 euro à 95 719 081,62 euros, soit 9 571 908 162 actions de 0,01 euro de valeur nominale.

L'article 6 des statuts de la Société a été modifié en conséquence.

2.2. – Augmentation de capital du 05 janvier 2024

CCF Holding a procédé à une augmentation de capital de 16 124 025 euros par émission de 1 612 402 500 actions nouvelles ordinaires et d'une valeur nominale unitaire de 0,01 euro chacune. Cette augmentation est assortie d'une prime d'émission de 0,052 euro par action, soit 83 844 930 euros.

Les actions émises ont été intégralement souscrites par Promontoria Holding 101 B.V.

En conséquence le capital de la société est passé de 95 719 081,62 euros, soit 9 571 908 162 actions dont la valeur nominale est 0,01 euro à 111 843 106,62 euros, soit 11 184 310 662 actions de 0,01 euro de valeur nominale.

L'article 6 des statuts de la Société a été modifié en conséquence.

2.3. – Augmentation de capital du 15 mars 2024

Par décision du 15 mars 2024, l'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital en numéraire de la société en émettant 4 834 966 d'actions d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune. Cette augmentation de capital a été réalisée dans le cadre d'un plan d'attribution d'actions gratuites au profit de certains membres du personnel salarié et des dirigeants de CCF Holding bénéficiant du plan d'intéressement à long terme. Ces actions sont des actions de préférence sans droit de vote convertibles en actions ordinaires.

Conséquemment, le capital social de la Société a été porté à 111 891 456 ,28 euros, représentant 11 189 145 628 actions d'une valeur nominale de 0,01 euros.

L'article 6 des statuts de la Société a été modifié en conséquence.

3. Evolution du portefeuille titres au 31 décembre 2024

3.1. – Participation à une nouvelle levée de fonds dans la fintech israélienne One Zero Digital Bank

Après autorisation du Conseil d'administration de la société CCF Holding le 17 janvier 2024, CCF Holding a participé à une nouvelle levée de fonds réalisée par la fintech israélienne One Zero Digital Bank (« OZDB »), laquelle a une activité banque de détail en ligne visant à automatiser et industrialiser le processus de planification patrimoniale.

Le 26 janvier 2024, la société CCF Holding a conclu avec OZDB un contrat, l'Advance Investment Agreement, par lequel elle a investi un montant de 1.498.245,88 US\$ en contrepartie de SAFE (instruments convertibles de type BSA -AIR) dans OZDB.

3.2. – Souscription à l'augmentation de capital de la fintech française Cashbee

Le 27 juin 2024, la société CCF Holding a souscrit à l'augmentation de capital de la société Cashbee en exerçant son bon de souscription dit « BSA AIR 3-1 ». CCF Holding a donc acquis 487 actions d'une valeur nominale de 10 euros.

4. Gains ou pertes sur portefeuilles de négociation – Impacts comptables de l'évolution de la stratégie de couverture

Lors du projet d'acquisition des portefeuilles retail d'HSBC France, CCF Holding a exécuté plusieurs instruments de couverture de taux afin de protéger cette acquisition face à un choc de taux. Les instruments exécutés sont des swaps et des swaptions, contingents à la réalisation de l'acquisition.

Le 12 avril 2023, afin de s'ajuster à l'évolution des portefeuilles, CCF Holding a procédé au dénouement de la couverture existante (2,6 billions d'euros). Cet instrument est totalement résilié. Il a dégagé une soulte de cassage au bénéfice de CCF Holding pour un montant net 108 325 000 euros.

Les derniers instruments exécutés l'ont été en septembre 2023 où CCF Holding a exécuté 3.3Mds d'euros de swaptions receveurs. Ces swaptions ont été dénoués le 4 janvier 2024 pour un gain net du premium de 44 675 000 euros.

En normes sociales, ces gains sont reconnus aussitôt tandis qu'en normes consolidées (IFRS), ces gains sont reconnus au fur et à mesure dans le compte de résultat du Groupe.

5. Contrôle URSSAF et contrôle fiscal

Début 2023, CCF Holding a reçu un avis de vérification de l'URSSAF, afin de procéder aux contrôles de l'application des législations relatives aux cotisations et contributions obligatoires à compter du 1^{er} janvier 2020.

Fin 2023, la vérification entraîne un rappel de cotisations et contributions obligatoires recouvrées par les organismes du recouvrement pour un montant de 152 155 euros.

De même, courant 2023, CCF Holding fait l'objet d'un contrôle fiscal toujours en cours sur les années 2020 à 2022.

Au cours du premier trimestre 2024, CCF Holding a reçu une proposition de rectification qu'elle a acceptée. Les impacts du redressement sont très limités.

3. – Changement de méthode

Aucun changement de méthode comptable n'a affecté les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

4. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Postes du bilan

Portefeuille titres

— Nature des titres :

Le portefeuille titres de CCF Holding comprend principalement :

- Des titres de participation et parts dans les entreprises liées. Dans cette catégorie, sont comptabilisées les parts dans les entreprises filiales de CCF Holding ou incluses dans le périmètre de consolidation du groupe dont CCF Holding S.A.S. est l'entité mère conformément à l'article 2351-3 du Recueil des normes comptables – Secteur bancaire (règlement 2014-07) ;
- Des titres de l'activité du portefeuille. Dans cette catégorie, sont comptabilisés les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle conformément à l'article 2351-1 du Recueil des normes comptables – Secteur bancaire

— Règles de comptabilisation :

- Les titres sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition conformément à l'article 2352-1 dudit Recueil à leur coût d'achat, hors frais. Les dividendes sont portés en compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

— Règle d'évaluation :

- A chaque arrêté comptable, un test de dépréciation prenant en compte l'évolution de la situation des sociétés concernées et leurs perspectives d'avenir conduit, le cas échéant, à la constitution de provisions pour dépréciation conformément à l'article 2352-6 dudit Recueil. Les dotations liées aux dépréciations se rapportant à ces titres sont inscrites au compte de résultat à la rubrique « gains et pertes sur actifs immobilisés ».
- Au 31 décembre 2024, un test de dépréciation a été réalisé. Une dépréciation a été constatée pour 100 % des titres Promontoria Paris ainsi que 100 % des titres Cashbee.

— Autres informations :

Aucun transfert de titre d'une catégorie à l'autre n'a été effectué au 31 décembre 2024.

Créances et dettes envers les établissements de crédit

Les créances et dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou leur nature : à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces créances ou dettes sont portés en comptes rattachées en contrepartie d'un compte de charge ou d'un produit.

Provisions

Les provisions ont été évaluées par la direction sur la base de la meilleure estimation possible du risque en date de clôture. Les provisions contiennent également les engagements sociaux des salariés de la société (8 salariés).

Pour couvrir les charges futures d'indemnités de fin de carrière et de retraites complémentaires propres à CCF Holding, des contrats ont été souscrits au niveau de la société CCF Holding auprès des compagnies d'assurances. En matière d'indemnités de fin de carrière, les droits acquis sont intégralement couverts.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport.

Les immobilisations incorporelles comprennent les études et logiciels.

Les immobilisations corporelles comprennent :

- Les installations et agencements des bureaux
- Le mobilier de bureau
- Le matériel de bureau et informatique

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Agencements et mobilier de bureau : 10 ans linéaire
- Matériel de bureau et informatique : de 3 à 5 ans linéaire
- Logiciels acquis :
 - 12 mois linéaire pour les logiciels communs du marché
 - 5 ans linéaire pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

Dans l'attente des mises en service des différents projets pouvant durer plusieurs mois, les immobilisations sont comptabilisées en immobilisations en cours.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont refacturées au rythme des amortissements, aux différentes entités du groupe en fonction de leur affectation.

Autres actifs/passifs

Ces postes enregistrent les primes versées ou reçues en cas d'achat ou de vente de swaptions.

Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées sont représentées par 2 types d'émissions :

- Des obligations subordonnées perpétuelles (« AT1 » ou « Additional Tier One »), émises en octobre 2019 pour 100 millions d'euros, éligibles en tant que fonds propres complémentaires de catégorie 1. Ces instruments permettent de renforcer et de diversifier la structure de fonds propres du Groupe pour consolider ses ratios de solvabilité et soutenir le développement de ses activités.
Les instruments AT1 sont des obligations dont la maturité est perpétuelle, le remboursement s'effectuant, à partir de la 5^{ème} année (via l'exercice d'une option de rachat), à la discrétion de l'émetteur, si ses ratios de solvabilité le permettent et sous réserve de l'accord du régulateur. Le paiement du coupon – 8 % - est discrétionnaire. Les obligations AT1 de My Money Group sont cotées sur le marché parisien Euronext.
- Des obligations subordonnées (« Tier 2 »), émises en juillet 2021 pour 100 millions d'euros et éligibles en tant que fonds propres complémentaires de catégorie 2. Ces instruments Tier 2 permettent de renforcer et de diversifier la structure de fonds propres du Groupe pour consolider ses ratios de solvabilité et soutenir le développement de ses activités. L'instrument a également été structuré de sorte à renforcer la solvabilité du Groupe conformément aux règles fixées par la méthodologie de l'agence de notation S&P (Ratio RAC).
Le coupon est fixé à 5,25 % l'an. Les instruments Tier 2 de CCF Group sont cotés sur Euronext Paris.

En parallèle CCF Holding a accordé en miroir des prêts subordonnés à My Money Bank, Sorefi, Somafi-Soguafi et CCF (ex-Banque des Caraïbes) selon les émissions initiales.

Les coûts de mise en place de l'opération, initialement supportés par CCF Holding, ont fait l'objet d'une refacturation aux entités bénéficiaires des émissions miroirs.

Actionnariat

Le rapport de gestion de CCF Holding décrit les évolutions liées à ce poste.

Postes du compte de résultatCharges et produits d'intérêts assimilés

En rémunération des prêts et dettes subordonnés, CCF Holding paie et reçoit par effet miroir des intérêts dont les dispositions (taux, la durée et l'échéance...) sont fixées dans les contrats.

Commissions

Les commissions au 31 décembre 2023 correspondent aux produits d'engagement de garantie donnée à My Money Bank pour un montant de 100 millions d'euros. La commission annuelle prévue au contrat décrit dans le poste d'hors-bilan s'élève à 150 000 euros.

Les charges de commission correspondent quant à elles aux frais survenus sur les comptes bancaires.

Charges d'exploitation et Refacturations

En tant que société mère, CCF Holding règle les dépenses communes liées aux différentes entités du groupe puis refacture ces frais aux filiales concernées par nature en fonction d'une clé d'allocation définie soit initialement lors de la prise de la prestation, soit par répartition de l'engagement des équipes sur les différentes entités.

Dans ce cadre, des conventions réglementées ont été mises en place entre chaque entité.

Rémunérations des membres des organes de direction

L'assemblée générale alloue aux administrateurs des jetons de présence en rémunération de leur activité. Le conseil d'administration décide d'une somme fixe annuelle répartie entre les administrateurs. Elle peut varier en fonction de l'implication des intéressés.

Dotations et reprises aux amortissements et aux provisions

La dotation aux amortissements est comptabilisée en charge en contrepartie du bilan, chaque année, pour le montant équivalent à la perte de valeur d'un bien amortissable.

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles se font en mode linéaire et sont étalées selon la durée prévue par nature d'immobilisation.

Par le biais d'une convention réglementée, certaines immobilisations liées aux projets affectant les autres entités du groupe sont refacturées au rythme des amortissements.

Les provisions pour risques et charges permettent d'anticiper comptablement un risque ou la charge avérée dont les conséquences existent ou seront résolues courant de l'exercice comptable. Elles apparaissent au bilan comme une dette et augmentent donc le passif. Dans le compte de résultat, elles constituent une charge en cas de dotation et un produit en cas de reprise.

Impôt sur les bénéfices

Une convention d'intégration fiscale a été mise en place entre les différentes sociétés du groupe. CCF Holding en est la société mère consolidante. Au titre du régime de groupe prévu à l'article 223 A du Code général des impôts, l'imposition des filiales remonte chez CCF Holding par le biais d'un profit d'intégration. En parallèle, CCF Holding tête de groupe déclare et verse l'impôt correspondant à ce profit à l'administration fiscale.

Au 31 décembre 2024, un profit d'intégration d'impôt exigible a été comptabilisé au compte de résultat provenant de l'imposition des sociétés du groupe.

Postes du hors-bilan

Dans le cadre du projet d'acquisition de portefeuilles d'HSBC France, et afin de couvrir l'impact de l'évolution des taux d'intérêt sur le portefeuille acquis, CCF Holding a exécuté un portefeuille de dérivés de taux d'intérêt gré à gré, composé de 4 swaptions pour un nominal de 3,3 milliards d'euros (achat et vente simultanée de swaptions payeurs avec des strikes différents avec la maturité de 2Y5Y). Le montant total de la prime payée est de 28 920 000 d'euros comptabilisée au bilan.

En normes comptables françaises, les swaptions souscrites ne sont pas qualifiées de couverture, mais classées en position ouverte isolée et comptabilisées en engagements dans le hors-bilan.

5. – Autres informations

Consolidation des comptes

CCF Holding S.A.S. est l'entité mère du groupe CCF qui consolide en normes IFRS telles qu'adoptées par l'U.E., par la méthode de l'intégration globale les sociétés ci-dessous :

- My Money Bank S.A.
- MMB SCF S.A.
- Sorefi S.A, Somafi-Soguafi S.A, CCF (ex-Banque des Caraïbes S.A).
- Promontoria Paris S.A.S.
- SLMB S.A.
- Les fonds communs de titrisation
- CCF SFH

Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45 du CMF)

En application de l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, nous vous indiquons que CCF Holding n'a pas d'implantation dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative ni dans d'autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises en Notes annexes aux comptes consolidés de CCF Holding.

Informations relatives aux parties liées

CCF Holding a signé plusieurs contrats avec ses filiales notamment un contrat de prestation de services avec My Money Bank S.A., une convention d'intégration fiscale avec les différentes entités du groupe.

Evénements post-clôture :

Aucun événement marquant n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice ou n'est à venir.

Note 2. – Intérêts - Produits et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2023	Exercice 2024
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Intérêts et produits assimilés	-	-
Intérêts et charges assimilées	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et produits assimilés	-	-
Intérêts et charges assimilées	-	-
Opérations sur obligations et autres titres	-	-
Intérêts et produits assimilés	-	-
Intérêts et charges assimilées	-	-
Autres intérêts et assimilés	5 142	19 688
Intérêts et produits assimilés	18 381	41 406
Opérations avec les établissements de crédit	5 142	19 688
Intérêts sur prêts subordonnés AT1	7 992	16 465
Intérêts sur prêts subordonnés T2	5 247	5 253
Intérêts et charges assimilés	-13 239	-21 718
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Intérêts sur dettes subordonnées AT1	-7 992	-16 465
Intérêts sur dettes subordonnées T2	-5 247	-5 253
Total	5 142	19 688

Note 3. – Résultat de l'activité de portefeuille

(En milliers d'euros.)	Exercice 2023	Exercice 2024
Revenus de titres	-	1
Titres de participation	-	1
Dont dividendes	-	1
MMB SCF	-	1
Titres de placement		
Total	-	1

Note 4. – Commissions

(En milliers d'euros.)	Exercice 2023	Exercice 2024
Commissions sur opérations de crédit avec la clientèle	-	-
Commissions et produits assimilés	-	-
Commissions et charges assimilées	-	-
Autres commissions	-	-
Commissions sur opérations de change	-	-
Commissions sur opérations sur titres	-	-
Produits sur prestations de service financier	-	-
Commissions de courtage d'assurance	-	-
Charges sur prestations de service financier	-	-
Commissions avec les établissements de crédit	100	-67
Produits sur opérations avec les établissements de crédit	150	-
Charges sur opérations avec les établissements de crédit	-50	-67
Total des commissions (produits)	150	-
Total des commissions (charges)	-50	-67

Note 5. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles

Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(En milliers d'euros.)	Exercice 2023	Exercice 2024
Opérations de change	-616	1 011
Opérations sur instruments financiers	108 325	44 675
Total	107 709	45 686

Note 6. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

Autres produits d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Exercice 2023	Exercice 2024
Autres produits d'exploitation bancaire	19	-
Prestations intra-groupe & charges refacturées	119 251	101 012
Total	119 270	101 012

Autres charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Exercice 2023	Exercice 2024
Autres charges d'exploitation bancaire	-	-
Total	-	-

Note 7. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	Exercice 2023	Exercice 2024
Frais de personnel	-6 717	-8 857
Charges de retraite	-486	-505
Autres charges sociales	-3 195	-2 717
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	-1 609	-432
Jetons de présence	-1 267	-1 000
coûts liés à l'émission T2	-	-
Autres frais administratifs	-119 979	-99 788
Total	-133 253	-113 299

Effectif de l'exercice

	Exercice 2023 (*)	Exercice 2024 (*)
Techniciens	-	-
Cadres	9	6
Total	9	6

(*) Le calcul de l'effectif exclu les mandataires sociaux depuis le 1^{er} janvier 2020, qui sont au nombre de 2 pour la société CCF Holding (ex-Promontoria MMB).

Note 8. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2023	Exercice 2024
Immobilisations financières		
Variation des provisions	-2 239	-3
Plus ou moins values brutes sur titres	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-
Immobilisations corporelles		
Plus-values	-	-
Moins-values	-	-
Pertes	-	-
Total	-2 239	-3

Note 9. – Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	Exercice 2023	Exercice 2024
Impôt exigible au titre de redressements sur exercices antérieurs	-	227
Crédits d'impôt	14	-
Profit d'intégration	26 514	12 586
IS individuel	-24 539	-15 662
Impôt sur les bénéfices	1 989	-2 849

Note 10. – Ventilation par durée résiduelle et éligibilité

(En milliers d'euros.)	Dettes et créances rattachées		Autres éléments non ventilables (1)		Moins de trois mois (2)	
	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Actif						
Créances sur les établissements de crédit	2 496	2 265	-	-	255 927	611 814
Créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-

Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-	7	260
Comptes créditeurs de la clientèle	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	2 496	2 265	-	-	-	-

(1) Les "autres éléments non ventilables" correspondent notamment aux créances douteuses nettes de provisions, aux impayés et aux dettes subordonnées à durée indéterminée.

(2) Y compris les comptes à vue.

(En milliers d'euros.)	De 3 mois à 1 an		De 1 an à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Actif								
Créances sur les établissements de crédit	-	-	100 000	-	100 000	325 000	458 423	939 079
Créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-	-	-
Passif								
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	7	260
Comptes créditeurs de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	100 000	-	100 000	325 000	202 496	327 265

Note 11. – Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2023			Au 31/12/2024		
	Total	Dont entreprises liées (1)	Dont participations (2)	Total	Dont entreprises liées (1)	Dont participations (2)
Actif						
Créances sur les établissements de crédit	458 423	458 423	-	939 079	939 079	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	7	-	-	260	-	-
Comptes créditeurs de la clientèle	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	202 496	202 496	-	327 265	327 265	-

(1) Opérations se rapportant à des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

(2) Opérations se rapportant à des entreprises dans lesquelles l'établissement financier détient, de façon durable, une fraction du capital inférieure à 50 %.

Note 12. – Immobilisations

(En milliers d'euros.)	Valeur brute au 31/12/2023	Valeur nette au 31/12/2023	Variation 2024		Valeur brute au 31/12/2024	Amortissements ou provisions cumulés au 31/12/2024	Valeur nette au 31/12/2024
			Acquisitions	Cessions			
Immobilisations incorporelles	39 571	30 388	2 271	23 807	18 035	-12 239	5 796
Immobilisations corporelles	10 752	8 684	412	5 557	5 607	-2 765	2 842
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-	-	-	-
Matériel et mobilier	2 961	1 445	353	365	2 949	-1 934	1 015
Autres immobilisations corporelles	2 639	2 087	2	-	2 641	-831	1 810
Immobilisations en cours corporelles	5 152	5 152	57	5 192	17	-	17
Immobilisations financières	258 605	256 366	1 039	-	259 644	-2 242	257 402
Titres de placement	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	239 122	239 112	-	-	239 122	-13	239 109
Titres de l'activité de portefeuille	19 483	17 254	1 039	-	20 522	-2 229	18 293

(En milliers d'euros.)	Dépréciations ou amortissements cumulés au 31/12/2023	Variation 2024		Dépréciations ou amortissements cumulés au 31/12/2024
		Dotations	Reprises	
Immobilisations incorporelles	-9 183	-3 246	190	-12 239
Immobilisations corporelles	-2 068	-861	164	-2 765
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-
Matériel et mobilier	-1 516	-582	164	-1 934
Autres immobilisations corporelles	-552	-279	-	-831
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Total immobilisations propres	-11 251	-4 107	354	-15 004

Immobilisations financières	-2 239	-3	-	-2 242
Titres de placement	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-10	-3	-	-13
Titres de l'activité de portefeuille	-2 229	-	-	-2 229
Total général	-13 490	-4 110	354	-17 246

Note 13. – Filiales, Participations, Parts dans les entreprises liées (Net de provisions)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2023			Au 31/12/2024		
	Participations	Parts dans les entreprises liées	Total	Participations	Parts dans les entreprises liées	Total
Filiales	-	239 111	239 111	-	239 108	239 108
(50 % du capital détenu)						
Valeur brute	-	239 121	239 121	-	239 121	239 121
Dépréciation	-	10	10	-	13	13
Participations	-	-	-	-	-	-
(10 à 50 % du capital détenu)						
Valeur brute	-	-	-	-	-	-
Dépréciation	-	-	-	-	-	-
Autres participations	-	1	1	-	1	1
(moins de 10 % du capital détenu)						
Valeur brute	-	1	1	-	1	1
Dépréciation	-	-	-	-	-	-
Total	-	239 112	239 112	-	239 109	239 109
Dont						
- Etablissements de crédit	-	239 097	239 097	-	239 097	239 097

Note 14. – Autres actifs et Autres passifs

Autres actifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Etat et collectivités publiques - Impôts et taxes	783	343
Etat et collectivités publiques - IS	7 661	895
Etat et collectivités publiques - TVA	13 708	3 298
Groupe et associés - IS	588	304
Débiteurs divers groupe	13 251	13 752
Personnel	2	1
Divers	-	-
Fournisseurs débiteurs	64	2
Dépôts, avances et cautionnements	1 122	2 586
Instruments conditionnels de taux d'intérêts - Achat (Prime Swap / Swaption)	28 920	-
Total	66 099	21 181

Autres passifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Fournisseurs	2 323	3 478
Sécurité sociale et organismes sociaux	2 974	3 235
Personnel	3 850	5 000
Etat et collectivités publiques - IS	-	-
Etat et collectivités publiques - impôts et taxes	913	854
Etat et collectivités publiques - TVA	10 842	5 132
Groupe et associés	4	4
Divers - IS et facturations intragroupe	2 785	892
Charges à payer	26 996	20 992
Dépôts, avances et cautionnements	-	-
Instruments conditionnels de taux d'intérêts - Vente (Prime Swap / Swaption)	28 920	-
Total	79 607	39 587

Note 15. – Comptes de régularisation

Actif

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Charges constatées d'avance diverses	3 531	4 186
Produits à recevoir divers	-	-
Comptes de régularisation divers	-	-
Etalement des coûts de l'AT1	504	2 797
Etalement des coûts de l'T2	696	422
Total	4 731	7 405

Passif

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Charges à payer diverses - facturations intragroupe	-	-
Produits constatés d'avance - Transaction AT1	504	2 797
Produits constatés d'avance - Transaction T2	695	422
Comptes de régularisation divers	-	488
Total	1 199	3 707

Note 16. – Détail des provisions

Principales provisions déduites de l'actif

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2023	Dotation	Reprise	Au 31/12/2024
Participations	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	10	3	-	13
Titres de l'activité de portefeuille	2 229	-	-	2 229
Total	2 239	3	-	2 242

Provisions au passif

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2023	Dotation	Reprise	Au 31/12/2024
Engagements sociaux	35	43	1	77
Médaille du travail	31	1	4	28
Personnel	-	-	-	-
Risques divers	260	-	260	-
Total	326	44	265	105

Note 17. – Tableau de variation de la situation nette

(En milliers d'euros.)	Capital (1)	Primes de fusion & d'émission	Réserve générale	Réserve légale	Réserves réglementées	Reserve spéciale des PVL	Réserve indisponible	Report à nouveau	Acompte sur dividende
2023									
Augmentation de capital	10 157	48 000	-156	5 800					
Réduction de capital									
Acompte sur dividende									
Résultat de l'année									
Capitaux propres avant affectation	69 157	48 000	55 550	5 900	-	0	268 259	-	-
Affectation du résultat (2)				1 016			93 174	-	-
Capitaux propres après affectation	69 157	48 000	55 550	6 916	-	0	361 434	-	-

2024								
Augmentation de capital	42 734	227 282	-48					
Réduction de capital								
Acompte sur dividende								
Résultat de l'année								
Capitaux propres avant affectation	111 891	275 282	55 502	6 915	-	0	361 434	-
Affectation du résultat (2)				2 588			49 171	-
Capitaux propres après affectation	111 891	275 282	55 502	9 503	-	0	410 605	-

(1) CCF Holding (ex-Promontoria MMB) consolide les états financiers de ses filiales et entreprises liées.

(2) Sous réserve d'approbation des propositions d'affectation du résultat par l'assemblée générale.

(En milliers d'euros.)	Résultat	Provisions réglementées	Total des capitaux propres	Dividende	Nombre de parts sociales/actions existantes	Quote-part de chaque part sociale/action dans les capitaux propres (En euros.)	Dividende net attribué à chaque part sociale/action (En euro.)
2023							
Augmentation de capital			63 801		1 015 658 162		
Réduction de capital			-				
Acompte sur dividende			-				-
Résultat de l'année	94 190		94 190				
Capitaux propres avant affectation	94 190	-	541 056	-	6 915 658 162	0,00	-
Affectation du résultat (2)	-94 190		-	-			
Capitaux propres après affectation	-	-	541 056	-	6 915 658 162	0,00	-
2024							
Augmentation de capital			269 968		4 273 487 466		
Réduction de capital			-				
Acompte sur dividende			-				-
Résultat de l'année	51 759		51 759				
Capitaux propres avant affectation	51 759	-	862 783	-	11 189 145 628	0,00	-
Affectation du résultat (2)	-51 759		-	-			
Capitaux propres après affectation	-	-	862 783	-	11 189 145 628	0,00	-

(1) CCF Holding (ex-Promontoria MMB) consolide les états financiers de ses filiales et entreprises liées.

(2) Sous réserve d'approbation des propositions d'affectation du résultat par l'assemblée générale.

Note 18. – Prêts / Emprunts subordonnés AT1 et T2

Prêts / Emprunts

Bilan (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2023		Au 31/12/2024	
	AT1	T2	AT1	T2
Actif - AT1 / T2	101 377	101 119	226 144	101 122
Prêts subordonnés aux filiales (miroir)	100 000	100 000	225 000	100 000
Intérêts sur prêts subordonnés (miroir)	1 377	1 119	1 144	1 122
Passif - AT1	-101 377	-101 119	-226 144	-101 122
Emprunt AT1 auprès des investisseurs	-100 000	-100 000	-225 000	-100 000
Intérêts sur emprunts subordonnés	-1 377	-1 119	-1 144	-1 122
Total	-	-	-	-

Intérêts Prêts / Emprunts

Résultat (en milliers d'euros.)	Au 31/12/2023		Au 31/12/2024	
	AT1	T2	AT1	T2
Charges	-7 992	-5 247	-16 465	-5 253
Charges d'intérêts d'emprunts subordonnés AT1 / T2	-7 992	-5 247	-16 465	-5 253
Produits	7 992	5 247	16 465	5 253
Produits d'intérêts de prêts subordonnés miroir AT1 / T2	7 992	5 247	16 465	5 253
Total	-	-	-	-

Coûts liés aux transaction AT1 et T2

Bilan (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2023		Au 31/12/2024	
	AT1	T2	AT1	T2
Actif				
Coûts transaction à amortir	504	696	2 797	422
Passif				
Produits constatés d'avance (Miroir AT1 et T2)	-504	-696	-2 797	-422
Total	-	-	-	-

Coûts liés aux transaction AT1 et T2

Résultat (en milliers d'euros.)	Au 31/12/2023		Au 31/12/2024	
	AT1	T2	AT1	T2
Charges				
Coûts transaction emprunts subordonnés amortis	605	274	873	274
Produits				
Transferts de charges coûts transaction miroir AT1 / T2	-605	-274	-873	-274
Total	-	-	-	-

Inventaire du portefeuille titres au 31 décembre 2024 (En milliers d'euros.)

Nombre de titres	Nature	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
100	I - Part dans les entreprises liées			
	Actions MMB SCF	1	-	1
	Total parts dans les entreprises liées	1	-	1
	II - Titres de participation (10 à 50 % du capital détenu)	-	-	-
	Total titres de participation	-	-	-
43 284 372	III - Titres de filiales (plus de 50 % du capital)			
293 999 999	Actions My Money Bank	82 673	-	82 673
30 000	Actions CCF S.A.	156 425	-	156 425
	Actions Promontoria Paris	24	13	11
	Total titres de filiales	239 122	13	239 109
618	IV - Titres activité de portefeuille			
6 250	Cash Bee	2 234	2 229	5
6 066 354	Yelloan	1 000	-	1 000
	One Zero Digital Bank	17 289	-	17 289
	Total titres activité de portefeuille	20 523	2 229	18 294
	Total général	259 646	2 242	257 404

Filiales et participations au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)	Capital	Capitaux propres autres que le capital (1)	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable brute des titres détenus	Valeur comptable nette des titres détenus
1 - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
a) Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société) :					
MY MONEY BANK					
20, avenue André Prothin - 92063 Paris la Défense	276 154	91 278	100,00 %	82 673	82 673
CCF					
103 rue de Grenelle - 75007 Paris	147 000	2 343 711	100,00 %	156 425	156 425

PROMONTORIA PARIS 20, avenue André Prothin - 92063 Paris la Défense	30	-16	100,00 %	24	11
2 - Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations					
a) Filiales et participations non reprises ci-dessus (ensemble)	-	-	-	-	-
b) Parts dans les entreprises liées (ensemble)					
MMB SCF 20, avenue André Prothin - 92063 Paris la Défense	10 000	6 233	0,01 %	1	1

(1) Y compris le résultat de l'exercice

(En milliers d'euros.)	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des avals et cautions fournis par la société	PNB ou Chiffre d'Affaires du dernier exercice (hors taxes)	Bénéfice ou perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours du dernier exercice	Observations
1 - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication						
a) Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société) :						
MY MONEY BANK 20, avenue André Prothin - 92063 Paris la Défense	-	-	119 662	-65 366	-	
CCF 103 rue de Grenelle - 75007 Paris	-	-	451 242	-313 050	-	
PROMONTORIA PARIS 20, avenue André Prothin - 92063 Paris la Défense	-	-	-	-3	-	
2 - Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations						
a) Filiales et participations non reprises ci-dessus (ensemble)	-	-			-	
b) Parts dans les entreprises liées (ensemble)						
MMB SCF 20, avenue André Prothin - 92063 Paris la Défense	-	-	15 263	5 533	-	

(1) Y compris le résultat de l'exercice

Résultats de la société au cours des derniers exercices

(En milliers d'euros.)	2020	2021	2022	2023	2024
Capital en fin d'exercice					
Capital social	1 000	59 000	59 000	69 157	111 891
Nombre des parts sociales/actions existantes	100 000	5 900 000	5 900 000	6 915 658	11 189 146
Opérations et résultats de l'exercice					
Produit Net Bancaire	7 739	48 915	314 550	232 221	166 320
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-8 351	-7 890	182 417	98 968	53 020
Impôt sur les bénéfices	3 644	2 319	-7 317	1 989	2 850
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-4 707	-7 688	170 494	94 190	51 759
Résultat distribué					
Résultats par part sociale/action					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	-0,08	-0,00	0,03	0,01	0,00
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-0,05	-0,00	0,03	0,01	0,00
Dividende net attribué à chaque part sociale/action					
Avoir fiscal	-	-	-	-	-
Personnel (1)					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	3	4	6,58	10	10
Montant de la masse salariale de l'exercice	638	3 502	4 758	8 616	7 759
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	1 112	1 859	1 826	2 577	3 247

(1) Les chiffres indiqués sous cette rubrique concernent l'effectif juridique de la société.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CCF Holding S.A.S. (ex-Promontoria MMB S.A.S.) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique à l'exception du point ci-dessous.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de banque et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CCF Holding S.A.S. par l'associé unique du 4 novembre 2016 pour le cabinet KPMG S.A. et du 30 mai 2017 pour le cabinet RSM Paris.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 9^e année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM Paris dans la 8^e année sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes,
Paris la Défense et Paris, le 13 mai 2025

KPMG S.A.
Nicolas Bourhis
Associé

RSM Paris
Ratana Lyvong
Associé

B. — Comptes consolidés

I. — Bilan consolidé

(En milliers d'euros)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse et banques centrales		221 474	37 926
Instruments dérivés de couverture (actif)	6.1	218 350	262 343
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	58 776	41 664
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	6.3	182 765	174 302
Titres au coût amorti	6.4	5 189 128	87 763
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	6.4	4 411 957	558 606
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	6.4	18 260 616	6 678 396
Actifs d'impôts courants	6.5	895	7 661
Actifs d'impôts différés	6.5	156 426	8 533
Autres actifs	6.6	723 207	257 730
Actifs non courants destinés à être cédés	6.7	4 267	14 828
Immeubles de placement	6.8	-	-
Immobilisations corporelles	6.8	264 946	38 586
Immobilisations incorporelles	6.8	1 362 905	37 516
Total actif		31 055 714	8 205 856

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	8 112	34 422
Instruments dérivés de couverture	6.1	273 305	269 132
Dettes représentées par un titre	6.4	5 324 593	1 803 319
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6.4	38 498	284 292
Dettes envers la clientèle	6.4	20 940 851	4 536 385
Autres passifs	6.6	760 367	205 050
Provisions	6.9	114 739	49 192
Dettes subordonnées	6.4	96 779	93 425
Total dettes		27 557 244	7 275 217
Capitaux propres part du Groupe		3 498 471	930 639
Capital social		111 891	69 157
Prime d'émission		275 282	48 000
Éléments assimilés au capital		222 652	97 820
Réserves consolidées		498 091	670 434
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		138 887	203 849
Résultat de l'exercice		2 251 667	(158 620)
Intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)		-	-
Total capitaux propres		3 498 471	930 639
Total passif		31 055 714	8 205 856

II. — Compte de résultat consolidé

(En milliers d'euros.)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	7.1	1 510 964	448 125
Intérêts et charges assimilées	7.1	-996 119	-291 288
Commissions (produits)	7.2	253 471	28 777
Commissions (charges)	7.2	-51 555	-11 073
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	7.3	-258	-1 713
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	7.4	80 525	28 321
Produits des autres activités	7.5	25 736	12 744
Charges des autres activités	7.5	-14 012	-9 655
Produit net bancaire		808 752	204 238
Charges générales d'exploitation	7.6	-738 165	-305 457
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	7.7	-188 885	-14 073
Résultat brut d'exploitation		-118 299	-115 292
Coût du risque de crédit	7.8	-80 863	-55 717
Résultat d'exploitation		-199 162	-171 008
Gains ou pertes nets sur autres actifs	7.9	302	-695
Profit d'acquisition	1.1	2 465 893	-
Résultat avant impôt		2 267 033	-171 703
Impôt sur les bénéfices	7.10	-15 365	13 083
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 251 667	-158 620
Participation ne donnant pas le contrôle		-	-
Résultat net part du groupe		2 251 667	-158 620

III. — Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Notes	2024	2023
Résultat net de la période		2 251 667	-158 620
Éléments recyclables en résultat net		-61 541	5 301
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	6.3	504	1 830
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	6.1	-	-
Réserve de coût de couverture	6.1	-83 477	5 318
Impôts sur éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat		21 432	-1 846
Éléments non recyclables en résultat net		-3 421	915
Écarts actuariels sur les prestations définies postérieures à l'emploi	9	-5 646	1 838
Réévaluation des instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres	6.3	1 034	-604
Impôts sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat		1 191	-319
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-64 962	6 217
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2 186 706	-152 403
Dont part du Groupe		2 186 706	-152 403
Dont participations ne donnant pas le contrôle		-	-

IV.— Tableau de variation des capitaux propres

Les capitaux propres du Groupe sont composés par des ressources apportées par l'associé unique sous forme de capital et des résultats cumulés et non distribués : réserves et report à nouveau. Il y a également les ressources reçues lors de l'émission d'instruments financiers assimilés à du capital, conformément à IAS 32 « Additional Tier 1 », qui ne sont assorties d'aucune obligation contractuelle pour l'émetteur de délivrer de la trésorerie aux détenteurs de ces instruments.

La rémunération versée aux détenteurs d'autres instruments assimilés aux capitaux propres, vient diminuer le montant des réserves au sein des capitaux propres.

Au cours du premier semestre de 2024, l'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital en numéraire de CCF Holding :

- de 26 562 500 euros en émettant 2 656 250 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune et assorties d'une prime d'émission de 0,054 euro par action, soit 143 437 500 euros à la date du 2 janvier 2024 ; et
- de 16 124 025 euros en émettant 1 612 402 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune et assorties d'une prime d'émission de 0,052 euro par action, soit 83 844 930 euros à la date du 9 janvier 2024.

Les actions nouvellement émises ont été intégralement souscrites par la société Promontoria Holding 101 B.V. et sont entièrement libérées.

Le 15 mars 2024, une augmentation du capital pour 48 350 euros a été réalisée dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites au profit de certains membres du personnel salarié et des dirigeants de CCF Holding bénéficiant du plan d'intéressement à long-terme. Ces actions sont des actions de préférence sans droit de vote convertibles en actions ordinaires.

Le 3 juin 2024, le Groupe a lancé une offre publique de rachat anticipé de ses instruments AT1, conditionnée à l'émission de nouveaux titres AT1 annoncée en parallèle. Cette nouvelle émission répond aux critères d'IAS 32 pour la qualification en tant qu'instrument de capitaux propres. En effet, les titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) AT1 sont à durée infinie, le remboursement s'effectuera au gré du Groupe. Le remboursement, en cas de faillite ou liquidation de l'émetteur, n'est pas prioritaire et est « subordonné » à celui des autres créanciers détenteurs d'obligations de rang supérieur. Les caractéristiques de l'émission ne comportent aucune obligation de sortie de trésorerie.

Cette opération s'est traduite par :

- l'émission par CCF Holding de 225 millions d'euros de nouveaux AT1. Cette émission a engendré 2,3 millions d'euros de coûts de transaction. Une première tombée de coupons a eu lieu en décembre 2024 pour 10,4 millions d'euros.
- le rachat des titres AT1 émis en 2019 pour 100 millions d'euros. Le montant total des coupons tombés est de 6,3 millions d'euros.

Le tableau ci-après « Variation des capitaux propres » présente les différents mouvements au cours de la période.

(En milliers d'euros.)	Capital social et prime d'émission	Eléments assimilés au capital	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Réserves consolidées	Résultat net part du Groupe	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 01/01/2023	59 000	97 820	197 632	683 456	-6 563	1 031 345
Augmentation de capital, émissions	58 157	-	-	-157	-	58 000
Plan dont le paiement est fondé sur des actions	-	-	-	1 700	-	1 700
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	58 157	-	-	1 543	-	59 700
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	899	-	-	899
Affectation du résultat 2022	-	-	-	-6 563	6 563	-
Résultat de l'exercice 2023	-	-	-	-	-158 620	-158 620
Rémunération des instruments de capitaux propres	-	-	-	-8 000	-	-8 000
Réserve de coût de couverture	-	-	5 318	-	-	5 318
Autres variations	-	-	-	-2	-	-2
Sous-total	-	-	6 217	-14 565	-152 057	-160 405
Capitaux propres au 31/12/2023	117 157	97 820	203 849	670 434	-158 620	930 639
Augmentation de capital, émissions	270 017	-	-	-48	-	269 969
Plan dont le paiement est fondé sur des actions	-	-	-	3 115	-	3 115
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	270 017	-	-	3 066	-	273 084
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	18 515	-	-	18 515
Affectation du résultat 2023	-	-	-	-158 620	158 620	-
Résultat de l'exercice 2024	-	-	-	-	2 251 667	2 251 667
Rémunération des instruments de capitaux propres	-	124 832	-	-18 879	-	105 953
Réserve de coût de couverture	-	-	-83 477	-	-	-83 477
Autres variations	-	-	-	2 089	-	2 089
Sous-total	-	124 832	(1) -64 962	-175 409	2 410 287	2 294 748
Capitaux propres au 31/12/2024	387 174	222 652	138 887	498 091	2 251 667	3 498 471

(1) Voir tableau III.

V.— Tableau des flux de trésorerie

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat avant impôts	2 267 033	-171 703
Éléments non monétaires inclus dans le résultat avant impôts	-2 446 190	-20 444
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	5 337	9 404
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	10 879	-1 387
Résultat net des activités d'investissement	-	-28 327
Résultat net des activités de financement	-	-
Produit d'acquisition	-2 465 893	-
Autres mouvements (1)	3 486	-133
Augmentations / Diminutions nettes des actifs / passifs opérationnels	-3 398 587	559 888
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-14 665	5 380
Flux liés aux opérations avec la clientèle compte ordinaire	-1 632 766	-414 763
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-2 142 828	824 068
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs	-35 850	149 049
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	421 629	4 306
Impôts versés	5 893	-8 152
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A)	-3 577 745	367 741
Flux liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	-5 046 081	-105 340
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	149 480	-13 539
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement (B)	-4 896 601	-118 879
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	269 969	58 000
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-59 351	-169 891
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)	210 618	-111 891
Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C)	-8 263 728	136 971
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice (2)	12 773 493	458 555
Comptes actifs de caisse, banques centrales	37 926	191 802
Trésorerie et équivalents de trésorerie apportés par l'acquisition des activités HBCE	12 177 967	-
Comptes ordinaires, prêts à vue aux établissements de crédit	557 812	271 217
Comptes ordinaires, Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-212	-4 464
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	4 509 765	595 526
Comptes actifs de caisse, banques centrales	221 474	37 926
Comptes ordinaires, prêts à vue aux établissements de crédit	4 290 537	557 812
Comptes ordinaires, Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-2 246	-212
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-8 263 728	136 971

(1) Le poste « Autres mouvements » est essentiellement constitué de l'étalement des commissions apporteurs.

(2) L'ouverture au 1^{er} janvier 2024 est impactée à la suite à l'acquisition des activités d'HBCE et de la CCF SFH.

VI.— Notes annexes**1. – Faits marquants de l'année 2024****1.1. – Acquisition des activités d'HBCE**

Notre Groupe dorénavant renommé Groupe CCF a pris un nouvel élan au 1^{er} janvier 2024 avec l'acquisition des activités d'HBCE, activités intégrées à la société CCF, et se positionne désormais comme une banque patrimoniale à taille humaine. Le Crédit Commercial de France (CCF), dont les origines historiques datent de 1917, propose un accompagnement sur mesure aux particuliers ainsi qu'aux professionnels, et offre excellence relationnelle, expertise, ainsi que fluidité et simplicité.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la diversification stratégique du Groupe avec l'intégration des activités de banque de détail et gestion de fortune transférées qui viennent compléter les franchises de financements spécialisés de My Money Bank.

IFRS 3r (B7) stipule que l'identification d'un « business » s'articule autour de trois concepts : des intrants, des processus et des extrants. Pour être qualifié de business, un ensemble d'actifs et d'activités doit inclure, a minima, un intrant et un processus substantiel qui contribuent ensemble à la capacité de générer un ou des extrants (IFRS 3 - §B8). Il ressort des analyses menées par le Groupe que les activités apportées répondent à la définition d'un business.

La norme IFRS 13 définit la juste valeur comme le « prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation ». Le Groupe a fait appel à des experts indépendants pour l'exercice d'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs transférés selon les références et les techniques les mieux adaptées à leur nature, telles que les prix de marché, les indices spécifiques, etc.

Le périmètre de cette acquisition est essentiellement constitué des éléments suivants :

— À l'actif :

- Contribution monétaire pour 9,9 milliards d'euros ;
- Prêts et créances à la clientèle (principalement des crédits immobiliers) pour 12,6 milliards d'euros ; et
- Immobilisations corporelles (correspondant principalement aux agences bancaires) pour environ 50 millions d'euros.

— Au passif :

- Dettes envers la clientèle pour 20,1 milliards d'euros sous forme de dépôts à terme, livrets et comptes à vue ; et
- Obligations foncières pour 3,5 milliards d'euros obtenus via le transfert de 100 % des titres de la société HSBC SFH.

Lors du processus d'évaluation à la juste valeur des actifs et des passifs acquis, le Groupe CCF a identifié et déterminé l'existence d'un actif incorporel « CDI - Core Deposit Intangible » correspondant à l'avantage économique lié aux dépôts acquis qui représentent pour le CCF une source de financement plus avantageuse que le marché. Ce montant a été calculé en utilisant la méthode des flux de trésorerie différentiels, consistant à actualiser l'économie de coût de refinancement procurée par ces dépôts, au coût du capital de l'acquéreur, sur la durée d'écoulement des dépôts. Le montant calculé est de 1 479 millions d'euros. Ce montant sera amorti linéairement sur 10 ans.

Les obligations foncières ont, quant à elles, été valorisées à leur valeur de marché, en utilisant un logiciel de la place (Bloomberg). Le montant valorisé est de 3 366 millions d'euros, soit une décote de 133,5 millions d'euros. Ce montant sera amorti au prorata de chacune des 4 souches d'obligations foncières de CCF SFH (1 milliard d'euros à maturité 2025, 1,25 milliard d'euros à maturité 2027, 750 millions d'euros à maturité 2028 et 500 millions d'euros à maturité 2032).

Conformément à la norme IFRS 3r, les prêts et créances ont été également valorisés à leur juste valeur. Une décote de 1 040 millions d'euros a été déterminée et est amortie selon la méthode du TIE (Taux d'Intérêt Effectif).

(En millions d'euros.)	Balance CCF
Total actif (A)	25 506
Titres Crédit Logement	10
Prêts et créances à la clientèle, au coût amorti	-1 040
Actifs d'impôts différés	140
Immobilisations corporelles	113
Immobilisations incorporelles - CDI	1 479
Total passif (B)	23 876
SFH - Obligations foncières	-133
Badwill (A-B)	2 466

Cette opération a donné lieu à un produit d'acquisition (« a bargain purchase – IFRS 3.34 » ou badwill) qui a été comptabilisé directement en résultat au poste « Produit d'acquisition ». Ce dernier résulte essentiellement des conditions particulièrement avantageuses de la transaction, du fait que HBCE souhaitait vendre depuis quelques années cette activité afin de poursuivre sa stratégie de désengagement en banque de détail et de spécialisation en banque privée et en gestion de patrimoine. Le profit résultant de cette acquisition s'élève à 2 466 millions d'euros.

La valeur globale de l'activité apportée a été déterminée par les deux parties HBCE et le Groupe CCF sur la base d'un prix convenu égal à 1 euro.

Les principales variations au niveau du bilan et du compte de résultat du Groupe sont liées à l'acquisition de l'activité de la banque de détail d'HBCE.

1.2. – Dénouement de la couverture du portefeuille d'acquisition

À la suite de l'acquisition des activités de banque de détail et de gestion de patrimoine de HBCE, le Groupe a dénoué ses dernières couvertures couvrant une transaction hautement probable. Ce dénouement s'est effectué le 4 janvier et a dégagé un gain net pour le Groupe CCF de 44,675 millions d'euros (valorisation des produits dérivés totale de 73,595 millions d'euros). Ces gains ont été comptabilisés en OCI et seront recyclés dans le compte de résultat au prorata de chaque instrument dérivé dénoué sur une durée de 10 ans (cf. partie 6.1.c).

1.3.— AT1. – Rachat et émission

CCF Holding a émis en octobre 2019 des instruments de fonds propres complémentaires de catégorie 1 (« Additional Tier One » ou « AT1 ») pour un montant de 100 millions d'euros. Ces instruments portaient une maturité perpétuelle mais intégraient une option de rachat au bout de cinq ans, donc en octobre 2024, pouvant être exercée par l'émetteur sous réserve de l'accord du régulateur.

Le 3 juin 2024, le Groupe a lancé une offre publique de rachat anticipé de ces instruments AT1, conditionnée au succès de l'émission de nouveaux titres AT1 annoncée en parallèle.

CCF Holding a finalisé avec succès cette opération, émettant 225 millions d'euros de nouveaux AT1 le 5 juin après avoir recueilli près de 500 millions d'euros d'intérêt (taux de sursouscription de 2,2), en provenance de près de 60 investisseurs internationaux. L'offre publique de rachat sur les titres existants s'est poursuivie jusqu'au 10 juin. Les investisseurs qui ont décidé de participer et d'être remboursés de manière anticipée ont finalement atteint 51,8 % des titres en circulation (soit 51,8 millions d'euros).

CCF Holding a, par ailleurs, racheté 4,6 millions d'euros de titres supplémentaires sur le marché secondaire, à des conditions strictement identiques à celles proposées dans le cadre de l'offre publique de rachat. Les 43,6 millions d'euros de titres AT1 émis en 2019 restant en circulation à fin juin 2024 ont été rachetés en date du 30 octobre 2024. A fin décembre 2024, l'ensemble des titres AT1 émis en 2019 ont donc été remboursés. Cette opération permet au Groupe de consolider ses ratios de solvabilité, avec un impact positif sur le ratio de capital de 115 pb (sur la base des ratios à fin 2024).

1.4. – Liquidation des FCTS

Conformément à sa stratégie de refinancement, le Groupe a réalisé, au cours du premier trimestre 2024, le rachat total des portefeuilles cédés aux fonds EmeraldOne et SapphireOne Auto 2022-1 entraînant la liquidation de ces fonds, pour un montant de respectivement 269 et 480 millions d'euros, avec un amortissement total de l'ensemble des passifs en date du 26 février 2024.

1.5. – Contrôles fiscaux

La société CCF SA a reçu, le 12 juillet 2023, un avis de vérification de la DVNI (Direction des Vérifications Nationales et Internationales) afin de procéder à un contrôle fiscal de l'ensemble des déclarations de la société au titre des exercices 2021 et 2022 (et jusqu'au 30 avril 2023 en matière de TVA).

La société CCF Holding a également reçu, le 8 septembre 2023, un avis de vérification de la DVNI afin de procéder à un contrôle fiscal de l'ensemble des déclarations de la société au titre des exercices 2020, 2021 et 2022 (et des exercices 2018 et 2019 en ce qu'ils ont concouru au déficit d'ensemble du Groupe intégré).

Deux propositions de rectification ont été respectivement émises les 6 et 7 mai 2024 pour CCF et CCF Holding, que le Groupe a décidé de ne pas contester. Les impacts des deux redressements sont non significatifs. Les effets de débords ont été pris en compte pour les déclarations d'impôt sur les sociétés de l'exercice 2023. Les avis de mise en recouvrement ont été reçus courant juillet 2024.

1.6. – Ruptures conventionnelles collectives

La Direction et les Organisations Syndicales représentatives ont signé le 30 janvier 2024 un accord portant sur une rupture conventionnelle collective au sein de My Money Bank (MMB). Les départs ont eu lieu de mai à septembre 2024.

La Direction de la Somafi-Soguafi et Sorefi ont respectivement signé une rupture conventionnelle collective avec les Organisations Syndicales représentatives le 1^{er} août et le 29 août avec des premiers départs dès octobre 2024 (voir note 6.9).

2. – Evénements significatifs postérieurs à la fin de la période

2.1. – Projet de transformation du Groupe CCF

Le Groupe CCF a initié un projet de transformation, soumis aux représentants du personnel (« Comité Social et Économique » ou « CSE ») du CCF et de My Money Bank, les deux établissements principaux du Groupe CCF, dans le cadre d'un processus d'information-consultation. Ce projet s'inscrit pleinement dans la stratégie du Groupe, visant à repositionner le CCF comme la banque patrimoniale de référence en France et à renouer avec une croissance pérenne et durable. Il vise à restaurer durablement la compétitivité du Groupe sur les marchés de la banque de détail et de la banque de financements spécialisés, garantissant ainsi son développement à long terme.

Ce projet prévoit une transformation du modèle opérationnel dans son ensemble, en s'appuyant sur l'expertise combinée du réseau et des fonctions support, ainsi que sur des investissements majeurs, notamment dans les infrastructures

informatiques. Ce projet vise à replacer le client au cœur de la stratégie en s'appuyant sur quatre axes de différenciation : la rapidité, la stabilité, l'expertise des équipes et une architecture ouverte. Dans ce cadre, il est notamment envisagé de :

- Redonner du pouvoir aux agences afin d'améliorer notre réactivité commerciale, en octroyant aux directeurs d'agence des marges de manœuvre accrues pour accélérer la prise de décision et renforcer le rôle des conseillers.
- Investir dans l'automatisation, la sécurisation et la simplification des opérations, avec un programme d'investissement de 100 millions d'euros, afin que les collaborateurs puissent se concentrer sur des missions à forte valeur ajoutée et gagner en efficacité.
- Regrouper certaines agences afin d'optimiser la qualité de service et offrir une expérience client améliorée.

Il est important de préciser que les conseillers de clientèle du CCF ne sont pas concernés par ce projet.

Parallèlement, une simplification des lignes hiérarchiques est envisagée afin de renforcer la rapidité, l'agilité et l'efficacité opérationnelle. Cette approche permettrait de créer une structure plus souple et performante, favorisant une gestion optimisée et une animation plus dynamique des équipes.

Ce projet a été soumis à l'examen des CSE (Comité Social et Économique) du CCF et de My Money Bank dans le cadre de procédures d'information-consultation dédiées. Il est susceptible d'évoluer en fonction de l'avancée des discussions et des négociations.

Sa mise en œuvre s'accompagnerait d'une adaptation des effectifs afin d'assurer une adéquation optimale avec les besoins futurs du Groupe. Cela impliquerait des suppressions, des transferts et des créations de postes. Dans sa proposition initiale, le projet prévoit une réduction des effectifs ainsi qu'un redimensionnement du réseau d'agences.

2.2. – Emission de financement de l'habitat

Le 23 janvier 2025, le Groupe a réalisé avec succès sa 1^{ère} émission publique benchmark d'obligation de financement de l'habitat sous le nom CCF SFH : 1 milliard d'euros ont été empruntés sur les marchés auprès d'investisseurs institutionnels sur une maturité de 5.25 ans. Les obligations sont notées Aaa par Moody's et offrent un rendement de 3,098 % (m/s + 58 points de base).

Cette opération confirme et renforce le statut du Groupe en tant qu'acteur de référence ainsi que la crédibilité de la marque CCF auprès des investisseurs. En témoigne l'ouverture du carnet d'ordre en date du 14 janvier qui, avec une prévision de prix de midswap + 65 points de base, a généré une forte attractivité auprès des investisseurs avec plus de 3 milliards d'euros de demande de souscription, soit 3 fois le montant d'émission prévu.

L'enthousiasme des investisseurs a permis au Groupe de resserrer le taux d'intérêt à 58 points de base au-dessus du midswap assurant un coût de refinancement en ligne avec les concurrents français. Le carnet d'ordres a rassemblé au total 110 investisseurs. Cette émission a par ailleurs attiré principalement des gestionnaires de fonds (32 %), des banques (32 %) et banques centrales (22 %).

Au 23 janvier 2025, le total des obligations foncières émises par CCF SFH représente un nominal de 4,5 milliards d'euros.

2.3. – Emission de nouveaux instruments tier 2

Le 19 février 2025, le Groupe a finalisé avec succès l'émission de 250 millions d'euros d'instruments de fonds propres complémentaires de catégorie 2 (« Tier 2 »). Ces titres subordonnés Tier 2 sont qualifiés d'instruments de dettes conformément à la norme IAS 32. En effet, ces titres subordonnés Tier 2 sont à durée déterminée (10 ans), leur remboursement s'effectuera à la date de rachat contractuelle (possible entre 5 et 5,25 ans après la date d'émission) ou à l'échéance, et les coupons sont à taux fixe payables annuellement. Dans la hiérarchie des créanciers, les porteurs de ces titres sont juniors par rapport aux porteurs de titres dits Seniors assortis. Le Groupe a une obligation contractuelle de sortie de trésorerie.

Faisant suite à des rencontres investisseurs (« road-show ») organisées sur deux jours à Paris et Londres, l'opération a été très bien accueillie, avec la participation de plus de 200 investisseurs internationaux et un carnet d'ordre qui a dépassé 2,5 milliards d'euros, soit un taux de sursouscription de 10x. Cet engouement a permis au Groupe de réduire de manière significative le coût des instruments par rapport aux instruments Tier 2 émis en 2021, la marge de crédit (« spread ») étant ramenée à 275 points de base (contre 525 pb pour les instruments émis en 2021).

Cette émission permet au Groupe de consolider ses ratios de solvabilité, avec un impact positif sur le ratio « Total Capital ».

3. – Normes comptables appliquées

3.1. – Référentiel comptable applicable

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe a établi ses comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRS IC (International Financial Reporting Standards Interpretations Committee) et SIC (Standing Interpretations Committee).

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2024 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 23 avril 2025 et seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale du 28 mai 2025.

3.2. – Présentation des états financiers consolidés

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé pour la présentation des données relatives à l'exercice 2024 a été établi en cohérence avec celui proposé par l'organisme français de normalisation comptable, l'Autorité des Normes Comptables (« ANC »), dans sa recommandation n° 2022-01 du 11 mars 2022. La présentation des données comparatives relatives à l'exercice 2023 n'a pas été modifiée et reste conforme aux dispositions de la recommandation n° 2022-01 du 11 mars 2022 de l'ANC.

Les notes présentées en annexe des états financiers consolidés portent sur les événements et transactions importants pour comprendre l'évolution de la situation et de la performance financières du Groupe au cours de l'année 2024. Les informations présentées dans ces notes annexes se concentrent sur celles qui revêtent un caractère pertinent et matériel au regard des états financiers du Groupe, de ses activités et des circonstances dans lesquelles celles-ci se sont réalisées au cours de la période.

Le Groupe publie son Rapport Financier Annuel 2024 pour l'entité MMB SCF et SFH (entités du Groupe : voir note 5.1) au format ESEF (European Single Electronic Format) tel que défini par le règlement européen délégué 2019/815 modifié par le règlement délégué 2020/1989.

3.3. – Monnaie de présentation

Les comptes consolidés sont présentés en euro.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts d'arrondis entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

3.4. – Nouvelles normes, amendements et interprétations

a.— Normes, Amendements et interprétations entrant en vigueur et appliqués au 1^{er} janvier 2024

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2023 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024.

Normes ou interprétations	Thème	Date d'adoption par l'Union européenne (UE)	Date d'entrée en vigueur au sein de l'UE
Amendements à IFRS 16	Dette de location dans une transaction de cession-bail	20 novembre 2023	1 ^{er} janvier 2024
Amendements à IAS 1	Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants	19 décembre 2023	1 ^{er} janvier 2024
Amendements à IAS 1	Dettes non-courantes avec covenants	19 décembre 2023	1 ^{er} janvier 2024
Amendements à IAS 7 & IFRS 7	Accords de financement des fournisseurs	En cours	1 ^{er} janvier 2024

Amendements à IFRS 16 « Contrats de location – Passif locatif découlant d'une cession-bail »

Cet amendement clarifie la manière dont un vendeur-preneur doit évaluer l'actif au titre du droit d'utilisation résultant d'une cession-bail et, par conséquent, la manière dont il doit déterminer le gain ou la perte sur une transaction de cession-bail lorsque la transaction est qualifiée de « vente » selon IFRS 15 et que les paiements de loyers comprennent des paiements de loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux. L'amendement précise également comment comptabiliser, par la suite, les dettes de loyers nées de telles transactions. Il exige que le vendeur-preneur applique aux passifs locatifs issus d'une cession-bail les mêmes exigences de mesure ultérieure que pour les passifs locatifs qui ne résultent pas d'une cession-bail, de manière à ne comptabiliser aucun montant de gain ou de perte lié au droit d'utilisation conservé.

Cela implique de :

- augmenter la valeur comptable du passif locatif pour refléter les intérêts sur celui-ci, en utilisant soit le taux d'intérêt implicite du contrat de location, soit le taux d'emprunt marginal si le taux implicite ne peut pas être déterminé facilement ;

- réduire la valeur comptable du passif locatif d'un montant correspondant aux « paiements de loyers » déterminés à la date de commencement du contrat ;
- comptabiliser en résultat, en tant que paiement variable de loyer, la différence entre les paiements réellement effectués et les paiements de loyers ayant réduit la valeur comptable du passif locatif.

La modification s'applique rétrospectivement aux transactions conclues après l'application initiale d'IFRS 16.

Le Groupe n'est pas impacté par cet amendement.

Amendements à IAS 1 « Classement des passifs en courants ou non courants »

L'amendement précise que les passifs sont classés comme courants ou non courants en fonction des droits qui existent à la fin de la période comptable.

L'amendement prévoit que les passifs sont classés comme non courants si l'entité dispose d'un droit substantiel de différer le règlement pendant au moins 12 mois à la fin de la période comptable. L'évaluation détermine si un droit existe, mais elle n'examine pas si l'entité exercera ce droit.

Le droit de différer n'existe que si l'entité respecte toutes les conditions pertinentes à la date de clôture.

Un passif est classé en courant si une condition (ou « covenant ») n'est pas respectée au plus tard à la date de clôture et qu'une dérogation est obtenue après la date de clôture.

En se conformant aux dispositions d'IAS 1, le Groupe a opté pour une présentation du bilan par ordre de liquidité et d'exigibilité, cette présentation étant jugée fiable et pertinente. Le tableau de maturité est présenté dans les états financiers annuels.

Amendements à IAS 1 « Passifs non courants assortis de clauses restrictives »

L'amendement vise à améliorer les informations fournies par une entité lorsque son droit de différer le règlement d'un passif est subordonné au respect de clauses restrictives dans les douze mois suivant la période de référence.

L'amendement précise que si l'entité a le droit, à la fin de la période comptable, de renouveler une obligation pour au moins douze mois après la fin de la période comptable, en vertu d'une facilité de prêt existante, elle classe l'obligation comme non courante, même si celle-ci doit normalement arriver à échéance dans un délai plus court.

Si l'entité n'a pas ce droit, elle ne prend pas en compte le potentiel de refinancement de l'obligation et classe celle-ci en élément courant.

En se conformant aux dispositions d'IAS 1, le Groupe a opté pour une présentation du bilan par ordre de liquidité et d'exigibilité, cette présentation étant jugée fiable et pertinente. Le tableau de maturité est présenté dans les états financiers annuels.

Amendements à IAS 7 & IFRS 7 « Accords de financement de fournisseurs »

Les modifications prévoient des nouvelles obligations d'information pour les entités utilisant des accords de financement avec les fournisseurs (SFA : Supplier Finance Arrangements).

Les nouvelles informations porteront sur :

- Les termes et les conditions des SFA.
- La valeur comptable des passifs financiers faisant partie de l'entente et les postes dans lesquels ces passifs sont présentés.
- La valeur comptable des passifs financiers pour lesquels les fournisseurs ont déjà reçu le paiement des bailleurs de fonds.
- L'éventail des dates d'échéance de paiements tant pour les passifs financiers qui font partie des ententes de financement que pour les dettes fournisseurs comparables ne faisant pas partie de ces accords.
- La concentration du risque de liquidité auprès des bailleurs de fonds.

Le Groupe n'est pas impacté par cet amendement.

b.— Normes, Amendements et interprétations qui n'ont pas été appliqués par anticipation ou qui ne sont pas encore entrés en vigueur

Le calendrier prévisionnel d'application de ces normes est le suivant :

Normes ou interprétations	Thème	Date d'adoption par l'Union européenne (UE)	Date d'entrée en vigueur au sein de l'UE
Amendements à IAS 21	Absence de convertibilité	1 ^{er} janvier 2025	1 ^{er} janvier 2025
Amendements à IFRS 9 et IFRS 7	Classement et évaluation des instruments financiers	En cours d'adoption	1 ^{er} janvier 2026

IFRS 18	Présentation et informations à fournir dans les états financiers	En cours d'adoption	1 ^{er} janvier 2027
IFRS 19	Informations à fournir par les filiales sans obligation d'information publique	En cours d'adoption	1 ^{er} janvier 2027

Amendements à IAS 21 « Absence de convertibilité »

L'amendement introduit une approche constante en deux étapes pour déterminer si une devise est échangeable contre une autre et le taux spot à utiliser sinon.

Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 « Classement et évaluation des instruments financiers »

Ces amendements clarifient la façon de classer les actifs financiers présentant des caractéristiques environnementales, ainsi que la date de sortie du bilan d'un actif ou passif financier payé par voie électronique, tout en proposant un choix de méthode pour sortir un passif financier avant la livraison de trésorerie à la date de règlement, si certains critères sont remplis.

De nouvelles informations sont à fournir sur les investissements dans des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par autres éléments du résultat global et les instruments financiers présentant des caractéristiques basées sur des événements éventuels.

IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers »

Cette nouvelle norme remplace IAS 1, Présentation des états financiers. Tout en conservant de nombreuses dispositions, elle en introduit de nouvelles pour :

- Améliorer la comparabilité de l'état du résultat net.
- Améliorer la transparence des indicateurs de performance définies par la direction (IAP ou MPM).
- Agréger ou désagréger plus utilement des informations dans les états financiers.

En plus de structurer la présentation de l'état du résultat net en cinq catégories, la norme en amende d'autres, notamment IAS 7, Etat des flux de trésorerie, dont elle impose l'application de la méthode indirecte à partir du résultat opérationnel et supprime les options de présentation des intérêts et dividendes reçus et versés. Les intérêts et dividendes reçus sont, désormais, obligatoirement présentés dans la catégorie investissement, tandis que les intérêts et dividendes versés sont obligatoirement présentés dans la catégorie financement.

IFRS 19 « Informations à fournir par les filiales sans obligation d'information publique »

Cette norme, d'application optionnelle et destinée à des filiales sans comptabilité publique, dont la mère établit ses comptes consolidés suivant le référentiel IFRS, vise à leur permettre de ne tenir qu'un seul jeu de comptes en IFRS, pour les besoins de leur mère et des utilisateurs de leurs états financiers, tout en bénéficiant de dispositions allégées pour les informations à fournir en annexe.

3.5. – Recours aux jugements et à des estimations

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation future. Ces sources d'incertitude peuvent affecter la détermination des produits et charges du compte de résultat, l'évaluation des actifs, passifs du bilan et/ou certains éléments d'informations présentés dans les notes annexes. Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers. Les résultats futurs définitifs pourraient s'avérer sensiblement différents de ces estimations en fonction de l'évolution de l'environnement économique et réglementaire du Groupe et avoir une incidence significative sur les états financiers.

Comme l'année précédente, les principales évaluations nécessitant la formulation d'hypothèses et d'estimations sont les suivantes :

- La juste valeur au bilan des instruments financiers non cotés sur un marché actif reposant sur des modèles internes enregistrés dans les rubriques Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat, Instruments dérivés de couverture et Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- Les dépréciations et provisions pour risque de crédit des actifs financiers au coût amorti, actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et engagements de financement et de garantie financière dont l'évaluation dépend de modèles et paramètres internes basés sur des données historiques, courantes et prospectives. La prise en compte des effets macro-économiques (actualisées chaque trimestre) dans les hypothèses de calcul du Forward Looking (« FWL »), notamment par l'utilisation des projections macro-économiques des institutions publiques. Ces effets sont pris en compte également pour le nouveau portefeuille CCF ;
- Les provisions enregistrées au passif du bilan ;
- Les actifs et passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan ;

- Les actifs et les passifs transférés dans le cadre de l'acquisition des activités de la banque de détail d'HBCE :
 - Prêts et créances à la clientèle : la méthode d'évaluation appliquée au portefeuille de prêts consiste à actualiser les flux de trésorerie en prenant en compte les taux de courtage ajustés qui sont très corrélés aux taux des clients et des produits d'HBCE. Les flux de trésorerie projetés prennent en compte des hypothèses de remboursement par anticipation (taux de remboursement anticipé) pour les prêts immobiliers (reflétant la possibilité pour les emprunteurs de rembourser leurs prêts plus tôt) ainsi qu'un taux de défaut, tous deux correspondant aux taux historiques observés sur le portefeuille d'HBCE. Cette technique de valorisation est une pratique de marché dans la valorisation des portefeuilles de prêts à la clientèle à la juste valeur et est cohérente par rapport aux normes IFRS 13.62 et IFRS 13.B10 et B11.
 - Obligations de financement de l'habitat : les obligations sont des instruments de dette sécurisée par un groupe de prêts immobiliers et émis par l'entité CCF SFH.
 Au 31 décembre 2023, CCF SFH (anciennement HSBC SFH) avait 4 émissions d'obligations de financement de l'habitat pour un montant émis de 3,5 milliards d'euros avec des maturités allant de 2025 à 2032.
 La technique de valorisation des obligations de financement de l'habitat se base sur les données de marché disponibles sur le logiciel Bloomberg, qui permet d'avoir les prix bid. Le calcul du prix net des intérêts courus non échus (« Clean price ») est une pratique commune de marché et est calculé en se basant sur :
 - La courbe de taux sans risque
 - La composante crédit
 Cette technique de valorisation est une pratique de marché dans la valorisation des obligations foncières à la juste valeur et est cohérente par rapport aux normes IFRS 13.62 et IFRS 13.B5-7.
 - Actif incorporel « CDI - Core Deposit Intangible » : dans le cadre du transfert des dépôts de la clientèle de l'activité de la banque de détail, un ajustement de juste valeur a été comptabilisé (CDI, « Core Deposit Intangible »). La valeur du CDI de 1,479 milliard d'euros correspond uniquement à l'avantage économique généré par la source de financement moins coûteuse au titre des dépôts apportés et non de la valeur incrémentale des revenus générés par la relation client existante.
 Le CDI est amorti sur une durée de 10 ans reflétant la perte de valeur de cet actif.
 - Immobilisations corporelles : la valorisation des immobilisations corporelles, principalement constituées d'agences, a été réalisée sur la base de l'évaluation indépendante d'expert.

Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations du Groupe ont été revues au 31 décembre 2024 en prenant en compte le contexte économique décrit ci-dessus.

4. – Principes d'élaboration des comptes consolidés

4.1. – Détermination du périmètre de consolidation

La consolidation des états financiers du Groupe au 31 décembre 2024 inclut les comptes de CCF Holding S.A.S. et de toutes les entités qu'elle contrôle.

Le périmètre des entités consolidées par CCF Holding est présenté en note 5.1.

4.2. – Méthodes de consolidation

Le contrôle d'une entité s'apprécie d'après la norme IFRS 10 selon trois critères cumulatifs :

- Le pouvoir sur cette entité, c'est-à-dire les droits effectifs qui lui confèrent la capacité présente de diriger les activités qui affectent significativement le rendement de l'entité (par exemple via les droits de vote ou d'autres droits) ;
- L'exposition ou le droit aux rendements variables provenant de cette entité comme les dividendes, les changements de juste valeur d'un investissement, les bénéfices d'impôts ;
- La capacité à agir sur ces rendements à travers le pouvoir exercé sur la filiale.

Pour les entités régies par des droits de vote, le Groupe contrôle généralement l'entité s'il détient, directement ou indirectement, la majorité des droits de vote et s'il n'existe pas d'autres accords venant altérer le pouvoir de ces droits de vote. Le périmètre des droits de vote pris en considération pour apprécier la nature du contrôle exercé par le Groupe comprend l'existence et l'effet de droits de vote potentiels substantifs, comme les droits de vote potentiels qui pourraient être exercés pour prendre une décision relative à des activités pertinentes au cours de la prochaine assemblée générale.

Le Groupe exerce un contrôle conjoint sur un partenariat lorsque les décisions concernant les activités pertinentes de l'entité requièrent, contractuellement, le consentement unanime de chacun des partenaires.

L'influence notable est définie comme le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une filiale sans en détenir le contrôle. Elle peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de la participation aux décisions stratégiques, de l'existence d'opérations interentreprises importantes, de l'échange de personnel de direction, de liens de dépendance technique.

Les méthodes de consolidation sont appliquées selon la nature du contrôle exercé par CCF Holding sur ses filiales.

4.3. – Règles de consolidation

a.— Retraitements et éliminations

En amont du processus de consolidation, les comptes sociaux des sociétés consolidées font l'objet de retraitements spécifiques afin d'être mis en conformité avec les principes comptables appliqués par le Groupe.

Les soldes ainsi que les produits et charges réciproques résultant d'opérations internes sont éliminés, y compris les dividendes ainsi que les profits et pertes réalisés résultant de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe.

b.— Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises ont été comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à la norme IFRS 3, révisée pour les regroupements d'entreprises réalisés postérieurement au 1^{er} janvier 2010.

Selon cette méthode, les actifs identifiables acquis et les passifs repris de l'entité acquise sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur à la date d'évaluation.

La contrepartie transférée est évaluée comme le total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs encourus et des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les ajustements de prix éventuels sont intégrés dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur estimable à la date d'acquisition et réévalués à chaque date d'arrêt. Les ajustements ultérieurs sont enregistrés en résultat au-delà du délai d'affectation ou quand ils ne sont pas liés à des circonstances existant à la date d'acquisition.

Les coûts directement attribuables à l'opération de regroupement constituent une transaction séparée et sont enregistrés en résultat.

L'écart d'acquisition correspond (hors cas de prise de contrôle par étape) à la différence entre la contrepartie transférée et la quote-part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passif identifiables à la date d'acquisition. Cet écart est inscrit à l'actif de l'acquéreur dans le poste « Goodwill » s'il est positif, et est comptabilisé immédiatement en résultat dans le poste « Produit d'acquisition » s'il est négatif.

Les intérêts ne conférant pas le contrôle (ou « intérêts minoritaires ») peuvent, en date de prise de contrôle, être évalués pour chaque regroupement d'entreprises au choix du Groupe :

Soit sur la base de leur quote-part dans la juste valeur de l'actif net identifiable de l'entité acquise à la date d'acquisition, sans comptabilisation d'un écart d'acquisition au titre des intérêts minoritaires (méthode dite du goodwill partiel) ;

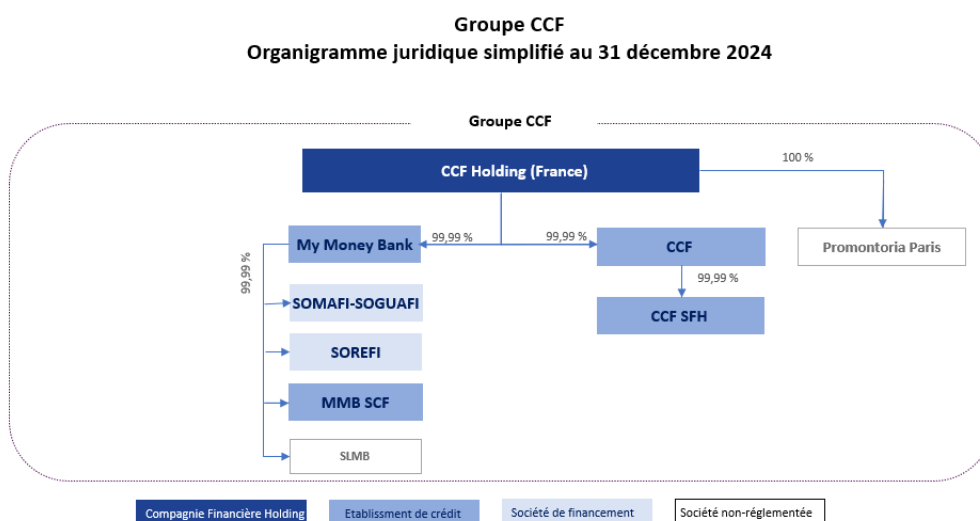
Soit à leur juste valeur, dans ce cas, une fraction de l'écart d'acquisition leur étant alors attribuée (méthode dite du goodwill complet).

5. – Périmètre de consolidation

5.1. – Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024

L'organigramme simplifié ci-dessous présente sous les dénominations légales les sociétés détenues directement ou indirectement par CCF Holding (ex-Groupe PMMB) au 31 décembre 2024.

La principale variation du périmètre de consolidation du Groupe au 31 décembre 2024 par rapport au 31 décembre 2023 est l'acquisition de la CCF SFH en date du 1^{er} janvier 2024.



Aucune variation dans le pourcentage d'intérêt n'est à noter par rapport au 31 décembre 2023.

Société	Pays / Région	Méthode de consolidation	% d'intérêt
CCF Holding S.A.S.	France métropolitaine	IG	
Promontoria Paris S.A.S.	France métropolitaine	IG	100 %
My Money Bank S.A.	France métropolitaine	IG	100 %
SOREFI S.A.	La Réunion	IG	100 %
SOMAFI-SOGUAFI S.A.	Martinique / Guadeloupe / Guyane	IG	100 %
Crédit Commercial de France S.A.	Martinique / Guadeloupe / Guyane / France métropolitaine	IG	100 %
MMB SCF S.A.	France métropolitaine	IG	100 %
CCF SFH S.A.	France métropolitaine	IG	100 %
SLMB S.A.	France métropolitaine	IG	100 %

Toutes les filiales sont considérées comme contrôlées par CCF Holding et sont consolidées par intégration globale. Cette méthode de consolidation consiste à substituer à la valeur comptable de la participation chacun des éléments d'actif et de passif de la filiale dans les comptes de la société mère.

6. – Notes relatives au bilan

6.1. – Instruments dérivés de couverture actifs et passifs

Selon la norme IFRS 9, un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat présentant les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur varie en fonction de la variation d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de taux, d'une notation ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable spécifiée appelée le « sous-jacent » ;
- il ne requiert aucun investissement net initial ou qu'un investissement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des comportements similaires face à l'évolution des facteurs du marché ;
- son règlement se fait à une date future.

Conformément à la norme IFRS 9, les dérivés sont évalués et comptabilisés au bilan à la juste valeur. Ces instruments sont réévalués à leur juste valeur à chaque date d'arrêté. Les variations résultant de cette réévaluation seront comptabilisées différemment selon que le dérivé est détenu à des fins de transaction ou qu'il s'inscrit dans le cadre d'une relation de couverture.

Dans le cas de dérivés détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, au poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », et la part correspondant aux intérêts courus ou échus sera comptabilisée séparément en résultat dans les postes « Intérêts et produits assimilés » ou « Intérêts et charges assimilées ». Les dérivés de transaction détenus par le Groupe sont présentés ci-après.

Comptabilité de couverture

Le Groupe applique les dispositions de la norme IFRS 9 à l'ensemble de ses relations de couverture à l'exception des couvertures de juste valeur du risque de taux d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, pour lesquelles le Groupe applique les dispositions prévues dans la norme IAS 39 telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Un dérivé peut être comptablement qualifié d'instrument de couverture s'il respecte un certain nombre de critères énoncés par IFRS 9. La relation de couverture est documentée dès sa mise en place en précisant la stratégie de couverture suivie, la désignation du risque et de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, ainsi que la méthode d'évaluation de l'efficacité. L'efficacité dépend de trois critères permettant de prendre en compte la politique de gestion des risques :

- il existe une relation économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture (corrélation inverse) ;
- les variations de valeur du dérivé ne sont pas principalement liées à l'évolution du risque de crédit (sauf cas particulier où les variations du sous-jacent et du risque de crédit sont toutes deux réduites) ;
- le ratio de couverture, c'est-à-dire le rapport entre la quantité d'éléments couverts et la quantité d'instruments de couverture, correspond au ratio effectivement utilisé par le Groupe dans sa gestion opérationnelle du risque.

Ces critères qualitatifs s'accompagnent également d'une estimation quantitative de l'efficacité de la relation de couverture aux fins de la détermination de l'inefficacité de cette dernière et du traitement comptable approprié qui en découle.

L'efficacité d'une relation de couverture est déterminée de manière prospective, dès l'origine de la relation, puis à chaque clôture et en cours d'exercice si un événement important vient modifier l'équilibre de la relation de couverture.

Les critères devant être respectés dans le cadre des couvertures de juste valeur du risque de taux d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers sont ceux de la norme IAS 39 et diffèrent d'IFRS 9 sur certains points, notamment sur les modalités encadrant l'évaluation de l'efficacité. Ainsi, l'efficacité doit être évaluée à la fois de manière rétrospective et prospective.

Dans le cas de l'efficacité rétrospective, l'objectif est de s'assurer que le rapport entre les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de l'élément couvert respecte un ratio égal à 100 % ou légèrement inférieur.

Le test prospectif consiste à s'assurer que, sur la base des caractéristiques de l'instrument de couverture et de l'élément couvert, les variations de juste valeur se compensent de manière suffisante à justifier le maintien de l'efficacité de la relation de couverture sur l'ensemble de sa durée de vie résiduelle en date d'évaluation.

Ces instruments seront classés au bilan au poste « Instruments dérivés de couverture ». La norme IFRS 9 reconnaît trois types de relations de couverture possibles en fonction de l'objectif poursuivi et du risque couvert :

- Couverture de juste valeur (« Fair Value Hedge » ou « FVH ») : cette couverture vise à couvrir le risque de variation de valeur d'un actif ou d'un passif existant, ou d'un engagement ferme ;
- Couverture de flux de trésorerie (« Cash-Flow Hedge » ou « CFH ») : l'objectif est de se prémunir contre une exposition à la variation des flux de trésorerie futurs pour une transaction future hautement probable ou d'une opération existante à flux variables ; et
- Couverture d'investissement net dans un établissement à l'étranger : ce type de couverture est utilisé pour couvrir le risque de change d'un investissement net (titres de participation, prêts à long terme, résultats non rapatriés) dans une entité consolidée à l'étranger.

Les relations de couverture existantes au sein du Groupe relèvent soit de « couverture de flux de trésorerie » soit de « couverture de juste valeur ». L'ensemble des relations de couverture vise à se couvrir du risque de taux d'intérêt.

La stratégie du Groupe vise à se couvrir face au risque de variation de valeur de ses actifs et passifs financiers au coût amorti à taux fixe. Afin de se couvrir face à ce risque, le Groupe a fait le choix, conformément à la possibilité offerte par IFRS 9, de continuer à appliquer les dispositions de la norme IAS 39 relatives à la macro-couverture de juste valeur d'un portefeuille de prêts ou d'emprunts. Les dispositions d'IAS 39 applicables retenues par le Groupe sont celles ayant été adoptées par l'Union européenne et incluent donc les dispositions dites de « carve-out » permettant de faciliter l'éligibilité de certains éléments à la macro-couverture comme les dépôts à vue et d'assouplir certaines dispositions d'IAS 39 en matière de mise en œuvre des tests d'efficacité. Par ailleurs, certaines couvertures se font en micro-couverture, notamment les émissions d'obligations foncières de MMB SCF et CCF SFH ainsi que la couverture du portefeuille d'investissement, à la fois de My Money Bank et de CCF.

Couverture de flux de trésorerie

Selon la norme IFRS 9, dans une couverture de flux de trésorerie, la part efficace des variations de juste valeur de l'instrument financier dérivé est inscrite dans une ligne spécifique des capitaux propres dans la rubrique « Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres » tandis que la part inefficace est rapportée au résultat en « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les montants inscrits en capitaux propres pendant la durée de vie de la couverture sont transférés en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » ou « Intérêts et charges assimilés » au fur et à mesure que les éléments de résultat de l'instrument couvert affectent le résultat (recyclage symétrique à l'impact de l'élément couvert en résultat).

Les instruments couverts restent quant à eux comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable et ne font pas l'objet d'un traitement particulier au regard de la relation de couverture à laquelle ils appartiennent.

Lorsque la relation de couverture ne respecte plus les critères d'efficacité définis alors que les objectifs de la relation de couverture demeurent inchangés, il est obligatoire de procéder à un ajustement du ratio de couverture, par exemple via la déqualification d'une partie des instruments de couverture, afin de corriger les évolutions structurelles du ratio de couverture. Cette pratique est qualifiée de « rééquilibrage » ou encore « rebalancing » de la relation de couverture par la norme IFRS 9. Un rééquilibrage n'entraînera pas une rupture de la relation de couverture initiale, mais le Groupe déterminera et comptabilisera l'inefficacité de la couverture avant toute modification du ratio de couverture.

Lorsque toute ou partie d'une relation de couverture ne répond plus aux critères d'applicabilité de la comptabilité de couverture, ou en cas de changement dans les objectifs de gestion des risques du Groupe, il y a cessation de la relation de couverture. Dans ce cas, les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont transférés au fur et à mesure en résultat en « Intérêts et produits assimilés » ou « Intérêts et charges assimilés » si les flux de trésorerie couverts sont encore susceptibles de se produire (même s'ils ne sont plus considérés comme hautement probables), ou rapporté immédiatement en résultat si les flux de trésorerie couverts ne sont plus susceptibles de se produire (par exemple en cas de disparition de l'élément couvert).

L'utilisation de dérivés auprès de contreparties externes implique l'exposition du Groupe à un risque de crédit vis-à-vis de ces dernières qui n'est pas compensé par les éléments couverts. Cette exposition au risque de crédit est considérée comme

négligeable par le Groupe, dans la mesure où les dérivés sont souscrits avec des établissements bancaires internationaux de premier rang, et sont assortis de contrats de garantie standardisés de type CSA (Collateral Standard Agreement). Pour rappel, en juin 2019, une nouvelle réglementation, appelée EMIR (European Market Infrastructure Regulation), dont le but est de réduire le risque des contreparties par le recours à des chambres de compensation, est entrée en vigueur. Par conséquent, tous les instruments dérivés, dits vanilles, détenus par le Groupe passent désormais par la chambre de compensation Eurex.

Les principales sources d'inefficacité identifiées par le Groupe, dans le cadre de ses relations de couvertures de flux de trésorerie, concernent essentiellement les effets du risque de crédit de la contrepartie et du Groupe sur la juste valeur des swaps de couverture, qui ne sont pas reflétés dans la juste valeur de l'élément couvert attribuable à la variation des taux d'intérêt.

Couverture de juste valeur

Dans le cadre de relations de couverture de juste valeur, les instruments de couverture sont évalués à leur juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées en résultat dans le poste « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ». Les éléments couverts sont quant à eux réévalués au bilan à leur juste valeur. La contrepartie de ces réévaluations de juste valeur au bilan est enregistrée en résultat dans le même poste que les variations de juste valeur des instruments de couverture.

Dans le cas d'une couverture totalement efficace, les flux comptabilisés en résultat liés à l'instrument de couverture et à l'élément couvert se compensent parfaitement tandis qu'en cas d'inefficacité, seule cette dernière apparaît distinctement en résultat pour matérialiser cet écart.

En cas d'interruption de la relation de couverture, l'instrument dérivé de couverture est reclassé dans le portefeuille de dérivés détenus à des fins de transaction et réévalué conformément aux dispositions de cette catégorie. Les montants de réévaluation figurant au bilan concernant les portefeuilles d'actifs ou de passifs initialement en macro-couverture sont amortis linéairement sur la durée de vie résiduelle de la relation de couverture initialement prévue. En cas de disparition des éléments couverts, du fait par exemple de remboursements anticipés, ces montants sont alors immédiatement reclassés en résultat.

Les instruments de couverture utilisés par le Groupe pour ses relations de couverture de portefeuille de prêts et de passifs à taux fixe sont exclusivement des swaps de taux d'intérêt vanilles. Ces swaps sont emprunteurs de taux fixe afin de se couvrir d'une évolution défavorable des taux sur ses prêts à taux fixe. Ils sont prêteurs de taux fixe afin de se couvrir d'une évolution défavorable des taux sur ses passifs à taux fixe.

Les tests d'efficacité mis en place au sein du Groupe s'appuient sur une segmentation des portefeuilles couverts en différentes bandes de maturité auxquelles sont assignées des swaps de couverture présentant la même maturité. Un test est réalisé à chaque arrêté afin de vérifier que, pour chaque bande de maturité et chacune des générations de swaps, il existe toujours un excédent de prêts ou de passifs à couvrir afin d'éviter toute situation de sur-couverture qui générerait de l'inefficacité.

Dans le cas des tests prospectifs, l'encours projeté est l'échéancier contractuel ajusté d'un taux de remboursement par anticipation. Ce taux correspond au taux de remboursement anticipé moyen constaté, majoré du taux de passage en créance dépréciée et du taux de renégociation. L'objectif est de s'assurer de l'absence de situation de sur-couverture potentielle sur la durée résiduelle de la relation de couverture selon les principes décrits précédemment appliqués aux encours projetés sur les swaps de couverture et les éléments couverts.

Les relations de couverture existantes au sein du Groupe relèvent soit de « couverture de flux de trésorerie » soit de « couverture de juste valeur ». L'ensemble des relations de couverture vise à se couvrir du risque de taux d'intérêt.

Dans le cadre de sa politique de gestion des risques de marché, le Groupe peut être amené à documenter des options de taux d'intérêt comme des instruments de couverture dont l'efficacité est évaluée sur la base des variations de la valeur intrinsèque. Dans ce cas, la valeur temps de ces options est assimilée à un coût de couverture et comptabilisée dans l'état consolidé du résultat global et recyclée en résultat en fonction de la nature du risque couvert.

a.— Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La norme IFRS 13 définit la juste valeur comme « le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants de marché à la date d'évaluation ». Lors de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif financier, la juste valeur est présumée être le prix de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, la norme préconise de recourir en priorité à des prix cotés sur un marché actif pour déterminer la juste valeur d'un actif ou d'un passif financier, ou si de telles données ne sont pas disponibles à des techniques de valorisation fondées sur des données de marché observables.

Un marché actif est défini comme un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisant pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. En application de cette définition, un marché sera considéré comme actif si les cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur ou d'une agence réglementaire, et que ces prix représentent des transactions réelles et régulières dans des conditions de concurrence normales.

En l'absence d'un marché actif, les techniques de valorisation les plus couramment utilisées comprennent l'utilisation de transactions récentes dans un contexte de marché normal, de justes valeurs d'instruments similaires, des modèles d'actualisation de flux ou de valorisation d'options, ou l'utilisation de modèles internes spécifiques dans le cas de valorisations reposant sur des données inobservables significatives dans la valeur des instruments concernés.

Pour les besoins de l'information financière, IFRS 13 introduit trois niveaux de hiérarchie des justes valeurs, classés selon un ordre décroissant d'observabilité des valeurs et paramètres utilisés pour leur valorisation. Certains instruments peuvent utiliser des données issues de plusieurs niveaux, dans ce cas le niveau de hiérarchie retenu sera basé sur la donnée du plus bas niveau pour évaluer l'instrument dans son ensemble, dès lors que ce paramètre est jugé significatif dans la valorisation de l'instrument.

- Niveau 1 : la juste valeur est déterminée à partir de cotations sur un marché actif immédiatement disponibles et directement utilisables.
- Niveau 2 : l'évaluation des instruments repose sur des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés, directement (prix) ou indirectement (dérivés de prix).
- Niveau 3 : ce niveau regroupe les instruments valorisés à partir de modèles reposant sur des paramètres significatifs non observables sur les marchés, par exemple en l'absence de liquidité de l'instrument, de risques inhérents au modèle de valorisation ou aux données d'entrée retenues. Les paramètres non observables font l'objet d'hypothèses internes reflétant au mieux les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. L'élaboration de ces hypothèses requiert l'exercice du jugement.

Pour les instruments financiers présentés dans le niveau 3 de la hiérarchie, une différence peut apparaître entre le prix de transaction et la valeur de marché. Cette marge (« Day one Profit ») est différée et étalée en résultat sur la durée d'inobservabilité anticipée des paramètres de valorisation lorsqu'elle résulte en un profit pour le Groupe. Lorsque les paramètres non observables à l'origine le deviennent, la part de la marge non encore reconnue est alors comptabilisée en résultat.

En cas de marge initiale négative (« Day one Loss »), cette dernière est immédiatement reconnue en résultat dans sa totalité.

La majorité des instruments financiers détenus par le Groupe sont considérés comme appartenant au niveau 2, s'agissant de crédits valorisés selon une technique d'actualisation des flux de trésorerie assise sur des paramètres significatifs observables indirectement (taux d'actualisation fondés sur l'Euribor notamment).

(En milliers d'euros.) (1)	31/12/2024			31/12/2023		
	Juste Valeur de Niveau 1	Juste Valeur de Niveau 2	Juste Valeur de Niveau 3	Juste Valeur de Niveau 1	Juste Valeur de Niveau 2	Juste Valeur de Niveau 3
Instruments dérivés de couverture	-	218 350	-	-	185 796	76 547
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	951	13 100	44 725	-	40 638	1 026
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	165 477	-	17 289	112 548	45 500	16 254
Titres au coût amorti	5 189 128	-	-	87 763	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	-	4 411 957	-	-	558 606	-
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	-	18 260 616	-	-	6 678 396	-
Actifs non courants destinés à être cédés	-	4 267	-	-	14 828	-
Total actifs financiers	5 355 556	22 908 291	62 014	200 311	7 523 765	93 827
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	(8 112)	-	-	(33 312)	(1 111)
Instruments dérivés de couverture	-	(273 305)	-	-	(269 132)	-
Dettes représentées par un titre	-	5 324 593	-	-	1 803 319	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-	38 498	-	-	284 292	-
Dettes envers la clientèle	-	20 940 851	-	-	4 536 385	-
Total passifs financiers	-	26 022 525	-	-	6 321 553	(1 111)

(1) Pour les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, les chiffres indiqués dans ce tableau correspondent à une décomposition du coût amorti et non de la juste valeur.

b.— Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Selon la norme IFRS 9, les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie de l'actif arrivent à expiration, ou lorsque ces droits ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages attachés à la propriété de cet actif sont transférés.

Dans le cas où le Groupe n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, une analyse est réalisée sur le transfert du contrôle de l'actif. Si le contrôle est perdu, l'actif est décomptabilisé. Si le contrôle est conservé, l'actif reste comptabilisé au bilan à hauteur du lien conservé avec celui-ci (par exemple, sous forme de garantie ou encore d'une option vendue ou achetée sur l'actif transféré). Un passif matérialisant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif est alors également comptabilisé.

Un passif financier est décomptabilisé si l'obligation contractuelle est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

c.— Dérivés de couverture

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Valeur nominale de l'instrument de couverture	Valeur comptable de l'instrument de couverture		Variations de juste valeur utilisées pour le calcul de l'inefficacité	Valeur nominale de l'instrument de couverture	Valeur comptable de l'instrument de couverture		Variations de juste valeur utilisées pour le calcul de l'inefficacité
		Actif	Passif			Actif	Passif	
Couverture de juste valeur								
Swaps de taux d'intérêt	16 204 645	218 350	-273 305	28 381	4 621 262	185 796	-269 132	-959
Couverture de flux de trésorerie								
Swaps de taux d'intérêt	-	-	-	-	3 300 000	76 547	-	-

— Couvertures du portefeuille d'acquisition

Depuis le 21 juin 2021 et la signature du Memorandum of Understanding, le Groupe a contracté plusieurs instruments dérivés de couverture de taux (swaps et swaptions) afin de couvrir le portefeuille d'HSBC France face à un risque de taux d'ici à l'acquisition. Ces couvertures ont été comptabilisées en flux de trésorerie venant couvrir une transaction hautement probable.

À la suite de l'acquisition le 1^{er} janvier 2024, le Groupe a dénoué les dernières couvertures, résultant en un gain net de primes de 44,675 millions d'euros.

Au total, le Groupe a enregistré 249,664 millions d'euros en OCI. Ce montant sera recyclé dans le compte de résultat sur les 10 prochaines années.

(En milliers d'euros.)	OCI en début de période	Compte de Résultat
2024	249 664	80 525
2025	169 139	47 648
2026	121 491	36 895
2027	84 596	36 895
2028	47 701	29 652
2029	18 049	3 947
2030	14 102	3 947
2031	10 155	3 947
2032	6 208	3 947
2033	2 261	2 261
Total	0	249 664

Une fois ces couvertures dénouées, CCF a contracté des swaps vanilles afin de couvrir son risque de taux. L'entité est structurellement excédentaire d'actif à taux variable, majoritairement expliqué par la position très excédentaire en liquidité. Afin de couvrir ce risque, CCF a contracté début janvier 5,6 milliards d'euros de swaps de taux receveurs du taux fixe : 3,5 milliards d'euros venant couvrir les obligations foncières de CCF SFH et 2,1 milliards d'euros venant couvrir les dépôts à vue de la banque. Jusqu'à juillet 2024, hormis la couverture du portefeuille d'investissement de CCF, le Groupe a exécuté des swaps receveurs afin de se prémunir face à une baisse de taux. Au second semestre 2024, la production de prêts immobiliers a repris, générant une exposition en cas de hausse de taux. Par conséquent, dès septembre, le Groupe a exécuté des swaps payeurs afin de couvrir les nouveaux prêts immobiliers.

Le tableau suivant présente la ventilation des montants notionnels des instruments dérivés de couverture par date d'échéance ainsi que leur taux moyen par bande maturité :

(En milliers d'euros.)	Moins de 1 mois		De 1 à 3 mois		De 3 mois à 1 an		De 1 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total
	Valeur nominale	Prix / taux moyen	Valeur nominale	Prix / taux moyen	Valeur nominale	Prix / taux moyen	Valeur nominale	Prix / taux moyen	Valeur nominale	Prix / taux moyen	
Swap de taux d'intérêt Juste Valeur	809	0,14 %	-	-	2 258 275	2,31 %	10 880 789	2,20 %	3 514 772	1,27 %	16 654 645
Swaptions – flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total instruments de couverture	809	0,14 %	-	-	2 258 275	2,31 %	10 880 789	2,20 %	3 514 772	1,27 %	16 654 645

d.— Éléments couverts

Le tableau suivant présente des informations détaillées sur les éléments couverts dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur.

Couverture de juste valeur - Risque de taux d'intérêt (En milliers d'euros.)	Poste du bilan dans lequel l'instrument de couverture est compris	31/12/2024			31/12/2023		
		Valeur comptable de l'élément couvert		Variations de juste valeur utilisées pour le calcul de l'inefficacité	Valeur comptable de l'élément couvert		Variations de juste valeur utilisées pour le calcul de l'inefficacité
		Actif	Passif		Actif	Passif	
- Crédits restructurés immobiliers à taux fixe	Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	-122 982	-	35 448	-158 431	-	101 651
- Crédits Automobiles	Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	2 852	-	552	2 300	-	-3 253
- Crédit restructurés à la consommation à taux fixe	Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	-4 872	-	2 597	-7 469	-	4 787
- Obligations sécurisées	Dettes représentées par un titre	-	-172 798	75 578	-	-248 375	-116 304
- Titres de placement	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-6 873	-	2 610	-9 483	-	6 444
- Titres d'investissement	Actifs financiers au coût amorti	59 208	-	58 141	-	-	-
- Tiers 2	Dettes subordonnées	-	-4 343	3 351	-	-7 694	-4 800
- Dépôts	Dettes envers la clientèle	-	49 187	49 187	-	-	-

L'efficacité résultant des couvertures de juste valeur du Groupe s'élève à 80,5 millions d'euros au 31 décembre 2024 et est comptabilisée dans le poste « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat » (voir note 7.3). Les informations suivantes fournissent des précisions sur les éléments couverts dans le cas de couvertures de flux de trésorerie.

Couverture de flux de trésorerie - Risque de taux d'intérêt (En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Variations de juste valeur utilisées pour le calcul de l'inefficacité	Solde de la réserve de CFH se rapportant aux couvertures maintenues	Solde de la réserve de CFH se rapportant à toutes les relations de couverture auxquelles la comptabilité de couverture n'est plus appliquée	Variations de juste valeur utilisées pour le calcul de l'inefficacité	Solde de la réserve de CFH se rapportant aux couvertures maintenues	Solde de la réserve de CFH se rapportant à toutes les relations de couverture auxquelles la comptabilité de couverture n'est plus appliquée
Notes à taux variable	-	-	-	-	-	-
Transaction future hautement probable	-	169 139	-	-	252 616	-

e.— Efficacité des couvertures de flux de trésorerie

Couverture de flux de trésorerie - Risque de taux d'intérêt (En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Profits / pertes de couverture de la période comptabilisée en OCI	Inefficacité de la couverture comptabilis ée en résultat	Poste du résultat global comprenant la part inefficace de la couverture	Profits / pertes de couverture de la période comptabilisée en OCI	Inefficacité de la couverture comptabilis ée en résultat	Poste du résultat global comprenant la part inefficace de la couverture
Swaps de taux d'intérêt	169 139	-	Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	252 616	-	Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

f.— Rapprochement des composantes de capitaux propres liées à la couverture pour les opérations en CFH

Risque de taux d'intérêt – CFH (En milliers d'euros.)	Total
Solde de la réserve CFH au 31/12/2022	247 298
Juste valeur des dérivés comptabilisés en capitaux propres	5 318
Solde de la réserve CFH au 31/12/2023	252 616
Juste valeur des dérivés comptabilisés en capitaux propres	-83 477
Solde de la réserve CFH au 31/12/2024	169 139

6.2. – Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent les actifs financiers qui vérifient l'une des conditions suivantes :

L'actif financier est obligatoirement évalué à la juste valeur dès sa comptabilisation initiale car :

- Soit ses flux de trésorerie contractuels ne peuvent être considérés comme constituant un prêt basique (non-respect du critère « SPPI » : Seulement Paiements de Principal et d'Intérêts).

- Soit ses flux de trésorerie répondent au critère « SPPI » mais l'actif financier s'inscrit dans un modèle de gestion de type « Autres ».
- La norme IFRS 9 permet la désignation d'un actif financier comme étant évalué à la juste valeur par le biais du résultat seulement lorsque cette désignation élimine ou réduit de façon significative une non-concordance comptable.

La valeur de marché de ces actifs est revue à chaque date d'arrêté ultérieure selon les principes décrits dans le point 6.1.a. Les variations des justes valeurs résultant de ces réévaluations, ainsi que les dividendes des titres à revenu variable et les plus ou moins-values de cession réalisées, sont constatées en résultat sur la ligne « Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » du compte de résultat consolidé.

Les revenus des titres à revenus fixes sont présentés séparément sur la ligne « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat consolidé.

Les actifs et passifs financiers de cette catégorie, portés par le Groupe, correspondent à des :

- prêts et titres ne respectant pas les critères SPPI, conformément à IFRS 9 ;
- dérivés de transaction, c'est-à-dire n'étant pas conclus et documentés dans le cadre de relations de couverture. Les dérivés conclus dans ce cadre sont uniquement des swaps.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Prêts	44 699	209
Titres	5 966	7 118
Dérivés de transaction (*)	8 112	34 337
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	58 776	41 664
Dérivés de transaction (*)	-8 112	-34 422
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat	-8 112	-34 422

(*) Il s'agit des swaps de taux d'intérêt ainsi que des swaps dits "miroirs". Depuis la mise en place de la réglementation EMIR, il n'est plus possible de dénouer les instruments de couverture, il y a une obligation de "miroiriser" les swaps amenés à être cédés.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur nominale de l'instrument	Valeur comptable		Valeur nominale de l'instrument	Valeur comptable	
		Actif	Passif		Actif	Passif
Instruments dérivés de transaction	115 600	8 112	(8 112)	1 455 360	34 337	(34 422)

6.3. – Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Cette catégorie s'applique aux actifs financiers remplissant les deux conditions suivantes :

- La détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers (modèle de gestion « collecte et vente ») ;
- Les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et des intérêts liés (respect du critère « SPPI »).

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres sont principalement des instruments de dette (Obligations et autres titres à revenus fixes). Ils font l'objet d'une provision pour dépréciation au titre du risque de crédit dès leur comptabilisation initiale selon les principes présentés dans le point 6.4.c ci-après.

Ces instruments de dette s'élèvent à 171 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 167 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Les placements dans des instruments de capitaux propres (actions et titres assimilés) sont comptabilisés par défaut à la juste valeur par résultat, sauf si le Groupe opte pour l'option irrévocable d'une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction et classés comme tels en actifs financiers à la juste valeur par résultat) sans possibilité de reclasser ultérieurement les gains et pertes réalisés en résultat, y compris les plus ou moins-values réalisées en cas de cession. Par exception, seuls les produits de dividendes sont enregistrés en résultat.

a.— Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Au 31 décembre 2024, le Groupe enregistre sur ces actifs :

- une moins-value latente de (945) milliers d'euros contre une moins-value latente de (1 605) milliers d'euros au 31 décembre 2023 ; et
- une dépréciation, évaluée conformément à la norme IFRS 9, de (223) milliers d'euros contre (233) milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La variation nette de dépréciation (incluant la moins-value latente) comptabilisée en capitaux propres à fin décembre 2024, s'élève donc à 1 168 milliers d'euros contre 1 838 milliers d'euros à fin décembre 2023.
La réévaluation des titres couverts par des instruments de couverture s'élève à 7 millions d'euros contre 9 millions d'euros au 31 décembre 2023.

b.— Réévaluation des instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

CCF Holding détient 6 066 354 actions ordinaires pour une valeur totale au 31 décembre 2024 de 17,3 millions d'euros de la société One Zero Digital Bank LTD.

Une analyse sur le contrôle a été menée, conformément à la norme IFRS 10 démontrant que le Groupe ne détient pas le contrôle.

Il s'agit d'actions ordinaires sans droit de remboursement. Le Groupe a décidé de classer et évaluer ce lot d'actions en juste valeur par capitaux propres non recyclables sur option irrévocable, conformément à IFRS 9.5.7.5.

Les variations de juste valeur ainsi accumulées en capitaux propres ne seront pas reclassées en résultat au cours des exercices ultérieurs.

Au 31 décembre 2024, le Groupe a enregistré 1 221 milliers d'euros de gains de change comptabilisés en fonds propres non recyclables, conformément à la norme IAS 21.

6.4. – Actifs et passifs financiers au coût amorti

a.— Actifs financiers au coût amorti

Un actif financier doit être évalué au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies :

- la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels (modèle de gestion de type « collecte ») ;
- les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et des intérêts liés (respect du critère « SPPI »).

Ces actifs sont évalués postérieurement à leur date de comptabilisation initiale au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »). Ils font l'objet d'une provision pour dépréciation au titre du risque de crédit dès leur comptabilisation initiale selon les principes présentés dans le point c ci-après.

Le coût amorti est défini comme la valeur attribuée à un actif financier ou à un passif financier lors de sa comptabilisation initiale, diminuée des remboursements en principal, majorée ou diminuée du cumul de l'amortissement calculé par la méthode du TIE, de toute différence entre cette valeur initiale et la valeur à l'échéance et, dans le cas d'un actif financier, ajustée au titre de la dépréciation pour risque de crédit.

Les produits d'intérêts, calculés selon la méthode du TIE, seront comptabilisés en résultat dans le poste « Intérêts et produits assimilés ». Ils seront calculés sur la base de la valeur brute comptable des actifs, sauf dans les cas particuliers d'actifs dépréciés pour lesquels les intérêts seront calculés sur la valeur nette comptable (c'est-à-dire après dépréciation pour risque de crédit).

Les actifs financiers au coût amorti sont enregistrés au bilan dans les postes « Titres au coût amorti », « Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti », et « Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti », selon leur nature économique et la typologie de la contrepartie de l'actif.

Détermination des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels : le critère « SPPI »

Les flux de trésorerie des contrats doivent faire l'objet d'une analyse afin de déterminer s'ils constituent un actif financier comparable à un prêt basique ou pas. Un actif financier respectera cette condition si ses flux de trésorerie contractuels représentent uniquement des remboursements de principal et d'intérêt sur le principal restant dû (critère dit « SPPI » ou « Solely Payment of Principal and Interest »).

Dans un tel contrat de prêt basique, les intérêts représentent essentiellement la contrepartie de la valeur temps de l'argent ainsi que le risque de crédit (ou de contrepartie) associé au principal, et d'autres composantes communément admises comme faisant partie de ce type de contrat : risque de liquidité, frais administratifs, marge commerciale.

Tout flux de trésorerie qui ne reflèterait pas uniquement ces dispositions (par exemple, en introduisant une exposition à des risques ou une volatilité des flux sans rapport avec une opération de prêt basique, comme une indexation à un cours d'une action ou à indice boursier, ou encore l'introduction d'un effet de levier), ou qui introduirait une distorsion dans la façon dont ils doivent être évalués (par exemple, en cas d'incohérence entre la rémunération obtenue et la valeur temps de l'argent associée) aurait pour conséquence de faire échouer le contrat au test des caractéristiques contractuelles (test SPPI).

Les actifs financiers du Groupe respectent ainsi les critères SPPI.

Le modèle de gestion ou « Business model »

Le modèle de gestion représente la manière dont l'entité gère un portefeuille d'actifs donnés pour en retirer des flux de trésorerie. Il reflète la manière dont un Groupe d'actifs financiers est géré dans son ensemble afin d'atteindre l'objectif économique fixé et n'est donc à cet égard pas déterminé contrat par contrat mais à un niveau de granularité plus élevé.

Le modèle économique mis en œuvre doit être apprécié au regard de critères de jugement et tenir compte des informations historiques disponibles permettant d'appréhender la façon dont les flux de trésorerie ont été réalisés par le passé, ainsi que de toute autre information pertinente disponible telle que :

- la façon dont la performance des actifs financiers est évaluée et présentée aux principaux dirigeants ;
- les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle de gestion et, en particulier, la façon dont ces risques sont gérés ;
- la façon dont les responsables en charge de la gestion des actifs détenus dans le cadre d'un modèle de gestion donné sont rémunérés (par exemple, si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ; et
- la fréquence, le volume, les raisons ayant motivé des ventes réalisées au sein d'un portefeuille relevant d'un modèle de gestion donné et des attentes quant aux ventes futures.

La norme IFRS 9 définit trois modèles de gestion :

Le « modèle de collecte des flux contractuels » dont l'objectif est de détenir les actifs contractuels jusqu'à l'échéance afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels. En dépit de cet objectif de détention, la norme prévoit des exceptions permettant de ne pas remettre en cause ce modèle malgré des cessions si ces dernières interviennent dans les cas de figure suivants :

- cessions attribuables à l'augmentation du risque de crédit de l'actif ;
- cessions ayant lieu peu avant l'échéance des actifs financiers, pour un montant correspondant approximativement aux flux de trésorerie contractuels résiduels ;
- cessions réalisées pour d'autres raisons (par exemple : la gestion de la concentration du risque de crédit) si elles ne sont pas fréquentes ou si elles ne sont pas d'une valeur importante.

le « modèle de collecte et de vente » qui correspond à un modèle de gestion mixte dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers ;

les « autres modèles économiques » qui ne correspondent à aucun des deux modèles précédents. Ces modèles comprennent notamment les activités de trading dans lesquelles les flux de trésorerie des actifs financiers seront réalisés par des cessions. La perception des flux contractuels des actifs n'a qu'un rôle accessoire dans l'atteinte de l'objectif du modèle économique.

Segmentation des produits

Des modèles de gestion ont été affectés, conformément à la norme IFRS 9, à chaque type de segment présenté ci-dessous :

Banque spécialisée			Banque de détail		
France Métropolitaine			Outre-Mer	Outre-Mer	France Métropolitaine
Regroupement de crédits	Immobilier professionnel	Non Core	DOM (1)	BDC	CCF
- Regroupement de crédits hypothécaires	- Immobilier professionnel	- Financements structurés (LBO)	- Crédits Automobiles	- Corporate	- MMIF (My Mortgage in France)
- Regroupement de crédits non hypothécaires		- Autres	- Prêt personnel	- Immobilier résidentiel	- Immobilier résidentiel
			- Crédit Revolving	- Clientèle professionnelle	- Prêts personnels
			- Concessionnaires Automobiles	- Clientèle Particulier	- Comptes à vue

(1) Le portefeuille DOM inclut les entités Outre-mer Sorefi et Somafi-Soguafi qui ont des activités similaires.

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 9 aux actifs financiers du Groupe, une provision IFRS 9 est appliquée aux portefeuilles de titres d'investissement détenus par les entités CCF et MMB (évalués au coût amorti ou à la juste valeur par OCI).

Depuis l'intégration des activités de banque de détail d'HBCE dans le portefeuille CCF en janvier 2024, le premier niveau de segmentation est la distinction entre la banque de détail et la banque spécialisée.

Au sein de la banque spécialisée, la segmentation est restée la même qu'en 2023. Le premier niveau de segmentation conduit à regrouper les actifs financiers en portefeuilles segmentés selon deux critères : le type de produit et la zone géographique (distinction entre la France Métropolitaine et l'Outre-Mer).

Par la suite, une segmentation géographique a été ajoutée au portefeuille DOM (Antilles et Réunion). L'analyse de l'historique a montré une différence significative dans le comportement des clients. Les modèles de PD/LGD ont donc été réajustés pour tenir compte de cette segmentation.

Au sein de la banque de détail, le premier niveau de segmentation repose également sur le critère géographique : France Métropolitaine et Outre-Mer.

L'activité BDC a été intégrée au Groupe en 2020, une analyse a permis de segmenter les actifs suivant en deux critères : le type de clientèle et le type de produit.

En 2022, le segment « My Mortgage In France » avait été intégré au portefeuille Banque des Caraïbes (« BDC »). Cette activité concerne le financement de crédits immobilier à destination de clients non-résidents. Il est aujourd'hui un segment à part dans les activités de France métropolitaine.

Le portefeuille Banque de détail en France métropolitaine correspond à l'ensemble des créances issues de l'acquisition des activités d'HBCE et de la nouvelle production CCF. Ce portefeuille est aujourd'hui segmenté en fonction du type de produit.

A la suite de l'acquisition des activités d'HBCE, un second portefeuille des titres financiers a été introduit chez CCF. Le portefeuille est composé de produits financiers hautement liquides (dits « HQLA ») achetés dans le cadre de gestion de liquidité du Groupe, notamment des obligations sécurisées et non sécurisées (émises par les gouvernements, entreprises et institutions financières) ainsi que des titrisations (ABS, RMBS, CLO) (ABS « Asset-Backed Securities », RMBS « Residential Mortgage-Backed Securities », CLO « Collateralized Loan Obligations ».). La grande majorité des titres financiers détenus par le Groupe sont comptabilisés au coût amorti avec une partie mineure comptabilisée à la juste valeur par capitaux propres (une partie du portefeuille HQLA de My Money Bank).

L'étude des critères d'analyse des modèles de gestion et des résultats au test SPPI a conduit le Groupe à qualifier l'intégralité du portefeuille de crédit CCF et une partie du portefeuille de crédit MMB comme relevant d'un modèle de gestion de collecte des flux contractuels. Par conséquent, ils sont évalués au coût amorti.

L'évaluation des quelques titres restants du portefeuille MMB a conduit le Groupe à les qualifier comme relevant du modèle de gestion de collecte et vente et à les comptabiliser à la juste valeur par capitaux propres.

Actifs financiers au coût amorti

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 193 099	87 783
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Autres titres de participation	-	-
Titres avant dépréciations	5 193 099	87 783
Dépréciations	-3 971	-20
Titres au coût amorti	5 189 128	87 763
Comptes ordinaires	4 412 033	558 650
Prêts et créances sur les établissements de crédit avant dépréciations	4 412 033	558 650
Dépréciations	-75	-43
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	4 411 957	558 606
Regroupement de crédits	3 659 833	3 722 980
DOM	1 237 327	1 174 196
BDC	378 382	373 103
Immobilier professionnel	1 346 966	1 664 048
Non Core	8 588	21 477
CCF	12 000 642	-
Prêts et créances sur la clientèle avant dépréciations	18 631 737	6 955 804
Dépréciations pour risque de crédit	-246 119	-113 809
Réévaluation des éléments couverts	-125 002	-163 599
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	18 260 616	6 678 396
Total des actifs financiers au coût amorti	27 861 701	7 324 766

b.— Dépréciations des prêts et créances sur la clientèle au coût amorti

Le risque de crédit se matérialise à travers les provisions pour dépréciations comptabilisées au titre des pertes de crédit attendues, telles que définies par la norme IFRS 9.

La norme IFRS 9 instaure un modèle unique de dépréciation pour risque de crédit fondé sur les pertes de crédit attendues. Ces modalités de dépréciation s'appliquent à tous les actifs financiers classés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, aux créances de location, aux engagements de financement et aux garanties financières données.

Ce dispositif impose la comptabilisation d'une provision pour dépréciation dès la comptabilisation initiale des encours concernés. Cette provision initiale correspond aux pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou ECL) en cas de défaut de l'instrument dans les 12 mois à venir (stage 1). Si une augmentation significative du risque de crédit par rapport

à la comptabilisation initiale devait être constatée, les pertes de crédit attendues seraient évaluées pour la durée de vie résiduelle de l'instrument (stage 2). Enfin, si la qualité de crédit se dégrade au point que la recouvrabilité de la créance est menacée, les pertes attendues à maturité doivent être provisionnées (stage 3), en prenant en compte dans les calculs effectués l'augmentation du risque par rapport aux estimations de provision effectuées en stage 2 (utilisation d'une probabilité de défaut à 100 % notamment).

La comptabilisation des pertes de crédit attendues se fait donc de manière progressive, en fonction de l'augmentation du risque de crédit associé à l'instrument. Les principales caractéristiques des différentes étapes de provisionnement peuvent être résumées comme suit :

— Stage 1 :

- tous les contrats concernés seront initialement enregistrés dans cette catégorie ;
- la dépréciation pour risque de crédit est comptabilisée à hauteur des pertes attendues à un an ; et
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliqué à la valeur brute comptable de l'actif avant dépréciation.

— Stage 2 :

- en cas d'augmentation significative du risque de crédit depuis l'entrée au bilan de l'actif financier, ce dernier est transféré depuis le stage 1 vers cette catégorie ;
- la dépréciation pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument (pertes attendues à maturité) ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'actif avant dépréciation ; et
- l'augmentation importante du risque de crédit est fondée sur l'appréciation de la variation du risque de défaillance au cours de la durée de vie de l'instrument plutôt que sur la variation du montant des pertes de crédit attendues.

Le Groupe apprécie la notion d'augmentation importante du risque de crédit au regard de critères d'impayés, les impayés supérieurs à 30 jours se traduisant systématiquement par un passage en stage 2 de provisionnement. Pour le portefeuille de banque de détail en France Métropolitaine, cette notion s'apprécie également avec les critères quantitatifs de SICR (Significant Increase of Credit Risk).

L'augmentation significative du risque de crédit peut être appréhendée sur une base individuelle (instrument par instrument) ou collective sur la base de portefeuilles homogènes d'actifs financiers.

— Stage 3 :

- les actifs financiers ayant subi un événement de défaut sont déclassés dans cette catégorie ;
- la dépréciation pour risque de crédit reste déterminée sur la base des pertes attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument (pertes attendues à maturité), mais les modalités de calcul tiennent compte d'une augmentation supplémentaire du risque de crédit ; et
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'actif (après dépréciation).

Un instrument financier est considéré comme déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet instrument. Sera notamment considéré comme une indication de dépréciation tout événement de crédit répondant à l'une des situations suivantes :

- risque probable ou certain de non-recouvrement : impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobilier ;
- risque avéré sur la contrepartie : dégradation de la situation financière, procédure d'alerte ;
- existence d'une procédure contentieuse avec la contrepartie.

Le classement pour une contrepartie donnée des actifs financiers en actifs dépréciés, ou Stage 3 de provisionnement, entraîne un classement identique de l'ensemble des instruments financiers relatifs à cette contrepartie.

Les pertes de crédit attendues correspondent à la valeur actualisée de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et ceux que le Groupe s'attend à recevoir, le calcul de ces derniers résultant d'estimations dont le montant s'appuie sur des probabilités de scénarios réalisables, sur les circonstances existantes en date d'arrêt, ainsi que les informations macro-économiques prévisionnelles disponibles (sans avoir à engager des coûts ou des efforts déraisonnables pour les obtenir). Ces pertes de crédit sont calculées sur la durée contractuelle maximale (y compris options de prolongation) durant laquelle le Groupe est exposé au risque de crédit.

La méthodologie de calcul du montant des pertes attendues s'appuie sur 3 paramètres principaux : la probabilité de défaut (« PD »), la perte en cas de défaut (« LGD ») et le montant de l'exposition en cas de défaut (« EAD ») tenant compte des profils d'amortissement. Les pertes attendues sont calculées comme le produit de la PD par la LGD et l'EAD et font l'objet d'une actualisation au taux d'intérêt effectif déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier. Pour l'ensemble des expositions, l'évaluation de l'Expected Credit Loss (« ECL ») est menée d'une façon qui reflète les informations raisonnables et justifiables sur les événements passés, la conjoncture actuelle et les prévisions de la conjoncture économique future, qu'il est possible, à la date de clôture, d'obtenir sans devoir engager des coûts ou des efforts excessifs (« Forward Looking »).

Plusieurs exceptions et simplifications sont prévues par la norme IFRS 9 sur la partie relative à la dépréciation :

- il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels subissent un retard de plus de 30 jours. Cette présomption n'a pas été réfutée par le Groupe pour l'exercice 2024.
- la norme permet de supposer que le risque de crédit d'un instrument financier n'a pas augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale si ce risque est considéré comme faible à la date de clôture (par exemple, un instrument financier présentant une notation de très bon niveau de type « Investment Grade » par une agence de notation externe). Cette disposition est appliquée pour le portefeuille de banque de détail en France Métropolitaine uniquement.
- des approches simplifiées ont été prévues pour les créances commerciales et les créances issues de contrats de location. Ces approches permettent, sous certaines conditions, de se dispenser du suivi dans le temps de l'évolution de la qualité de crédit pour constater une dépréciation sur la durée de vie résiduelle de la créance.

Par ailleurs, la norme distingue les Purchased or Originated Credit Impaired « POCI » ou actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur origination, qui correspondent à des actifs financiers acquis ou créés et déjà dépréciés au titre du risque de crédit lors de leur comptabilisation initiale. Ces actifs financiers constituent une exception en matière de dépréciation, dans la mesure où les pertes de crédit attendues à maturité sont directement intégrées dans les flux de trésorerie estimés pour le calcul du taux d'intérêt effectif de l'instrument lors de sa comptabilisation initiale. Les variations des pertes de crédit attendues à maturité sont ensuite comptabilisées en résultat dans le poste « Coût du risque ». Les dépréciations ultérieures sont calculées en réestimant les flux recouvrables à partir du taux d'intérêt effectif réestimé. En cas de réestimation des flux supérieurs aux flux recouvrables, alors un gain peut être constaté en résultat.

Les dotations aux provisions pour pertes de crédit attendues sont comptabilisées en résultat dans le poste « Coût du risque » en contrepartie d'un compte de provision au bilan venant diminuer le montant de l'instrument financier concerné. Ces provisions peuvent faire l'objet de reprises comptabilisées en résultat dans ce même poste dès lors que la probabilité de défaut de la contrepartie diminue à un niveau suffisant pour que l'instrument puisse être transféré dans une catégorie de provisionnement supérieure.

La méthodologie de dépréciation des actifs financiers et les impacts quantitatifs au sein du Groupe sont présentés ci-après.

Dépréciations collectives sur les prêts

Les instruments financiers non dépréciés individuellement font l'objet d'une analyse par portefeuilles homogènes de risques. Compte tenu de la structure des produits du Groupe, les informations permettant de capter les variations du risque de crédit avant l'occurrence d'impayé ne sont pas disponibles au contrat.

Par conséquent, des provisions collectives sont calculées sur des portefeuilles dont le niveau d'homogénéité a été appréhendé au regard :

- de la typologie des produits (regroupement de crédits, crédits à la consommation, crédits automobiles, crédit aux particuliers et en financement de biens d'équipement aux entreprises, financements structurés, gestion privée) ;
- de la zone géographique d'appartenance de ces instruments (métropole ou Outre-Mer) ;
- de l'historique des instruments financiers, selon qu'ils ont fait l'objet de décomptabilisation ou pas.

Cette segmentation des actifs financiers du Groupe en portefeuilles homogènes s'appuie sur des analyses statistiques du Groupe fondée sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte de circonstances prévalant à la date de l'arrêté.

Dépréciations individuelles sur les prêts

Pour le portefeuille « Immobilier Professionnel », les actifs ayant atteint le stage 2 ou 3 font l'objet d'une évaluation individuelle de la provision associée.

Pour le Non Core, tous les actifs sont concernés par une provision individuelle.

Pour le portefeuille BDC, depuis mars 2024 et dans un contexte de cessation d'activité, tous les actifs ayant atteint le stage 3 se voient appliquer une provision basée sur un algorithme de calcul défini pour déterminer la provision individuelle. Chaque trimestre, ces résultats sont revus par les équipes Risque qui peuvent ajuster individuellement ces provisions.

Actifs financiers modifiés

Un actif financier modifié est un actif dont les flux de trésorerie contractuels initiaux ont été renégociés ou autrement modifiés mais n'ayant pas donné lieu à une décomptabilisation au sens d'IFRS 9. Pour cette catégorie d'actifs, la valeur comptable brute de l'actif financier doit être recalculée de manière à ce qu'elle soit égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés au taux d'intérêt effectif initial. Le profit ou la perte résultant de cette modification est comptabilisé(e) en résultat net.

Il est également nécessaire d'apprécier, à des fins de provisionnement au titre du risque de crédit, si cette modification a entraîné une augmentation importante du risque de crédit en comparant la probabilité de défaut à la date de clôture, d'après les données contractuelles modifiées, avec la probabilité de défaut en date de comptabilisation initiale, d'après les modalités contractuelles initiales non modifiées.

Effets des mesures de soutien dans les expositions et dans les pertes attendues

PGE « Prêts garantis par l'État » : ces prêts octroyés à des entreprises pour faire face à la crise ont comme spécificité qu'ils sont garantis par l'État à hauteur de 90 % maximum. Pour tenir compte de cette spécificité, le calcul des dépréciations pour pertes de crédits attendues a été adapté, en appliquant une composante LGD (« Loss Given Default » soit la perte en cas de défaut) à 10 %.

PGE impliquant une LGD adéquate dans les modèles de provision IFRS 9 (En milliers d'euros.)	Nombre de PGE	Montant Encours	Montant Provision
My Money Bank	2	583	n.a (Provision au niveau du client)
BDC	107	11 225	637
CCF	511	11 591	329

Forward looking

Depuis la mise en application de la norme IFRS 9, le Groupe intègre une composante Forward Looking dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédits attendues.

— Modèles :

Jusqu'en mars 2022, des modèles internes existant pour les portefeuilles de regroupement de crédits et DOM étaient exploités pour estimer le risque supplémentaire lié à la crise économique.

En 2022, des événements internationaux et un contexte économique inédit ont fortement affecté les indicateurs économiques de nos modèles internes et ont nécessité un ajustement approprié dans la détermination du risque de crédit. En conséquence, le Groupe a décidé d'enrichir son estimation du risque de crédit.

- Clientèle « Particulier »

Pour la clientèle « particulier » du Groupe (Portefeuille regroupement de crédits, Dom et ex-Banque des Caraïbes), la composante Forward Looking a été prise en compte à travers une approche analytique d'impact de la baisse du pouvoir d'achat. Une analyse avait permis début 2023 d'estimer l'impact d'une baisse du pouvoir d'achat de nos clients particuliers sur le comportement payeur. Sur la base de cette analyse, des scénarios de hausse de charge, liés au contexte inflationniste de 2023, nous ont permis d'intégrer la composante Forward Looking dans nos projections de PD. Un coussin de provision FWL avait donc été constitué pour permettre d'absorber la dégradation de ces portefeuilles.

- Clientèle « Professionnel »

Pour la clientèle « professionnel » du Groupe hors Immobilier Professionnel, la composante Forward Looking avait été prise en compte à travers une analyse d'impact sectorielle. Les différentes contreparties avaient été segmentées en fonction de leur secteur d'activité (à partir du code NAF). Quatre niveaux de risque avaient été déterminés suivant l'impact que la crise de 2022 pouvait avoir sur ces activités. L'impact Forward Looking était donc fonction de l'activité et du risque associé à chaque contrepartie.

En 2024, la matérialisation du risque anticipé depuis 2022 a été constaté sur ces 2 périmètres. Une méthode de consommation du Forward Looking a donc été mise en place consistant à plafonner les taux de PD « stressés » et à réduire la couche de Forward Looking à mesure que d'importants passages en défaut sont constatés. Cette méthodologie n'a plus été appliquée à partir du quatrième trimestre 2024, l'hypothèse d'une situation économique stable n'étant pas remplie. De nouveaux modèles de Forward Looking sont en cours de validation sur ce périmètre. Ils permettront de réintégrer un lien direct dans nos calculs de provision entre les projections économiques et nos estimations de passage en défaut.

- Portefeuille « Immobilier Professionnel »

Enfin, pour le portefeuille « Immobilier Professionnel », la composante Forward Looking se traduit par l'application d'une décote à la valorisation du collatéral (expertise ou valorisation indexée). Les niveaux de décote sont révisés chaque trimestre et varient en fonction de la localisation (Paris, Paris Area, autres), de l'usage du bien (résidentiel, bureau) et du type de client (promoteur, marchand de biens).

Depuis le deuxième trimestre 2023, les projections d'évolution du marché immobilier professionnel se stabilisent mais des baisses de valorisation anticipées par le Forward Looking commencent à être constatées. De la même manière que pour les autres portefeuilles du Groupe, une méthode de consommation du Forward Looking a été mise en place. Elle consiste à figer le montant de valorisation décotée (tant qu'il reste inférieur au montant de la valorisation), en partant du principe qu'une baisse de valorisation ne traduit pas forcément une augmentation du risque mais plutôt la matérialisation du risque anticipé par le Forward Looking. Cette méthode permet de ne pas augmenter le niveau de provision tant que la valorisation du bien reste supérieure au prix de vente estimé du collatéral (valorisation décotée).

Pour le portefeuille « banque de détail » en France métropolitaine, acquis en 2024, des modèles internes sont utilisés pour ajouter la composante Forward Looking dans l'appréciation du risque de crédit.

— Scénarios :

Historiquement, les scénarios et pondérations étaient revus annuellement. Les scénarios les plus défavorables étaient basés sur les observations de la crise de 2008/2009. Ainsi, trois scénarios étaient utilisés : « Favorable, Base et Défavorable ». Depuis, le Groupe a procédé chaque trimestre à une revue des perspectives économiques

A partir du premier trimestre 2024 et à la suite de l'intégration des activités transférées au sein de l'entité CCF, un travail d'harmonisation des hypothèses macro-économiques entre les différents portefeuilles a été réalisé.

Trois scénarios communs ont été définis :

	Probabilité	Description	Hypothèses
Favorable	10 %	Vision optimiste	L'inflation baisse nettement dès 2024, tout comme le taux de chômage, ce qui entraîne une croissance importante dans le pays. A cela s'ajoute une stagnation des prix qui facilite les transactions et permet au marché immobilier de retrouver une dynamique intéressante.
Base	60 %	Le plus probable	L'inflation continue de progressivement ralentir, ce qui permet aux ménages de peu à peu gagner en pouvoir d'achat. Les taux d'emprunt restent hauts et freinent l'activité immobilière sur les prochaines années.
Adverse	30 %	Vision pessimiste	L'inflation reste très forte et le pouvoir d'achat des Français se réduit. L'activité économique se tend, entraînant des faillites d'entreprises, une hausse du chômage. En immobilier, capacité d'emprunt réduite et taux élevés limitent la demande, entraînant une forte baisse des prix.

Synthèse des pondérations de 2023 à 2024

Période	Favorable	Base	Défavorable	Très défavorable
30 juin 2023		50 %	50 %	
31 décembre 2023		50 %	50 %	
30 juin 2024	10 %	70 %	20 %	
31 décembre 2024	10 %	60 %	30 %	

Sensibilité des scénarios au 31 décembre 2024

— Segments soumis à des analyses par portefeuille :

(En milliers d'euros.)	Immobilier CCF		Prêt personnel		Compte courant	
Provisions avant FWL et ajustements	32 317		19 298		18 834	
	Montant	Delta	Montant	Delta	Montant	Delta
Scénario Favorable	31 857	-460	18 553	-746	18 323	-510
Scénario Base	32 129	-188	18 961	-337	18 564	-270
Scénario Défavorable	32 473	155	19 515	216	18 972	138
Montant ajustements	5 429		4 349		1 490	

Pour rappel, sur les portefeuilles de banques spécialisées et BDC, depuis la mise en place des méthodologies de consommation du Forward Looking au troisième trimestre de 2023, ces calculs de sensibilité ne sont plus réalisés. Le tableau précédent concerne donc uniquement l'entité CCF.

Pour les segments de banque de détail, en lecture de ce tableau, nous observons que sur le portefeuille « Immobilier », la provision calculée en décembre 2024 par les modèles est établie à 32,3 millions d'euros. Dans un scénario Forward Looking « base », le complément de provision était de (0,2) million d'euros, soit une provision à hauteur de 32,1 millions d'euros. Dans un scénario Forward Looking « Défavorable », le complément de provision était de 0,2 million d'euros, soit une provision à hauteur de 32,5 millions d'euros. La sensibilité de chaque scénario s'évalue en comparaison des modèles d'ECL avant Forward Looking.

A fin décembre 2024, le complément de provision au titre du Forward Looking du Groupe CCF (incluant les banques spécialisées) est de 28,1 millions d'euros.

— Segments soumis à des analyses individuelles :

Sur les portefeuilles « Immobilier professionnel et Non Core », une analyse individuelle est effectuée pour estimer le risque supplémentaire lié à la crise économique.

La nature du risque est liée à une baisse de la valorisation de la garantie pour tous les contrats immobiliers professionnels et à la hausse du risque de défaillance des contreparties pour les contrats Non Core (PD dégradées par rating et secteur d'activité). A fin décembre 2024, le montant supplémentaire estimé pour couvrir ce risque est de 13,8 millions d'euros.

Management Overlays et ajustements

Sur le portefeuille « banque de détail » en France Métropolitaine deux types d'ajustements post modèle sont calibrés chaque trimestre : les Post-Model Ajustements (PMA) qui constituent une solution provisoire en attendant la mise à jour des modèles et les Forward Economic Guidance Ajustements (FEG) pour compenser l'absence de modèle Forward Looking LGD sur les portefeuilles prêts immobiliers CRELOG, prêts personnels ou d'équipements et comptes à vue. L'impact total de ces ajustements est de 5,3 millions d'euros sur le stock de provisions à fin décembre 2024.

Sur le portefeuille « Immobilier professionnel », en plus de ces analyses, un management overlay a été déterminé et appliqué depuis le troisième trimestre 2021 sur le stage 1. En effet, le niveau de provision obtenu avec les modèles était en deçà d'une estimation raisonnable de couverture pour ce périmètre. Ceci s'explique par une amélioration globale de la qualité du portefeuille à l'acquisition et un suivi accentué des prêts non performants (« NPL » : Prêts non performants). Cependant, étant donné la volatilité du portefeuille « Immobilier professionnel » due à la forte disparité des tickets et au contexte économique défavorable (notamment la hausse des taux et du coût des matières premières), il avait été décidé de maintenir un niveau de provision minimum (au-dessus du niveau du modèle). La règle est la suivante : deux seuils minimaux ont été mis en place, un seuil en montant de provisions de 5,5 millions d'euros et un seuil en taux de provision de 0,4 %. Le montant le plus important est conservé. Ce management overlay est analysé lors des réunions trimestrielles de suivi du risque de crédit.

Au 31 décembre 2024, le management overlay n'a pas été utilisé. En effet à la suite des fortes dégradations constatées ces derniers trimestres, la PD statistique a augmenté de façon significative et les taux de provision statistiques sont désormais au-dessus du seuil minimum.

Cependant, sur ce portefeuille, un management overlay additionnel de 3,5 millions d'euros a été intégré en décembre 2024. Il doit permettre d'anticiper la dégradation du portefeuille attendue en termes de NPL pour l'année 2025.

Sur le portefeuille BDC, un management overlay avait été défini à fin décembre 2023 afin d'anticiper les dégradations à venir ainsi que les difficultés du recouvrement dans le contexte d'arrêt des activités commerciales. Un montant de provision supplémentaire de 4 millions d'euros avait été estimé et intégré au Forward Looking. Les dégradations s'étant matérialisées au cours du premier trimestre 2024, nous avons repris cet overlay qui a été absorbé par l'augmentation des provisions par stage.

En fin d'année 2024 et malgré une dégradation du contexte économique actuel et à venir, les modèles internes de Forward Looking du portefeuille « banque de détail » prévoient une reprise de provision. Un overlay a été décidé par le management pour stabiliser le niveau de Forward Looking sur ce portefeuille. En décembre 2024, cet overlay est estimé à 2,8 millions d'euros.

Au cours du dernier trimestre de 2024, sur les portefeuilles « banque de détail » en France Métropolitaine et sur l'activité regroupement de crédits, les impacts des ventes de portefeuilles prévus début 2025 ont été comptabilisés comme des management overlays. Le montant de cet overlay s'élève à 6,3 millions d'euros.

Pertes attendues sur les produits de Groupe CCF

Le tableau ci-dessous, « Pertes attendues sur les produits de Groupe CCF », présente uniquement les encours classés en Stage 1, 2 et 3 (S1, S2 et S3) et n'inclut pas les encours classés en POCl (« Purchased or Originated Credit Impaired »), à savoir les actifs financiers dépréciés dès leur acquisition.

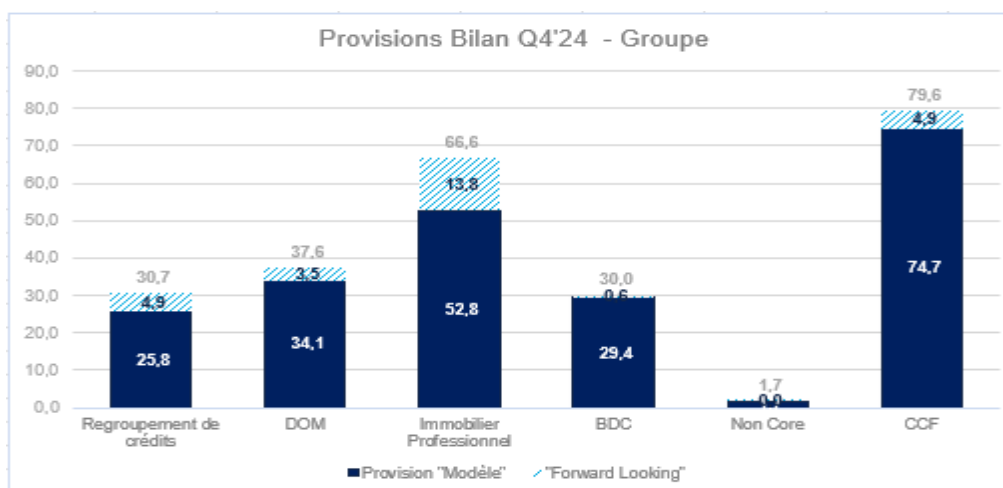
Valeur brute comptable (En milliers d'euros.)	Pertes attendues à 12 mois	Pertes attendues à maturité	Actifs financiers faisant l'objet de pertes avérées en date d'arrêt (pertes attendues à maturité)
	(S1)	(S2)	(S3)
Valeur brute comptable au 01/01/2024	5 841 624	594 816	309 292
Actifs financiers transférés vers S1	-	-128 384	-9 502
Actifs financiers transférés depuis S1	-	410 813	118 685
Actifs financiers transférés vers S2	-455 503	-	-17 523
Actifs financiers transférés depuis S2	113 650	-	144 749
Actifs financiers transférés vers S3	-125 561	-161 474	-
Actifs financiers transférés depuis S3	7 978	15 786	-
Actifs financiers créés ou acquis au cours de l'exercice	844 715	7 130	11 460

Passages en perte	-339	-295	-2 007
Actifs financiers décomptabilisés au cours de l'exercice	-	-	-
Actifs destinés à être cédés	-	-	-
Amortissement	-926 100	-102 528	-25 609
Autres variations	-	-	-
Intégration CCF	10 177 429	1 641 436	178 349
Valeur brute comptable au 31/12/2024	15 477 893	2 277 300	707 892

Au 31 décembre 2024, les encours POCI, non inclus ci-dessus, s'élèvent à 44 millions d'euros contre 59 millions d'euros au 31 décembre 2023 :

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Regroupement de crédits	25 594	32 920
DOM	-	-
BDC	5 604	6 907
Immobilier professionnel	12 006	18 065
Non Core	458	723
Total des encours POCI	43 662	58 615

Les provisions au bilan s'élèvent au total à 246,1 millions d'euros dont 27,8 millions d'euros de Forward Looking.



Dépréciations IFRS 9 (En milliers d'euros.)	Pertes attendues à 12 mois (S1)	Pertes attendues à maturité (S2)	Actifs financiers faisant l'objet de pertes avérées en date d'arrêt (pertes attendues à maturité) (S3)
Dépréciations au 01/01/2024	33 129	22 497	58 184
Variations attribuables aux instruments financiers reconnues au 1 ^{er} janvier :	-4 232	1 292	41 678
- Transfert vers S1	464	-5 634	-2 084
- Transfert vers S2	-3 601	14 560	-2 554
- Transfert vers S3	-1 096	-7 634	46 316
Amortissement	-7 656	-2 614	-11 951
Actifs financiers décomptabilisés au cours de l'exercice	-	-615	-67
Actifs financiers créés ou acquis au cours de l'exercice	5 859	704	3 984
Passages en perte	-2	-36	-798
Changement de modèles / réestimation de paramètres	4 537	4 367	18 306
Actifs destinés à être cédés	-	-	-
Effet de change et autres mouvements	-	-	-
Intégration CCF	3 726	6 815	69 010
Dépréciations au 31/12/2024	35 361	32 411	178 346

Exposition au risque de crédit par durée de retard de paiement

Exposition au risque de crédit par durée de retard de paiement (nombre de jours) - Portefeuille de crédits à la clientèle (En milliers d'euros.) – Valeur brute comptable	2024					2023
	Non échu ou < 30 jours	> 30 jours	> 60 jours	> 90 jours	Total	Total
Crédit consommation						
Sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois	253 214	-	-	-	253 214	246 021
Sur la base des pertes de crédit attendues à maturité	7 947	2 811	1 744	9 339	21 842	18 472
POCI (Purchased or Originated Credit Impaired)	-	-	-	-	-	-
Regroupement de crédits hypothécaires						
Sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois	2 720 130	-	-	-	2 720 130	2 792 943
Sur la base des pertes de crédit attendues à maturité	289 085	16 786	14 786	71 885	392 542	332 233
POCI (Purchased or Originated Credit Impaired)	15 767	82	105	9 597	25 552	33 007
Crédit auto						
Sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois	917 215	-	-	-	917 215	870 192
Sur la base des pertes de crédit attendues à maturité	18 106	6 606	4 051	16 293	45 057	41 812
POCI (Purchased or Originated Credit Impaired)	-	-	-	-	-	0
Regroupement de crédits non hypothécaires						
Sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois	340 863	-	-	-	340 863	355 173
Sur la base des pertes de crédit attendues à maturité	34 704	3 679	2 665	18 081	59 129	43 576
POCI (Purchased or Originated Credit Impaired)	23	0	-	19	42	149
Immobilier professionnel						
Sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois	737 055	-	-	-	737 055	1 248 586
Sur la base des pertes de crédit attendues à maturité	269 154	-	-	269 019	538 174	379 297
POCI (Purchased or Originated Credit Impaired)	-	-	-	12 006	12 006	18 065
Non Core						
Sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois	26 993	-	-	-	26 993	28 695
Sur la base des pertes de crédit attendues à maturité	551	-	-	40 317	40 868	10 159
POCI (Purchased or Originated Credit Impaired)	-	-	-	458	458	723
BDC hors Lease						
Sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois	267 864	-	-	6 039	273 903	245 225
Sur la base des pertes de crédit attendues à maturité	14 949	1 363	4 675	70 356	91 344	74 505
POCI (Purchased or Originated Credit Impaired)	1 017	389	-	3 960	5 366	6 834
BDC Lease						
Sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois	32 459	-	-	0	32 459	54 816
Sur la base des pertes de crédit attendues à maturité	4 289	-	-	820	5 109	4 029
POCI (Purchased or Originated Credit Impaired)	20	-	-	219	239	73
CCF						
Sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois	10 181 154	-	-	-	10 181 154	-
Sur la base des pertes de crédit attendues à maturité	1 784 735	18 294	7 067	85 514	1 895 610	-
POCI (Purchased or Originated Credit Impaired)	-	-	-	-	-	-

c.— Engagements Hors bilan

Les engagements de financement (les ouvertures de crédit confirmées, découverts) et engagements de garantie (cautions de loyer, cautions de fin d'achèvement des travaux) font l'objet d'une dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Ces dépréciations sont présentées également sous la rubrique « 6.9 Provisions pour risques et charges ».

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Encours	Provision	Encours	Provision
Engagements de financement	770 106	2 973	305 389	2 844
Engagements de garantie	42 891	279	67 968	356

d.— Date d'enregistrement des actifs financiers

Les titres acquis ou cédés sont respectivement comptabilisés ou décomptabilisés en date de règlement-livraison, quelle que soit la catégorie comptable à laquelle ils appartiennent.

Les instruments financiers dérivés sont enregistrés en date de négociation. Les variations de juste valeur entre la date de négociation et la date de règlement-livraison sont enregistrées en résultat ou en capitaux propres en fonction de leur classification comptable. Les prêts et créances au coût amorti sont enregistrés au bilan en date de décaissement.

e.— Passifs financiers

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes représentées par un titre	5 471 129	2 050 000
Dettes rattachées (titre)	26 262	1 695
Réévaluation des éléments couverts	-172 798	-248 375
Dettes représentées par un titre	5 324 593	1 803 319
Comptes ordinaires créditeurs et dettes rattachées	2 282	29 181
Comptes et emprunts à terme	31 874	250 768
Autres passifs financiers	4 342	4 343
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	38 498	284 292
Comptes ordinaires créditeurs	16 918 573	866 423
Comptes et emprunts à terme	3 926 866	3 604 056
Dettes rattachées	93 724	62 239
Autres passifs financiers	1 688	3 668
Dettes envers la clientèle	20 940 851	4 536 385
Emprunts subordonnés à terme	100 000	100 000
Dettes rattachées	1 122	1 119
Réévaluation des éléments couverts	-4 343	-7 694
Dettes subordonnées	96 779	93 425
Total des passifs financiers au coût amorti	26 400 721	6 717 421

Les dettes qui ne sont pas classées dans les passifs financiers à la juste valeur, sont enregistrées initialement à leur juste valeur, qui correspond au prix d'acquisition à cette date ou à leur valeur d'émission, nette des coûts de transaction directement imputables à l'opération.

En date de clôture, elles sont évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit », en « Dettes envers la clientèle », en « Dettes représentées par un titre ». Les dettes envers les établissements de crédit et dettes envers la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) ou à terme.

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dette si l'émetteur a une obligation contractuelle de remettre à une autre entité de la trésorerie ou un autre actif financier, ou encore d'échanger des instruments financiers dans des conditions potentiellement défavorables.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont essentiellement constituées des émissions d'obligations foncières et d'obligations de financement de l'habitat.

Ces dettes incluent des obligations foncières émises par la société de crédit foncier, MMB SCF, pour un montant de 2 052 millions d'euros au 31 décembre 2024 dont 2 millions d'euros de dettes rattachées contre 2 053 millions d'euros au 31 décembre 2023 ; et des obligations de financement de l'habitat émises par la société CCF SFH pour un montant de 3 525 millions d'euros au 31 décembre 2024 dont 25 millions d'euros de dettes rattachées.

Dettes envers la clientèle

Le programme de Dépôts du Groupe est initialement animé au travers de deux canaux :

- Un programme français historique, lancé en 2010 et entièrement intermédié au travers d'un réseau de 360 Conseillers en Gestion de Patrimoine Indépendant (CGPI), renforcé depuis 2021 par un accord avec la Fintech CASHBEE ; et
- Un partenariat avec une grande banque allemande depuis 2017, destiné à accroître la clientèle de particuliers. En décembre 2022, ce canal de collecte initié au travers de la plateforme Raisin-Deposit Solution a été élargi à la plateforme Raisin-WeltSparen, afin de se diversifier davantage.

Avec l'acquisition de CCF en janvier 2024, la stratégie du Groupe CCF est de concentrer sa collecte de dépôts au sein de sa banque de détail, CCF, qui dispose d'un large réseau national d'agences et d'une large base de clientèle de particuliers. CCF dispose d'environ 20 milliards de dépôts qui sont levés à travers des comptes courants non rémunérés, des livrets réglementés et non réglementés, ainsi que des comptes à terme directement auprès de ses clients. Ces dépôts sont considérés comme stables dans les modèles de liquidité et représentent la majeure partie du refinancement du Groupe. Au 31 décembre 2024, l'encours de dépôts du Groupe est de 20,9 milliards d'euros contre 4,5 milliards d'euros au 31 décembre 2023.

f.— Juste valeur des actifs et passifs évalués au coût amorti

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. En l'absence de prix observable pour un actif ou un passif identique, la juste valeur des instruments financiers est déterminée à l'aide d'une autre technique d'évaluation qui maximise l'utilisation de données de marché observables en retenant des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'instrument considéré.

Les justes valeurs des instruments financiers incluent, le cas échéant, les intérêts courus.

Cette note présente une estimation de la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, ventilée selon la hiérarchie de la juste valeur décrite dans la note 6.1.a.

Cette estimation n'est présentée qu'à titre d'information, elle n'est pas utilisée pour le pilotage des activités du Groupe et ne saurait être interprétée comme un montant réalisable en cas de règlement immédiat de la totalité de ces instruments financiers.

(En milliers d'euros.)	Valeur comptable au 31/12/2024	Juste Valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Titres au coût amorti	5 189 128	4 231 140	4 231 140	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3 473 222	3 473 222	-	3 473 222	-
Prêts et créances sur la clientèle avant dépréciations	18 260 616	17 886 055	-	17 886 055	-
Total actifs financiers au coût amorti	26 922 966	25 590 417	4 231 140	21 359 277	-
Dettes représentées par un titre	5 324 593	1 812 343	1 812 343	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	38 498	38 498	-	38 498	-
Dettes envers la clientèle	20 940 851	2 300 358	-	2 300 358	-
Dettes subordonnées	96 779	99 441	99 441	-	-
Total passifs financiers au coût amorti	26 400 721	4 151 199	1 812 343	2 338 856	-

6.5. – Actifs et passifs d'impôts courants et différés

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs bases fiscales, sauf exception (par exemple pour les différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition). Ils sont calculés selon la méthode du report variable au taux d'impôt qui sera en vigueur sur la période au cours de laquelle la différence temporelle se retournera, sur la base des taux d'impôt et réglementations fiscales adoptées ou le seront avant la date de clôture. Leur calcul ne fait pas l'objet d'une actualisation. Le taux normal d'IS en France est de 25 % pour 2024 et les années suivantes, auquel s'ajoute une contribution sociale sur les bénéfices (CSB) de 3,3 % (après application d'un abattement de 0,76 million d'euros), soit un taux de valorisation des impôts différés de 25,83 %.

Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'un même groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale et lorsqu'existe un droit légal de compensation.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux relatifs à une transaction ou un événement directement comptabilisé en capitaux propres (tel que les variations de valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie ou les gains ou pertes latents d'instrument classés à la juste valeur par capitaux propres), qui sont également imputés sur les capitaux propres.

L'activation d'actifs d'impôts différés provenant de déficits fiscaux reportables et différences temporelles déductibles s'appuie sur le Business Plan du Groupe validé par le Conseil d'Administration. Ce Business Plan élaboré par le service de Contrôle de Gestion du Groupe est construit en utilisant des hypothèses favorables et non favorables permettant de documenter des profits taxables futurs. Ce Business Plan est actualisé chaque année et fait, par ailleurs, l'objet de tests de sensibilité afin de s'assurer de sa robustesse. La Direction a décidé de limiter l'activation des déficits fiscaux sur un horizon de cinq années au maximum.

Au 31 décembre 2021, les impôts différés actifs liés aux déficits reportables créés par le groupe fiscal depuis 2018 ont été désactivés en intégralité car le Business Plan ne démontre pas la capacité du Groupe à utiliser ces déficits sous l'horizon des cinq ans, du fait des coûts générés par l'acquisition des activités de banque de détail de HSBC en France. Ils restent totalement désactivés au 31 décembre 2024.

Concernant les impôts différés actifs relatifs aux déficits reportables générés avant la création du groupe fiscal – dit « pré-intégration » – et utilisables seulement au niveau des entités créatrices de ces déficits (MMB et Somafi-Soguafi, Sorefi ayant utilisé en 2022 le reste de ses déficits), les impôts différés actifs afférents restent activés en totalité (26,4 millions d'euros à fin décembre 2024 ; même montant qu'en 2023).

En effet, le Business Plan prévoit pour ces entités, des bénéfices suffisants pour permettre l'utilisation intégrale de ces déficits sous un horizon de cinq ans.

Impôts courants et différés

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants (actif)	895	7 661
Impôts différés (actif)	156 426	8 533
Actifs d'impôts courants et différés	157 322	16 195
Impôts courants (passif)	-	-
Impôts différés (passif)	-	-
Passifs d'impôts courants et différés	-	-

Ventilation des actifs et passifs d'impôts différés par nature

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs financiers à la juste valeur au coût amorti et capitaux propres	101 812	-18 856
Réserve latente de location-financement	-15 185	-14 201
Provisions pour engagements retraite	16 099	7 797
Autres provisions non déductibles	27 265	7 358
Déficits fiscaux reportables	26 436	26 436
Impôts différés nets	156 426	8 533
Dont impôts différés actifs	156 426	8 533
Dont impôts différés passifs	-	-

Actifs d'impôts différés sur déficits fiscaux reportables non utilisés

(En milliers d'euros.)	Durée légale de report en avant	Horizon prévisionnel de recouvrement	31/12/2024	31/12/2023
CCF Holding Groupe Fiscal	Illimitée	> 5 ans	135 139	52 473
CCF Holding Groupe Fiscal déficits non reconnus	Illimitée	> 5 ans	-135 139	-52 473
My Money Bank SA	Illimitée	5 ans	23 799	23 799
Somafi-Soguafi SA	Illimitée	5 ans	2 637	2 637
Sorefi SA	Illimitée	N/A	-	-
Total actifs d'impôts différés			26 436	26 436

Variation des impôts différés au cours de la période

(En milliers d'euros.)	Variation en résultat	Variation en capitaux propres	Autres variations (périmètre)	Total
Impôts différés nets au 31/12/2023	13 069	-2 167	-	8 533
Actifs financiers à la juste valeur au coût amorti et capitaux propres	-42 358	23 441	139 584	120 668
Impact de la réévaluation de la réserve latente de location financement	-984	-	-	-984
Impact des variations de provisions pour engagements retraite	8 303	-	-	8 303
Impact des variations des autres provisions non déductibles (inclus risque de crédit)	19 901	-	6	19 907
Variations des déficits fiscaux reportables (avant non-reconnaissance / reconnaissance)	84 393	-	-	84 393
Impact de reconnaissance / non-reconnaissance des déficits fiscaux reportables	-84 393	-	-	-84 393

Impôts différés nets au 31/12/2024	-2 069	21 274	139 590	156 426
------------------------------------	--------	--------	---------	---------

6.6. – Autres actifs et autres passifs**a.— Autres actifs**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Assurance	824	423
Dépôts, avances et cautionnements	165 735	24 305
Etat, impôts et services publics	54 614	34 580
Valeurs reçues lors de l'encaissement	23 513	13 274
Charges à étaler	12 090	5 206
Comptes de régularisation divers	22 392	11 829
Autres actifs divers	5 457	7 830
Charges constatées d'avance	60 857	45 150
Produits à recevoir	377 726	115 134
Total autres actifs	723 207	257 730

b.— Autres passifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dépôts de garantie reçus	99	129
Fournisseurs	27 625	3 504
Dettes sociales et fiscales	155 508	49 283
Assurance	2 728	2 669
Comptes de régularisation divers	29 502	23 687
Autres passifs divers	218 800	52 620
Dette locative IFRS 16	88 878	25 463
Charges à payer	232 795	43 493
Produits constatés d'avance	4 433	4 202
Total autres passifs	760 367	205 050

Les variations entre l'année 2023 et 2024 s'expliquent par l'intégration des activités HBCE.

c.— La ventilation de la dette locative par échéance

(En milliers d'euros.)	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total 31/12/2024
Baux Commerciaux	330	44 643	43 288	88 262
Véhicules LLD	50	558	-	608
Autres	8	-	-	8
Total dette locative IFRS 16	388	45 201	43 288	88 878

6.7. – Actifs non courants destinés à être cédés

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et que la vente est hautement probable, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ». Pour que la vente soit considérée comme hautement probable, le Groupe doit être engagé dans un plan de cession de l'actif ou du groupe d'actifs et avoir entamé un programme de recherche actif d'un acquéreur, et l'actif (ou le groupe d'actifs) doit être commercialisé à un prix raisonnable par rapport à sa juste valeur actuelle, et sa comptabilisation doit survenir dans les douze mois suivant le classement en destiné à être cédé.

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants et groupes d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur valeur de marché nette des coûts de sortie.

Les actifs concernés cessent d'être amortis à compter de leur déclassement. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles « sauf sur un goodwill » jusqu'à la date de cession.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Immeubles de placement	4 267	4 670
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	-	10 158
Total actifs non courants destinés à être cédés	4 267	14 828

Au 31 décembre 2024, les constructions détenues par SLMB sont toujours disponibles en vue d'une vente dans leur état actuel. Le délai d'un an a été dépassé indépendamment de la volonté de la Direction.

Le site de Ris Orangis est sous promesse de vente depuis le 6 octobre 2020 avec la société 6^{ème} Sens Immobilier. Le parcours d'instruction des autorisations administratives est plus long que prévu du fait de demandes de complément adressées par la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France (DRIEAT).

Le site de Nanterre a subi d'importants travaux de rénovation afin d'assurer sa mise en conformité. Initialement prévue pour la fin de l'année 2024, la signature d'une promesse de vente a finalement été reportée au début de l'année 2025, avec une finalisation de la transaction attendue dans le courant de l'année.

La cession de créances visant le portefeuille DOM constitué de prêts non performants a été signée le 25 avril 2024.

6.8. – Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations inscrites au bilan du Groupe comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation, c'est-à-dire utilisées à des fins administratives, ainsi que les immeubles de placement. Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers ou pour réaliser une plus-value en capital, plutôt que pour les utiliser dans le cadre de l'exploitation ordinaire.

À leur date d'acquisition, les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition majoré des frais directement attribuables à l'acquisition (droits de mutation, honoraires) et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur exploitation.

Après la comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur. Le montant amortissable d'une immobilisation correspond au coût diminué de sa valeur résiduelle dans le cas des immobilisations corporelles lorsqu'elle est significative.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet sur la durée d'utilité attendue de l'actif pour le Groupe. Les immeubles sont amortis sur une durée de 20 à 40 ans, le matériel informatique de 3 à 10 ans, le mobilier et les autres catégories d'immobilisations sur une fourchette allant de 3 à 10 ans. Les logiciels acquis sont amortis sur une période de 3 ans pour les logiciels communs et jusqu'à 10 ans pour les logiciels complexes ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsque des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ou en cours font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés et au minimum une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. En cas de constatation d'indices de reprise, le test est de nouveau réalisé pour réestimer la valeur recouvrable.

Les dotations aux amortissements et les dépréciations sont comptabilisées au compte de résultat sous la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles ».

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « Gains ou pertes nets sur autres actifs ».

(En milliers d'euros.)	Valeur brute au 01/01/2024	Variation de périmètre (1)	Acquisitions	Cessions	Valeur brute au 31/12/2024
Immobilisations corporelles	58 935	236 093	27 629	-12 724	309 932
Immeubles	542	165 583	-	-827	165 298
Matériel de bureau et informatique	6 805	7 887	2 651	-1 027	16 316
Aménagements et agencements	7 154	361	498	-4 173	3 841
Immobilisations corporelles en cours	5 152	71	415	-5 199	438
Droit d'utilisation IFRS 16	39 188	62 191	24 065	-1 483	123 961
- Baux	38 147	61 822	23 946	-1 341	122 574
- Autres	1 041	369	119	-142	1 387
Autres	93	-	-	-14	79
Immobilisations incorporelles	53 482	1 504 090	5 105	-26 838	1 535 840
Logiciels	50 264	24 636	1 311	-21 916	54 294

Immobilisations incorporelles en cours	3 219	81	3 233	-4 379	2 153
CDI - Core Deposit Intangible	-	1 479 374	562	-542	1 479 394
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	112 417	1 740 183	32 734	-39 561	1 845 773
<i>(1) Intégration des activités HBCE.</i>					

(En milliers d'euros.)	Amortissements au 01/01/2024	Dotations 2024	Reprises 2024	Valeur nette au 31/12/2024
Immobilisations corporelles	-20 348	-30 999	6 361	264 946
Immeubles	-272	-2 670	639	162 995
Matériel de bureau et informatique	-3 472	-3 339	703	10 207
Aménagements et agencements	-3 452	-763	4 097	3 723
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	438
Droit d'utilisation IFRS 16	-13 074	-24 226	922	87 583
- Baux	-12 564	-23 816	780	86 973
- Autres	-509	-410	142	610
Autres	-79	-	-	-
Immobilisations incorporelles	-15 968	-157 962	994	1 362 905
Logiciels	-15 968	-10 025	452	28 753
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	2 153
CDI - Core Deposit Intangible	-	-147 937	542	1 331 998
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	-36 316	-188 961	7 355	1 627 851

a.— Droits d'utilisation

Le Groupe applique la norme IFRS 16 « Contrats de location » et comptabilise dans la rubrique Immobilisations corporelles les droits d'utilisation des biens loués.

La norme IFRS 16 impose un modèle unique de comptabilisation, pour le preneur, de tous les contrats de location fondé sur la reconnaissance à l'actif d'un droit d'utilisation matérialisant pour le locataire sa capacité à utiliser l'actif pendant la durée du contrat de location, en contrepartie d'une dette de location pour la valeur actualisée des loyers à payer.

Le droit d'utilisation est amorti linéairement et la dette financière de manière actuarielle sur la durée du contrat de location.

La charge d'amortissement de l'actif et la charge d'intérêts sur la dette sont présentées distinctement dans le compte de résultat, respectivement dans les postes « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles » et « Intérêts et charges assimilées » du compte de résultat.

L'essentiel des contrats de location identifiés par le Groupe sont des baux commerciaux de type « 3/6/9 », des contrats de location de véhicules de fonction ainsi que des contrats de location de matériels informatiques. Le recensement et l'analyse des contrats de location portés par le Groupe ont notamment conduit à exclure les licences informatiques ainsi que les contrats de maintenance du matériel du champ d'application de la norme.

Le Groupe a décidé d'appliquer les exemptions consistant à exclure les contrats de location d'une durée inférieure à un an (options de renouvellement incluses), les contrats portant sur des biens de faible valeur unitaire (inférieure ou égale à 5 000 dollars américains).

Le droit d'utilisation et la dette locative sur les contrats de location sont calculés en actualisant les loyers résiduels. En fonction du type du contrat, un taux d'actualisation a été appliqué. Le Groupe a appliqué le taux marginal d'endettement aux contrats de location suivants : baux immobiliers, matériels informatiques et véhicules. La durée exécutoire correspond à la durée d'utilisation prévue à savoir généralement 9 ans (durée contractuelle) pour les baux commerciaux et jusqu'à la date de fin de contrats sur les véhicules et matériels.

Pour l'arrêté des comptes au 31/12/2024, la durée d'utilisation des baux commerciaux a été revue à la suite du plan stratégique du Groupe qui vise à simplifier, automatiser et rationaliser les processus ce qui entraînerait un redimensionnement du réseau d'agences : pour les agences susceptibles de fermer, la durée initiale a été maintenue jusqu'au 31/12/2026, quant à celles destinées à rester ouvertes, et en l'absence de visibilité à ce jour sur la durée pendant laquelle le Groupe prévoit de conserver ces contrats de location, ainsi que sur les éventuelles renégociations à venir, nous avons retenu la durée contractuelle résiduelle conformément aux dispositions prévues dans ces contrats à compter du 1^{er} janvier 2024.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actif		
Immobilisations corporelles (droit d'utilisation)	123 961	39 189
Baux Commerciaux	122 574	38 147
Véhicules Crédit-Bail	-	107
Véhicules LLD	1 325	859
Photocopieurs / Imprimantes	61	75
Passif		
Autres passifs (dette locative)	88 878	25 463

Baux Commerciaux	88 262	24 930
Véhicules Crédit-Bail	-	4
Véhicules LLD	608	507
Photocopieurs / Imprimantes	8	21
Compte de résultat		
Charge d'intérêts	-3 288	-647
Dotation aux amortissements du droit d'utilisation	-24 227	-4 627

b.— Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2024, les immobilisations incorporelles sont composées de logiciels, de systèmes d'information développés en interne et du « Core Deposit Intangible » (CDI). Ce dernier représente l'avantage économique associé aux dépôts acquis par le Groupe lors de l'acquisition des activités de banque de détail d'HBCE, d'un montant de 1 479 millions d'euros, amorti linéairement sur une période 10 ans.

6.9. – Provisions

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers et aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour litiges, pour amendes, pénalités.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures concernées couvertes.

(En milliers d'euros.)	Stock au 01/01/2024	Variation de périmètre (1)	Augmentations (y compris des provisions existantes)	(-) Montants utilisés	(-) Montants inutilisés repris au cours de la période	Accroissement du montant actualisé et effet de toute variation des hypothèses actuarielles (inclus taux d'actualisation)	Stock au 31/12/2024
Pensions et autres obligations de prestations définies postérieures à l'emploi (2)	30 184	26 496	29 750	-29 282	-466	5 646	62 329
Autres avantages du personnel long terme	1 529	3 223	215	-231	-277	-	4 459
Restructuration (3)	8 478	-	35 038	-20 306	-	-	23 210
Risques légaux	943	207	-	-418	-	-	733
Engagements et garanties données	3 200	500	2 126	-	-1 905	-	3 921
Autres provisions	4 857	18 598	8 039	-11 239	-166	-	20 088
Total des provisions	49 192	49 024	75 168	-61 477	-2 815	5 646	114 739

(1) Intégration des activités d'HBCE.

(2) Voir la note 9.

(3) Les dotations ont été consommées durant l'exercice 2024.

6.10. – Eléments de bilan restant à courir

(En milliers d'euros.)	Moins de 6 mois	De 6 mois à 1 an	Plus d'1 an	Total 31/12/2024
Caisse et banques centrales	221 474	-	-	221 474
Instruments dérivés de couverture	-	-	58 776	58 776
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	218 350	218 350
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	182 765	182 765
Titres au coût amorti	-	-	5 189 128	5 189 128
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	4 411 957	-	-	4 411 957
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	1 267 693	1 182 450	15 810 473	18 260 616
Total actifs financiers	5 901 124	1 182 450	21 459 493	28 543 067
Banques centrales	-	-	-	-
Passif financier à la juste valeur par résultat	-	-	8 112	8 112

Instruments dérivés de couverture - passif	-	-	273 305	273 305
Dettes représentées par un titre	-	-4 639	5 329 232	5 324 593
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 377	3 986	30 135	38 498
Dettes envers la clientèle	48 147	5 986 946	14 905 759	20 940 851
Total passifs financiers	52 524	5 986 292	20 546 542	26 585 359

Le tableau ci-dessus présente les maturités contractuelles résiduelles des actifs et des passifs financiers dérivés et non-dérivés du Groupe. Dans le cas des dérivés, les montants retenus correspondent à la juste valeur en date de clôture, dans la mesure où les maturités contractuelles résiduelles ne reflètent pas l'exposition au risque de liquidité sur ces positions. Dans le cas des passifs financiers non dérivés, les montants présentés sont les flux de trésorerie contractuels non actualisés selon les échéances prévues au contrat.

Les flux de trésorerie attendus pourraient varier de manière significative par rapport aux données présentées dans ce tableau pour certains passifs financiers. Ces différences résulteraient essentiellement du fait que des sorties de trésorerie pourraient se produire sensiblement plus tôt qu'il n'est indiqué dans les données, en raison de la possibilité pour le Groupe de procéder à des remboursements anticipés des parts de titrisation émises.

7. – Notes relatives au compte de résultat

7.1. – Intérêts, produits et charges assimilés

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les sorties ou entrées de trésorerie futures estimées sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable brute (ou le coût amorti) de l'actif (ou du passif) financier. Le calcul de ce taux tient compte de toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier (par exemple option de remboursement anticipé, de prolongation, etc.) et inclut l'intégralité des commissions et frais reçus ou payés faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, ainsi que les coûts de transaction et les surcotes ou décotes.

Au cas particulier des actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur origination, le taux d'intérêt effectif sera calculé en tenant également compte des pertes de crédit attendues dans les estimations de flux de trésorerie futurs.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Net	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Net
Prêts / emprunts sur les établissements de crédit	119 015	-	119 015	7 784	-	7 784
Prêts / emprunts sur la clientèle	662 767	-137 979	524 788	261 942	-30 716	231 226
Titres	124 614	-	124 614	3 112	-	3 112
Opérations de location-financement	43 356	-1 510	41 845	37 726	-1 702	36 024
Banques centrales	187 934	-	187 934	6 606	-	6 606
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-	-7 607	-7 607	-	-9 273	-9 273
Dettes envers la clientèle	-	-354 192	-354 192	-	-101 563	-101 563
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers au coût amorti	1 137 685	-501 288	636 397	317 170	-143 254	173 916
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-
Opérations de location (1)	-	-3 288	-3 288	-	-647	-647
Instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4 591	-51 598	-47 007	3 937	-5 615	-1 679
Instruments dérivés de couverture	368 687	-439 945	-71 258	127 018	-141 771	-14 753
Total des produits et charges d'intérêts	1 510 964	-996 119	514 845	448 125	-291 288	156 837

(1) Norme IFRS 16 « Contrats de location », les opérations de location présentent les intérêts sur les dettes locatives.

Les commissions considérées comme faisant partie intégrante du rendement d'un instrument financier, telles que les commissions d'octroi de crédit, constituent un complément d'intérêt et sont intégrées au taux d'intérêt effectif. Ces commissions sont donc comptabilisées parmi les produits et charges d'intérêts et non pas parmi les commissions.

7.2. – Produits et charges de commissions

Le Groupe comptabilise en résultat les commissions en fonction des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auquel ce service est attaché.

Les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation (commissions sur moyens de paiement). Les commissions rémunérant des services ponctuels ou rémunérant un acte important sont intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est réalisée ou l'acte exécuté.

L'activité de banque de détail change la nature et la dimension des activités du Groupe en 2024.

Le Groupe propose désormais par l'intermédiaire du réseau CCF une offre bancaire complète et un accompagnement sur mesure aux particuliers et aux professionnels.

L'évolution du poste « Commissions » reflète cette intégration et le développement des activités de crédits et de banque au quotidien (moyens de paiements, opérations de change...) ainsi que le développement des prestations de services avec la mise en place de partenariats.

Le Groupe a reconduit les partenariats historiques du réseau d'HSBC (avec HSBC Assurance et HSBC Asset management) et a mis en place une politique d'élargissement à de nouveaux partenaires notamment dans le domaine de la gestion d'actif en vue d'enrichir la gamme de produits et de solutions proposés à ses clients.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	11 069	-9 532	1 537	9 183	-8 488	694
Opérations sur titres	26 644	-361	26 283	-	-99	-99
Opérations de change	4 299	-	4 299	-	-	-
Opérations sur moyens de Paiement	79 849	-23 296	56 553	535	-1 469	-934
Commissions sur courtage en assurance	25 678	-	25 678	12 718	-978	11 740
Prestations de services gestion d'actifs et assurance vie	94 443	-18 345	76 098	-	-	-
Autres	11 489	-21	11 468	6 341	-39	6 302
Total des produits et charges de commissions	253 471	-51 555	201 916	28 777	-11 073	17 704

7.3. – Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat

Le gain net réalisé sur ce poste est de (257) milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre (1 712) milliers d'euros de pertes nettes à fin décembre 2023 et correspond principalement aux variations de juste valeur des dérivés de transaction détenus par le Groupe.

7.4. – Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Ce poste est constitué des instruments de dettes (obligations et autres titres de dettes).

Le gain net réalisé sur ce poste est de 80,5 millions d'euros, (recyclé des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres vers le compte de résultat).

Ce gain correspond au dénouement de la couverture du portefeuille d'acquisition des activités des banque de détail et de gestion de patrimoine de HBCE France effectuée le 4 janvier 2024. (voir note 6.1.c).

7.5. – Produits et charges des autres activités

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Coûts marginaux / Commissions	-14 012	-8 230
Autres	-	-1 425
Total autres charges	-14 012	-9 655
Commissions d'assurance	9 422	5 561
Servicing	1 256	1 559
TVA non perçue à réintégrer	57	172
Autres	15 002	5 451
Total autres produits	25 736	12 744
Total des produits et charges des autres activités	11 724	3 090

7.6. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Reprises de provisions pour risques et charges	49 867	17 771
Dotations aux provisions pour risques et charges	-64 410	-10 346
Intéressement et participation des salariés	-4 218	-286
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-15 235	-5 963
Charges de retraite	-39 823	-23 122
Salaires et traitements	-253 563	-72 015
Autres charges sociales	-86 361	-28 889
Total frais de personnel	-413 741	-122 850

Location	-11 127	-2 758
Services extérieurs fournis par des sociétés du Groupe	-47	-94
Transports et déplacements	-3 541	-1 733
Autres services extérieurs	-254 148	-158 119
Charges diverses d'exploitation	-1 002	-1 308
Total charges d'exploitation	-269 866	-164 012
Impôts et taxes	-53 596	-17 486
Autres	-962	-1 109
Total des charges générales d'exploitation	-738 165	-305 457

7.7. – Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	-157 972	-5 836
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	-7 229	-3 622
Reprise de provisions pour dépréciations sur immobilisations corporelles	542	11
Dotations aux amortissements sur droit d'utilisation	-24 227	-4 627
Total dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciations des immobilisations	-188 885	-14 073

7.8. – Coût du risque

Le coût du risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les impacts nets liés à la réestimation des POCI, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que des dotations et reprises de provisions pour autres risques.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations nettes aux dépréciations sur opérations avec la clientèle	-60 631	-30 534
Dotations nettes pour des garanties données sur cessions de créances	-221	792
Réestimation nette des encours POCI	-325	4 966
Pertes sur opérations avec la clientèle	-15 736	-30 920
Dotations nettes sur autres risques	-3 951	-20
Total coût du risque	-80 863	-55 717

7.9. – Gains et pertes nets sur autres actifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Plus-values de cession immobilisations propres	302	215
Moins-values de cession sur immobilisations propres	-	(663)
Gains ou pertes nets sur actifs non courants destinés à être cédés	-	(247)
Total gains et pertes nets sur autres actifs	302	(695)

7.10. – Impôts sur les bénéfices et impôts différés

L'impôt sur les bénéfices de l'année 2024 correspond à l'impôt exigible des sociétés situées en France au taux de 25 % (plus contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 % au-delà de 763 000 euros d'IS, soit 25,83 %).

Les taux d'impôts différés retenus sont indiqués dans la section 6.5. Actifs et passifs d'impôts courants et différés.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat comptable avant impôt	2 267 033	-171 703
Produit / Charge d'impôt de l'exercice	-15 365	13 083
Résultat net – Part du Groupe	2 251 667	-158 620
Résultat net – Part des minoritaires	-	-
Taux d'impôt théorique	25,83 %	25,83 %
Impôt théorique	-585 575	44 351
Effet des différences permanentes	2 936	-402

Effets de différentiel de taux d'imposition des entités consolidées	-	-
Taxation à taux réduit (dividendes)	-13	-9
Déficits limités par prudence sur l'exercice	-83 557	-31 344
Reconnaissance des déficits limités sur les exercices antérieurs	-	-
Effet des changements de taux d'IS pour la valorisation des impôts différés	-	-
Effets des ajustements sur exercices antérieurs	1 648	486
Produit d'acquisition – différence permanente	649 196	-
Autres effets	-	2
Produit / Charge d'impôt de l'exercice	-15 365	13 083
Dont impôt exigible	-227	14
Dont impôt différé	-15 138	13 069

8. – Note compensation des actifs et passifs financiers

En vertu de la norme IAS 32, un actif financier et un passif financier doivent être compensés et le solde net est présenté au bilan si et seulement si l'entité détient un droit juridiquement exécutoire qui permet de compenser les montants comptabilisés et si elle a l'intention soit de ne régler que le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les dérivés conclus par le Groupe auprès d'une même contrepartie bancaire et qui sont soumis à une convention-cadre respectant les deux critères ci-dessus font l'objet d'une compensation au bilan (impact net 330 668 euros).

9. – Avantages du personnel

Les avantages du personnel sont les contreparties de toute forme, accordées par le Groupe pour les services rendus par le personnel ou pour la cessation de leur emploi. Ils sont classés en quatre catégories, conformément à la norme IAS 19 révisée :

- Les avantages à court terme sont les salaires et cotisations de Sécurité Sociale, les congés annuels et maladie, l'intéressement et les primes payables dans les 12 mois se rattachant à l'exercice considéré. Ils sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les membres du personnel ont rendu les services correspondant à la contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.
- Les indemnités de cessation d'emploi sont les avantages du personnel fournis en contrepartie de la cessation d'emploi d'un membre du personnel résultant soit de la décision du Groupe de mettre fin au contrat de travail avant l'âge de départ légal à la retraite, soit de la décision du membre du personnel d'accepter une offre d'indemnité en échange de la cessation de son emploi. Les indemnités de cessation d'emploi incluent notamment les indemnités de licenciement ou dues dans le cadre de plans de départs volontaires.
Ces indemnités font l'objet d'une provision déterminée de la même manière que les provisions estimées dans le cadre d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies.
- Les avantages postérieurs à l'emploi désignent les avantages du personnel (autres que les indemnités de cessation d'emploi et les avantages à court terme) qui sont payables après la fin de l'emploi, tels que les régimes de retraite, les indemnités de fin de carrière et les autres prestations contractuelles bénéficiant au personnel retraité.

Le Groupe distingue les régimes à cotisations définies des régimes à prestations définies :

- les régimes à cotisations définies se caractérisent par le versement de cotisations définies à une entité distincte qui délient l'employeur de toute obligation juridique ou implicite ultérieure vis-à-vis des membres du personnel. Le montant des cotisations appelé au cours de l'exercice est comptabilisé en charges.
- les régimes à prestations définies se caractérisent par un engagement de la part du Groupe sur un montant ou un niveau de prestations et doivent donner lieu à l'enregistrement d'une provision au passif afin de matérialiser cet engagement.

Les provisions comptabilisées dans le cadre de régimes à prestations définies correspondent à la valeur actuelle des obligations et font l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées. Ces estimations s'appuient sur des hypothèses démographiques et financières revues sur un rythme annuel, telles que le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution du salaire des bénéficiaires, ou encore les taux d'actualisation et d'inflation.

Le passif net comptabilisé au titre des régimes postérieurs à l'emploi est la différence entre la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs du régime (s'ils existent). Lorsque le montant des actifs de couverture excède la valeur de l'engagement, un actif est comptabilisé s'il est représentatif d'un avantage économique futur pour le Groupe prenant la forme d'une économie de cotisations futures ou d'un remboursement attendu d'une partie des montants versés au régime.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- le coût des services rendus, représentatif des droits acquis pendant la période par chaque bénéficiaire ;
- les intérêts nets liés à l'actualisation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies ;

- le coût des services passés résultant des éventuelles modifications ou réductions de régimes ;
 - les conséquences des liquidations éventuelles de régimes.
- Les éléments de réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies sont comptabilisés directement en capitaux propres sans possibilité d'être recyclés en résultat. Ils comprennent les écarts actuariels résultant des changements d'hypothèses actuarielles et la variation de l'effet du plafonnement éventuel de l'actif.
- les autres avantages à long terme comprennent tous les avantages du personnel autres que les avantages à court terme, les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de cessation d'emploi, notamment les médailles du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture. La valorisation de ces engagements est faite selon une méthode actuarielle identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies à l'exception près des éléments de réévaluation du passif qui sont comptabilisés directement en résultat et non en capitaux propres.

9.1. – Variation de la dette actuarielle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	France métropolitaine	Outre-mer	Total	France métropolitaine	Outre-mer	Total
Dette actuarielle à l'ouverture	48 268	1 842	50 110	50 910	2 484	53 394
Coût des services rendus	383	1 732	2 115	403	144	548
Réductions/modification de régime (1)	-1 062	-421	-1 483	-201	-805	-1 006
Intérêt sur la dette actuarielle	1 382	933	2 315	1 597	84	1 680
Acquisitions/cessions	-	29 490	29 490	-	-	-
Pertes et (gains) actuariels générés par des changements d'hypothèses démographiques	-	-12	-12	-	-	-
Pertes et (gains) actuariels générés par des changements d'hypothèses financières	-751	-645	-1 396	-2 085	51	-2 034
Pertes et (gains) actuariels liés à l'expérience	5 325	1 192	6 517	-	-	-
Prestations versées	-4 948	-1 195	-6 143	-2 356	-116	-2 472
Dette actuarielle à la clôture	48 598	32 916	81 514	48 268	1 842	50 110
Ayant un actif de couverture, partiel ou total, en contrepartie	43 049	-	43 049	42 167	-	42 167
Sans actif de couverture en contrepartie	5 549	32 916	38 465	6 102	1 842	7 943

(1) Impact des ruptures conventionnelles collectives, impact de changement de barème.

9.2. – Variation des placements

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	France métropolitaine	Outre-mer	Total	France métropolitaine	Outre-mer	Total
Juste valeur des placements à l'ouverture	18 397	-	18 397	4 275	-	4 275
Intérêt sur les placements	589	-	589	150	-	150
Cotisations de l'employeur	2 893	-	2 893	16 237	-	16 237
Acquisitions/cessions	-	-	-	-	-	-
Prestations versées	-4 546	-	-4 546	-2 044	-	-2 044
(Pertes) et gains actuariels générés	-2 605	-	-2 605	-221	-	-221
Autres	-	-	-	-	-	-
Juste valeur des placements à la clôture	14 727	-	14 727	18 397	-	18 397
Rendement réel observé des placements	-11,0 %	-	-11,0 %	-1,7 %	-	-1,7 %
Composition des placements en pourcentage						
Actions	11,4 %	-	11,4 %	11,5 %	-	11,5 %
Obligations	82,3 %	-	82,3 %	82,0 %	-	82,0 %
Autres	6,3 %	-	6,3 %	6,4 %	-	6,4 %

9.3. – Analyse du coût net

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	France métropolitaine	Outre-mer	Total	France métropolitaine	Outre-mer	Total
Coût des services rendus	383	1 732	2 115	403	144	548
Intérêt sur la dette actuarielle	1 382	933	2 315	1 597	84	1 680
Impact réduction/modification de régime	-1 062	-421	-1 483	-201	-805	-1 006
Intérêt sur les placements	-589	-	-589	-150	-	-150
Pertes et (gains) actuariels liés aux autres engagements long terme	58	-138	-80	12	13	25
Total du coût net	172	2 106	2 279	1 662	-564	1 098

9.4. – Hypothèses utilisées

	31/12/2024			31/12/2023		
	France métropolitaine	Outre-mer	Total	France métropolitaine	Outre-mer	Total
Pour déterminer les engagements au 31 décembre						
Taux d'actualisation inflation comprise	3,40 %	3,40 %	3,40 %	3,20 %	3,20 %	3,20 %
Taux d'accroissement de salaires attendu	2,25 %	2,25 %	2,25 %	2,25 %	2,25 %	2,25 %
Taux de rendement attendu des actifs du régime	3,40 %	N/A	3,40 %	3,20 %	N/A	3,20 %
Taux d'augmentation des pensions de retraite	2,00 %	N/A	2,00 %	2,00 %	N/A	2,00 %
Taux d'inflation des coûts médicaux	3,00 %	N/A	3,00 %	3,00 %	N/A	3,00 %
Pour déterminer la charge de l'exercice						
Taux d'actualisation inflation comprise	3,20 %	3,20 %	3,20 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %
Taux d'accroissement de salaires attendu	2,25 %	2,25 %	2,25 %	2,25 %	2,25 %	2,25 %
Taux de rendement attendu des actifs du régime	3,20 %	N/A	3,20 %	3,50 %	N/A	3,50 %
Taux d'augmentation des pensions de retraite	2,00 %	N/A	2,00 %	2,00 %	N/A	2,00 %
Taux d'inflation des coûts médicaux	3,00 %	N/A	3,00 %	3,00 %	N/A	3,00 %

9.5. – Sensibilités des hypothèses sur l'ensemble des engagements

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Taux d'actualisation de référence - 0,25 pb	Taux d'actualisation de référence	Taux d'actualisation de référence + 0,25 pb	Taux d'actualisation de référence - 0,25 pb	Taux d'actualisation de référence	Taux d'actualisation de référence + 0,25 pb
Juste valeur de l'engagement au 31 décembre	83 236	81 514	79 828	51 044	50 110	49 183
Coût des services rendus	2 203	2 157	2 112	562	552	541

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Taux d'inflation de référence - 0,25 pb	Taux d'inflation de référence	Taux d'inflation de référence + 0,25 pb	Taux d'inflation de référence - 0,25 pb	Taux d'inflation de référence	Taux d'inflation de référence + 0,25 pb
Juste valeur de l'engagement au 31 décembre	80 629	81 514	82 432	49 930	50 110	50 298
Coût des services rendus	2 134	2 157	2 181	550	552	554

9.6. – Evènements majeurs de l'année 2024**Acquisition des activités d'HBCE**

Dans le cadre de l'acquisition des activités d'HBCE, 3 374 personnes ont rejoint le Groupe au sein de l'entité CCF. Les montants d'engagements en date d'acquisition s'élèvent à 29,7 millions d'euros. L'acquisition de cette entité a été traitée comptablement en début d'année 2024. Par ailleurs, les barèmes et hypothèses ont été uniformisés à la clôture pour les anciens salariés ex-BDC générant des écarts de changements d'hypothèses (taux de turnover, taux d'augmentation des salaires, etc.) et des mises à jour des droits (changement des barèmes impactant le compte de résultat en modification de régime).

Accord collectif de rupture conventionnelle collective au sein de MMB, SOMAFI-SOGUAFI ET SOREFI

Les impacts des plans de départ volontaire ont été considérés (sortie des salariés éligibles) en début d'année 2024 pour My Money Bank et fin d'année 2024 pour Somafi-Soguafi et Sorefi avec un traitement comptable en réduction du compte de résultat (voir tableau 9.2).

9.7. – Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation de 3,4 % a été déterminé en référence au rendement au 31 décembre 2024 des obligations d'entreprises de première catégorie de notation financière AA ou supérieure ayant une durée comparable à la durée moyenne des engagements du Groupe dans chaque zone.

9.8. – Description des engagements dans le cadre des régimes à prestations définies

Les engagements de retraite ont pour nature le versement de retraites, de compléments de retraite et d'indemnités de départ à la retraite.

Les principaux régimes à prestations définies sont :

- le régime « Indemnités de Fin de Carrière », qui correspond à un capital dû au salarié par l'entreprise quand celui-ci part en retraite. L'indemnité de fin de carrière versée au salarié est déterminée selon la Convention Collective Nationale dont dépend le Groupe et en fonction de l'accord interne appliqué au sein du Groupe.
 - Les salariés de My Money Bank sont rattachés à la Convention Collective Nationale du Personnel des Banques. Il existe également un accord interne donnant droit à une indemnité plus favorable que l'indemnité de fin de carrière conventionnelle. Le salarié perçoit l'indemnité la plus favorable entre l'indemnité prévue par les accords internes (selon les critères définis par ces accords) de My Money Bank et l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
 - Les salariés d'Outre-Mer sont rattachés à la Convention Collective des Sociétés Financières. Celle-ci ne prévoyant pas de dispositions spécifiques relatives aux indemnités de fin de carrière, ces dernières sont déterminées selon l'accord interne de chaque société.
- le régime « Médailles du travail », qui correspond à un capital versé au salarié lorsque celui-ci atteint une ancienneté totale (depuis le début de l'activité professionnelle) comprise entre 20 et 40 ans selon les entités du Groupe.
- le régime de « Frais de santé » des retraités, dont les engagements naissent lorsque le Groupe :
 - prend en charge le financement partiel ou total de la cotisation des retraités au régime des frais de santé,
 - ne paie pas directement la cotisation du retraité, mais le régime mutualisé des actifs et des retraités. Dans ce cas, il y a néanmoins un avantage lié à la mutualisation, la participation de l'employeur au régime des actifs finance indirectement le régime des retraités.
- le régime CRCC, révisé selon l'accord intervenu le 3 juillet 2008, qui est un régime fermé et constitué de deux populations : les ayants droit (actifs actuels, futurs rentiers) et les rentiers en cours. Les droits ont été gelés à la date de fermeture du régime et sont depuis revalorisés selon l'évolution annuelle de la pension de Sécurité Sociale (sans que celle-ci puisse être inférieure à l'évolution du point AGIRC).

9.9. – Flux de trésorerie futurs

La duration moyenne des régimes est de 9 ans environ.

(En milliers d'euros.)	2024		
	France métropolitaine	Outre-mer	Total
Prestations attendues en 2025	8 068	1 724	9 793
Prestations attendues de 2026	4 387	957	5 344
Prestations attendues de 2027	5 374	1 615	6 989
Prestations attendues de 2028	3 824	2 760	6 584
Prestations attendues de 2029	4 449	3 272	7 721
Prestations attendues de 2030 à 2034	11 818	15 582	27 399

9.10. – Evaluation des avantages au personnel au 31 décembre 2024

Le Groupe a pris en compte l'évolution du taux d'actualisation (3,4 % au 31 décembre 2024 versus 3,2 % au 31 décembre 2023) afin de réévaluer ses engagements sociaux sur la clôture annuelle. Les autres données et hypothèses restent inchangées par rapport aux calculs au 31 décembre 2023 (cf. note 6.9).

9.11. – Détail du plan d'attribution d'actions de performance

Le Conseil d'Administration (CA) a procédé à l'attribution d'actions gratuites de performance et a fixé les conditions et critères d'attribution desdites actions.

a.— Détail des plans d'actions de performance en cours

	31/12/2024	31/12/2023	Total
Valeur nominale (En euros.)	0,01	0,01	0,01
Juste valeur (En euros.)	0,04	0,067	-
Charge constatée (En euros.)	3 114 824	1 700 000	4 814 824
Nombre d'actions attribuées sous conditions de performance en début de période	72 693 382	25 532 589	98 225 971
Actions attribuées	-	-	-
Actions acquises par les bénéficiaires	4 834 966	15 658 162	20 493 128
Actions annulées	-	-	-
Nombre d'actions restantes en fin de période	67 858 416	9 874 430	77 732 843

b.— Informations sur l'évolution des plans d'actions de performance en cours

	31/12/2024	31/12/2023	Total
Nombre d'actions attribuées sous conditions de performance	72 693 382	25 532 592	98 225 971
Date d'acquisition définitive des actions attribuées	15/03/2025	2024	-
Etalement de l'acquisition à partir de la date d'acquisition définitive	Sur 4 ans	Sur 4 ans	-
Nombre d'actions acquises par les bénéficiaires	4 834 966	15 658 162	20 493 128

10. – Autres informations

Le Groupe est exposé du fait de son activité aux risques ci-dessous sur les instruments financiers détenus :

- Risque climatique ;
- Risque de crédit ;
- Risque de liquidité ;
- Risque de taux d'intérêt global ; et
- Risque de titrisation.

Le dispositif de gestion de ces risques est présenté ci-dessous, conformément aux exigences de la norme IFRS 9 Instruments financiers. Il a été mis en œuvre conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement, soumises au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

10.1. – Risque climatique

Le Groupe est principalement exposé aux risques climatiques au travers de ses activités de financement, de ses activités d'investissement, via la détention de titres d'investissements et de placements principalement émis par des entreprises ou des Etats, des agences et biens immobiliers qu'il possède ou qu'il occupe (agences et siège en France hexagonale et dans les DOM). Le risque climatique se définit selon 2 risques décrits ci-dessous.

a.— Le risque physique :

Il se définit comme étant le risque de pertes résultant de toute incidence financière négative sur l'établissement découlant de l'impact actuel ou prévu, sur les contreparties de l'établissement ou sur ses actifs investis, des effets physiques de facteurs environnementaux. Il peut être : aigu ou chronique.

b.— Le risque de transition :

Il se définit comme étant le risque de pertes résultant de toute incidence financière négative sur l'établissement découlant de l'impact actuel ou prévu, sur les contreparties de l'établissement ou sur ses actifs investis, de la transition d'activités et secteurs économiques vers une économie durable sur le plan environnemental. Il peut notamment être : politique et juridique, technologique, de marché, et réputationnel.

L'impact du risque climatique sur les risques conventionnels du Groupe CCF :

- Au titre du risque de crédit, sont le risque de transition et les risques physiques. Le Groupe y est exposé indirectement au travers des activités suivantes : prêt immobilier hypothécaire, consolidation de crédit avec prise de garantie hypothécaire, financement aux professionnels de l'immobilier.
L'impact potentiel sur la valeur des biens pris en garantie se traduit, dans le cas d'un défaut de la contrepartie, par une hausse de la LGD prise en compte dans le calcul des provisions pour risque de crédit. A noter que l'impact est circonscrit à une part très limitée des expositions (une large partie des financements immobiliers étant garantie par Crédit Logement, en cas de défaut de la contrepartie, les récupérations ne seront pas liées à la valeur du bien).
- Au titre du risque opérationnel :
Risque de transition : le Groupe CCF est faiblement exposé au risque de transition au travers des biens immobiliers qu'il possède (dont environ une centaine d'agences dans le réseau CCF).
Risques physiques : le Groupe CCF est faiblement exposé aux risques physiques au travers des biens immobiliers qu'il possède ou occupe. Il limite l'impact en termes de continuité d'activité en ayant en place un Plan d'Urgence et de Poursuite d'Activité (PUPA), mis à jour et testé régulièrement, et en termes de pertes via des contrats d'assurance.
- Au titre du risque de liquidité, le Groupe CCF n'est pas exposé aux risques de transition et aux risques physiques.
- Au titre du risque de marché :
Risque de transition : le Groupe CCF est exposé indirectement au travers de son portefeuille d'investissement.
Risques physiques : le Groupe CCF n'est pas exposé aux risques physiques.

c.— Les risques de liquidité, de taux d'intérêt global et de titrisation

La gestion et la maîtrise des risques de liquidité, de taux d'intérêt et de titrisation s'inscrivent dans le cadre d'une politique globale définie et appliquée au sein du département Trésorerie du Groupe, visant à encadrer les pratiques en matière de définition, de mesure et de surveillance de ces risques en accord avec les objectifs et le Risk Appetite Statement du Groupe. Les principaux objectifs de cette politique visent ainsi à :

- établir la stratégie et l'appétit au risque pour chaque type d'exposition aux risques ;
- développer et mettre en œuvre les processus et procédures de mesure et de reporting des expositions aux risques ;
- surveiller la conformité vis-à-vis des limites et principes définis par le Groupe ;
- définir des procédures d'escalade en cas de non-conformité aux limites et aux principes de gestion des risques, ainsi que des plans d'action pour traiter de telles situations ;
- définir des rôles et responsabilités clairs dans le management et la réduction du risque.

Cette politique globale a été validée par le Comité ALCO (Asset Liability Committee) et le Comité d'audit interne et des risques. Elle est revue au moins une fois par an par le Comité ALCO. Sa déclinaison fait l'objet d'un contrôle trimestriel au niveau Groupe par ce même comité.

Le Comité ALCO est composé des membres permanents suivants : Président, Directeur Financier, Directeur des Risques, de la Trésorerie ainsi que du Directeur Comptable, auxquels peuvent se joindre des membres invités en fonction des sujets abordés. Ses principales missions consistent à :

- revoir et recommander l'approbation de la politique globale de la Trésorerie et de tout changement intervenant à la suite de sa révision annuelle ;
- revoir les positions du Groupe au regard des limites et des principes fixés ;
- revoir et approuver les exceptions à la politique Trésorerie ;
- approuver les hypothèses annuelles de modélisation dans le cadre des stress tests de liquidité et du risque de taux d'intérêt ;
- approuver les seuils d'alertes définis sur les indicateurs de marché à suivre par le Groupe (CAC 40, taux Euribor...) ;
- déterminer la capacité de refinancement du Groupe sur la base des indicateurs de marché suivis ;
- définir et approuver des plans d'action de financement d'urgence en cas d'événement affectant de manière importante la capacité du Groupe à se refinancer ;
- approuver les distributions de dividendes dans le cadre de la gestion du capital et de l'adéquation des fonds propres aux exigences réglementaires ;
- approuver les titrisations d'actifs dans des structures de financement dédiées ;
- approuver l'utilisation d'opérations de couverture afin de modifier le profil de risque du Groupe en matière de taux d'intérêt ou de change ;
- revoir les informations relatives à la liste des investissements autorisés ;
- approuver annuellement les directives opérationnelles de gestion de trésorerie.

Ces responsabilités sont en partie prises en charge et déclinées opérationnellement par le département Trésorerie, dont le rôle consiste à couvrir et gérer opérationnellement les besoins de refinancement du Groupe en fonction des différents canaux autorisés, dans le cadre des mandats de risques et des limites qui lui ont été dédiés. Le département Trésorerie est partie prenante dans l'élaboration de la politique globale en développant notamment le Plan de Contingence du Groupe et en proposant à l'ALCO les informations devant faire l'objet d'une approbation de sa part (calcul des ratios réglementaires de liquidité, des expositions aux risques ou élaboration des stress tests par exemple).

d.— Le risque de crédit

Le dispositif d'encadrement et de maîtrise des risques de crédit est piloté par la Direction des Risques du Groupe dans le respect des dispositions de l'Arrêté du 3 novembre 2014 relatives à la surveillance des risques. Le périmètre d'intervention de la Direction des Risques concerne ainsi le risque de crédit tel qu'il est défini dans le Règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (CRR du 26 juin 2013), notamment les articles 387 à 403 et 493. Le risque de crédit y est défini comme le risque encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même bénéficiaire.

La Direction des Risques établit des polices d'acceptation et documentaires pour chaque type de clientèle et de financement. Des délégations d'acceptation des dossiers de crédit sont définies au sein d'un document formalisé.

Ces procédures doivent être respectées par les acceptants et des contrôles de premier et second niveau sont effectués afin de vérifier le respect de ces règles. Ces contrôles permettent de vérifier a posteriori le respect des polices d'acceptation, des polices documentaires et des délégations. Les résultats des contrôles sont présentés lors du Comité des Contrôles Permanents et engendrent des actions correctrices à destination des collaborateurs, si nécessaire.

La Direction des Risques assure, de façon hebdomadaire, mensuelle et trimestrielle le suivi du risque de crédit par activité : Crédit Immobilier en tant que prestataire, Regroupement de Crédits, Crédit Automobile, Crédit à la Consommation (Prêt personnel et Crédit Revolving), Financements aux entreprises et Financements structurés.

Des contrôles permettent de vérifier ce suivi du risque et le respect des procédures risques dans la gestion des dossiers. Les contrôles en anomalie donnent lieu à des actions allant, en plus de l'entretien avec le collaborateur à l'origine du défaut, d'un rappel général des règles à un plan d'action spécifique décidé soit par la hiérarchie du collaborateur, soit par le Comité des Contrôles Permanents, lors de leur présentation à ce Comité.

La Direction des Risques réalise également sur les activités Crédits Automobiles, un suivi des dossiers dits « DDR » (Dossiers à Dégradation Rapide). Il s'agit de dossiers ayant un impayé dans les 6 mois suivant le premier paiement dû après l'octroi du crédit ; ce suivi des impayés est adressé de façon hebdomadaire à la Direction Commerciale et au Recouvrement. La Direction des Risques continue également de suivre le risque lié aux encours faisant l'objet d'opérations de titrisation.

10.2. – Le risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini par l'arrêté du 3 novembre 2014 comme le risque pour l'entreprise assujettie de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ou de facteurs idiosyncratiques, dans un délai déterminé et à un coût raisonnable.

a.— Présentation des objectifs de gestion du risque de liquidité

L'objectif de la stratégie du risque de liquidité du Groupe est d'assurer l'accès à des fonds suffisants afin de répondre à ses besoins commerciaux et ses obligations financières à un coût raisonnable, tout en privilégiant une diversité suffisante en matière de typologie et de maturité de financement pour répondre aux limites et aux contraintes de risques existantes ou potentielles.

Dans ce cadre, le Groupe a accès à des sources de liquidité diversifiées qui lui confère une capacité de liquidité étendue et adaptée ses besoins. Il dispose d'un large encours de dépôts de plus de 20 milliards d'euros à fin décembre, constitué principalement de dépôts de particuliers du réseau CCF. Il a par ailleurs mis en place plusieurs programmes de financement sur les marchés des capitaux, notamment afin de diversifier ses sources de refinancement. Cette diversification permet de limiter le risque de liquidité globale, en mettant à disposition de la banque différentes sources potentielles, présentant des caractéristiques différentes (en termes de taux, durée, montant...). Le Groupe dispose également d'un programme de NEU CP (« Negotiable Commercial Paper ») et de NEU MTN (« Negotiable Medium Term Notes ») pour émettre des titres à maturité courte et moyenne, disponible au niveau de sa filiale My Money Bank.

Par ailleurs, le Groupe a un portefeuille d'investissement liquide et de très grande qualité d'environ 5,4 milliards d'euros lui assurant une capacité de liquidité élevée tout en optimisant le rendement.

La stratégie de liquidité du Groupe vise à garantir un accès suffisant et diversifié aux sources de liquidité, permettant de couvrir les besoins et engagements du groupe à un coût maîtrisé, aussi bien en conditions normales qu'en situation de stress, tout en assurant le respect des exigences réglementaires et internes.

b.— Exposition au risque de liquidité

L'exposition au risque de liquidité du Groupe provient principalement de ses deux sources de refinancement, à savoir les financements par le marché des capitaux et les dépôts de la clientèle.

L'incapacité à accéder aux marchés des capitaux et les sorties de dépôts importantes pendant une période prolongée peut influencer sur la capacité de l'entreprise à financer des activités en cours. La gestion du risque de liquidité nécessite un stock d'actifs liquides suffisants, mais aussi un adossement cohérent des maturités des actifs et des passifs afin d'éviter toute difficulté liée à un décalage entre les entrées et les sorties de trésorerie.

De plus, la banque doit être en mesure de répondre à des besoins de liquidité supplémentaires potentiels émanant d'engagements non tirés accordés aux clients.

La ventilation des passifs financiers par échéance contractuelle (flux de trésorerie non actualisés) est présentée en note 6.10.

c.— Mesures et suivi du risque de liquidité

Le principal indicateur interne de suivi de liquidité utilisé par le Groupe est le Free Available Cash Equivalent (FACE).

Le FACE permet de déterminer les montants de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie disponibles pour le Groupe dans le cadre de ses activités économiques. Il est ensuite rapporté aux besoins stressés de liquidité sur 3 ou 6 mois pour

s'assurer de la résistance du Groupe face à des scénarios adverses. L'indicateur est mesuré quotidiennement et composé des actifs suivants, en fonction de leur cycle temporel de disponibilité :

- Disponibilité immédiate ou sous 48 heures :
 - trésorerie placée auprès de la banque centrale ou auprès d'établissements bancaires de premier rang, en accord avec les principes fixés par le Groupe en matière de risque de contrepartie ; et
- Disponibilité sous un mois :
 - actifs comptabilisés au bilan et éligibles aux opérations de financement comme aux Covered Bonds ; et
 - actifs éligibles au REPO BCE (Repurchase Agreement), MRO (Maintenance, Repair and Operations), LTRO (Long Term Refinancing Operation)) et au REPO Bancaire.

La gestion de la liquidité s'appuie sur des prévisions et des analyses de scénarios ainsi que sur les trois piliers suivants :

- des indicateurs clés de liquidité : Liquidity Coverage Ratio (LCR), Net Stable Funding Ratio (NSFR), Free Available Cash Equivalent (FACE), Adjusted Cash Earnings (ACE), scénarios de stress à 3 et 6 mois Economic Liquidity Buffer (ELB) et Counterbalancing Capacity (CBC) ;
- des indicateurs de marché Early Warning Indicators (EWI) suivis quotidiennement ;
- un plan de contingence.

10.3. – Le risque de taux d'intérêt global

Le risque de taux d'intérêt global est défini par l'arrêté du 3 novembre 2014 comme le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et d'hors-bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché. Ce risque résulte des expositions à des mouvements défavorables pouvant intervenir sur les marchés de taux d'intérêt, sur leur volatilité, et sur leurs spreads (CSRBB).

a.— Politique générale de gestion du risque de taux d'intérêt global

La politique du Groupe en matière de gestion du risque de taux d'intérêt global n'a pas pour vocation de détenir de manière structurelle et durable des positions directionnelles de taux sur les portefeuilles concernés.

De façon à limiter l'exposition aux risques de taux d'intérêt, le Groupe s'applique à :

- refinancer ses encours par des emprunts de même type de taux et de maturité équivalente. Les actifs à taux variables doivent être adossés à de la dette à taux variable et les actifs à taux fixes doivent être adossés à de la dette à taux fixe, de maturité équivalente. Le risque de taux est ainsi considéré pour les opérations à taux fixes et à taux variables ;
- dans les circonstances où les caractéristiques économiques des actifs et passifs financiers ne permettent pas une compensation naturelle des risques entre eux, mettre en place des opérations de couverture de l'ensemble des expositions au risque de taux d'intérêt global et au risque de change dans le respect de limites définies par la politique globale de Trésorerie. Ces couvertures obéissent aux principes définis par les normes comptables IFRS et sont présentées de manière détaillée dans la note 6.1 Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture.

b.— Exposition au risque de taux d'intérêt global

Le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt à travers ses activités de prêts, ses opérations de financement et ses investissements. La source principale génératrice de risque de taux d'intérêt global découle des différences temporelles entre les nouvelles prises de taux à l'actif et au passif (selon les références et les maturités).

c.— Dispositif de mesure et de suivi du risque de taux d'intérêt global

Le dispositif de suivi du risque de taux du Groupe repose sur des mesures en sensibilité économique, encadrées par des limites définies en comité ALCO.

Le Groupe considère pour son évaluation de l'adéquation de capital interne :

- Les 6 scénarios de choc de taux prévus par IRRBB pour calculer la sensibilité de la valeur économique des fonds propres ainsi que les 2 scénarios de choc de taux pour calculer la sensibilité de la marge nette d'intérêts.
- Des chocs instantanés et parallèles à la hausse et à la baisse de 200 pb pour calculer la sensibilité de la marge nette d'intérêts.
- Un scénario de choc de taux interne, simulant une hausse de taux graduelle répliquant des scénarios de crises passées.
- Le calcul et le suivi des indicateurs de risque et des limites font l'objet d'un reporting au comité ALCO sur une base mensuelle, de même que les opérations de couverture du risque de taux d'intérêt global.

10.4. – Le risque de crédit

a.— Principes généraux d'octroi et de sélection des opérations de crédit

Les règles d'octroi et d'engagement du Groupe sont construites dans le respect des articles 111 et 112 de l'Arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'ACPR.

Le processus d'instruction et de décision repose sur : des conditions d'éligibilité, une analyse de la solvabilité, des vérifications d'adhérences aux politiques internes, et dans certains cas le recueil de garanties.

Les décisions d'acceptation de crédit sont prises dans le cadre de délégations accordées aux métiers par la Direction des Risques. Elles sont octroyées intuitu personae et font l'objet d'une revalidation annuelle. Les délégations correspondent à un montant maximum ou à une autorisation spécifique encadrant les exceptions ou dérogations aux normes d'intervention édictées par la Direction des Risques. Lorsqu'un dossier dépasse le seuil de délégation du métier, il est remonté en premier lieu aux équipes spécialisées de la Direction des Risques, elle-même encadrée par un dispositif de délégation, puis au-delà au niveau du Comité des Engagements, qui réunit le Directeur des Risques et le Directeur Général, pour statuer sur son acceptation, et en ultime ressort au Conseil d'administration de CCF Holding.

Processus de lancement d'un nouveau produit ou modification importante d'un produit existant

Pour l'ensemble des activités, tout lancement d'un nouveau produit, ou modification importante fait l'objet d'une note de présentation comprenant une description du produit, des prévisions financières, le profil de risque du produit, les normes d'acceptation, les critères de surveillance.

Le processus de mise en marché des nouveaux produits est validé par le Comité Produit du Groupe CCF qui informe le Comité Exécutif des Risques et de la Conformité (CERC), présidé par le Directeur Général du Groupe de ses prises de décisions. Si toutefois, le nouveau produit a un impact significatif sur l'appétit au Risque ou la stratégie commerciale du Groupe, l'avis du Comité des Risques du Conseil d'Administration est également requis, avant validation par le Conseil d'Administration de l'entité concernée.

Processus d'agrément et de suivi des apporteurs

Pour les activités « Crédits Automobiles », « Regroupement de Crédits » et de « Crédit Immobiliers résidentiels », la distribution des produits est en grande partie assurée par des apporteurs d'affaires. Ces apporteurs sont donc le premier filtre de sélection des opérations. Ainsi, tout dossier de financement transmis nécessite l'agrément préalable de l'apporteur. Pour l'agrément d'un nouvel apporteur, la Direction Commerciale collecte l'ensemble des pièces permettant une bonne connaissance des apporteurs, conformément à la procédure d'agrément en vigueur au moment de l'agrément. Les apporteurs significatifs ou présentant une particularité en termes de risque ou de conformité font l'objet d'un traitement spécifique et doivent obtenir un accord de la Direction Commerciale, de la Direction des Risques et de la Conformité pour être définitivement agréés.

La situation des apporteurs, actifs ou inactifs, est revue au moins annuellement pour répondre à nos obligations réglementaires et vérifier notre appétence à maintenir une relation. Enfin, des comités ad hoc peuvent également se tenir en cas de remontées d'alertes ou d'anomalies ponctuelles.

Garanties et collatéraux

Les prêts bénéficiant d'une garantie, sont généralement couverts par :

- Des sûretés réelles sous la forme d'hypothèques de premier rang / privilèges de prêteur de denier ou des nantissements sur des placements financiers.
- Des sûretés personnelles sous la forme de cautions personnelles principalement d'organismes spécialisés (Crédit Logement, BPI) ou de personnes physiques.

A noter que lors de la prise de sûretés réelles, la valeur des biens pris en garantie est vérifiée lors de l'examen de la demande de crédit. La valeur des biens continue de faire l'objet de réévaluations périodiques jusqu'à l'extinction de la garantie, en fonction du risque de l'opération et conformément à nos obligations réglementaires.

Procédure d'acceptation des dossiers

La Direction des Risques a établi des polices d'acceptation pour chaque type de clientèle (Particulier ou Entreprise) et de financement. Elles recensent l'ensemble des règles et conditions d'octroi ainsi que la liste des documents clients nécessaires pour l'étude et l'acceptation d'une demande de financement.

Le processus d'acceptation s'appuie sur une connaissance client rigoureuse, fondée notamment sur des analyses d'endettement et de solvabilité à partir des diverses sources d'information disponibles (fichiers Banque de France, déclaratifs/justificatifs de situation financière communiqués par le client, états financiers dans le cas de financement de personnes morales, etc.).

Concernant les activités de financement des biens automobiles, immobiliers et de regroupement de crédit, des analyses spécifiques sont effectuées concernant la valeur des biens financés ou apportés en garantie du prêt. Les valeurs de ces biens sont contrôlées à l'aide de sources externes, d'études comparatives de marché ou de recours à des experts.

b.— Modalités d'estimation du risque de créditModalités générales de calcul des pertes de crédit attendues

Le risque de crédit se matérialise à travers les provisions pour dépréciations comptabilisées au titre des pertes de crédit attendues, telles que définies par la norme IFRS 9 et précisées dans la note 6.4.c « Dépréciations des prêts et créances sur la clientèle au coût amorti ».

La méthodologie de calcul du montant des pertes attendues s'appuie sur 3 paramètres principaux : la probabilité de défaut (« PD »), la perte en cas de défaut (« LGD ») et le montant de l'exposition en cas de défaut (« EAD ») tenant compte des profils d'amortissement. Les pertes attendues sont calculées comme le produit de la PD par la LGD et l'EAD et font l'objet d'une actualisation au taux d'intérêt effectif déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier. Pour l'ensemble des expositions, l'évaluation de l'Expected Credit Loss (« ECL ») est menée d'une façon qui reflète les informations raisonnables et justifiables sur les événements passés, la conjoncture actuelle et les prévisions de la conjoncture économique future, qu'il est possible, à la date de clôture, d'obtenir sans devoir engager des coûts ou des efforts excessifs (« Forward Looking »).

Modalités de détermination des EAD

L'EAD est l'exposition attendue au moment de l'entrée en défaut de la contrepartie. Le Groupe détermine l'EAD à partir de l'exposition actuelle en date d'estimation, en prenant en compte sur ce montant les impacts d'événements prévus au contrat jusqu'à la date du défaut, tels que l'amortissement de l'exposition ou les remboursements anticipés. L'EAD en date d'estimation est égale à la valeur nette comptable de l'instrument concerné. Les variations d'EAD entre la date d'arrêté et le moment du passage en défaut sont modélisées et intégrées dans les estimations de probabilités de défaut, qui tiennent compte des amortissements et des tirages effectués avant le passage en défaut.

Estimations des probabilités de défaut

Les estimations de probabilités de défaut correspondent à des estimations réalisées sur la base de la situation d'une contrepartie à un instant donné (« Point in time »).

Pour le portefeuille de banque spécialisée, les estimations de probabilités de défaut sont calculées à partir de matrices de transition par tranche d'impayés. La migration d'une contrepartie ou d'une exposition entre les différentes tranches entraînera une variation de l'estimation de la PD associée. Les calculs de PD tiennent compte des maturités contractuelles des expositions ainsi que des estimations de remboursements anticipés. Les matrices de transition sont différenciées selon que la PD est calculée sur 12 mois ou à maturité, et une sous-segmentation est effectuée afin de tenir compte des actifs financiers non modifiés et des actifs financiers modifiés de façon non substantielle.

Au cas particulier des financements liés au portefeuille concessionnaires les estimations de PD reposent sur des scores internes attribués aux concessionnaires visant à segmenter ces derniers en fonction de leur probabilité de défaut et/ou de liquidation judiciaire estimée.

Pour le portefeuille de banque de détail en France métropolitaine, les estimations sont calculées à partir de courbe de probabilité de défaut. Une créance se voit attribuer une courbe correspondant à ces caractéristiques propres (produit, impayés, notation interne, garantie, ...). Ces courbes sont applicables pour calculer une PD sur 12 mois ou à maturité.

Calculs de la LGD

La LGD représente le taux de perte attendue sur une exposition donnée en cas de défaut. La perte en cas de défaut est calculée à partir des historiques de pertes (totales ou partielles) observés sur les contrats en défaut du Groupe.

Pour les portefeuilles sans garantie, des courbes de récupérations résiduelles futures sont calculées pour les contrats classés en défaut. Ces courbes fournissent en fonction de l'ancienneté en défaut le taux de récupération résiduel par rapport au taux de récupération cumulé calculé pour un entrant en défaut. Le taux de perte final retenu est une moyenne pondérée de taux de perte intégrant chaque scénario de sortie possible du défaut (par exemple un retour en sain, une clôture sans perte, un passage contentieux, ou encore un passage en perte).

Les dossiers sont passés et considérés en perte lorsque que la créance est reconnue irrécouvrable (i.e. lorsque le refus de paiement ou l'insolvabilité du débiteur s'opposent de manière définitive au recouvrement d'une créance).

Pour les portefeuilles avec une garantie hypothécaire, la constitution systématique de garanties en couverture des expositions est intégrée dans la détermination de la LGD de ces portefeuilles en prenant en compte la valorisation actuelle et future des garanties apportées.

Dans le cas du portefeuille de Regroupement de crédits, ce calcul tient compte également :

- de l'avancement du processus de récupération ;
- de la prise en compte de nouveaux paramètres dans les scénarios de sortie de défaut utilisés pour le calcul du taux de perte final, selon les modalités de cession des garanties constituées (vente à l'amiable, vente judiciaire).

Dépréciations individuelles sur les prêts

- Pour le portefeuille « Immobilier Professionnel », les actifs ayant atteint le stage 2 ou 3 font l'objet d'une évaluation individuelle de la provision associée.
- Pour le Non Core, tous les actifs sont concernés par une provision individuelle.
- Pour le portefeuille BDC, depuis mars 2024 et dans un contexte de cessation d'activité, tous les actifs ayant atteint le stage 3 se voient appliquer une provision basée sur un algorithme de calcul défini par des règles expertes. Chaque trimestre, ces résultats sont revus par les équipes « Risque » qui peuvent ajuster individuellement ces provisions.

Forward looking

Le Forward Looking est intégré dans le calcul des ECL pour tous les produits depuis mars 2018.

Il se matérialise par la prise en compte d'hypothèses sur les données macro-économiques et leurs impacts sur le calcul des ECL. Ce process est celui décrit dans la note 6.4.c « Dépréciations des prêts et créances sur la clientèle au coût amorti - Forward Looking ».

Overlays – Ajustements post-modèle

Pour faire face à la limitation de certains modèles et/ou prendre en compte des macro-circonstances exceptionnelles, le Groupe CCF est amené à ajuster le calcul de ses provisions via des overlays. Cela permet de garantir que les provisions reflètent une image fidèle des risques.

Ceux mis en place en cette fin d'année 2024 sont décrits dans la note 6.4.c « Dépréciations des prêts et créances sur la clientèle au coût amorti - Management overlays et ajustements ».

Horizon temporel d'évaluation des pertes de crédit attendues

Le Groupe évalue les pertes de crédit attendues des instruments qu'elle détient sur leur durée contractuelle maximale, incluant les options de prolongation, pendant laquelle il est exposé au risque de crédit.

En ce qui concerne les crédits renouvelables, cette période peut en revanche être étendue au-delà de la maturité contractuelle au profit d'une durée de vie comportementale. Cela est possible lorsque le Groupe a la faculté contractuelle d'exiger un remboursement et de résilier l'engagement de prêt non utilisé, sans que cela limite l'exposition du Groupe aux pertes de crédit au délai de préavis contractuel. Cette extension par rapport à la durée de vie contractuelle maximale est déterminée en prenant en compte les mesures de gestion du risque de crédit, comme la réduction ou la suppression des limites non utilisées, que prévoit de prendre le Groupe une fois que le risque de crédit associé à l'instrument financier aura augmenté. La durée de vie comportementale des crédits renouvelables est calculée par le Groupe en s'appuyant sur des données historiques et empiriques sur des instruments financiers similaires concernant la période d'exposition au risque de crédit, les délais de survenance de défaillances à la suite d'une augmentation importante du risque de crédit et les mesures de gestion du risque de crédit prises en cas d'augmentation importante du risque de crédit (limitation ou suppression des limites non utilisées).

c.— Dispositif de mesure et de surveillance du risque de crédit

Le risque de crédit est mesuré et suivi par la Direction des Risques de Crédits via des rapports dédiés qui couvrent les différents cycles du crédit (octroi, gestion, recouvrement). Ces rapports sont principalement produits sur une base mensuelle et permettent d'informer le management du Groupe en cas de détériorations importantes des indicateurs suivis pouvant impacter le niveau de pertes de crédit attendus.

Les principaux indicateurs permettant de mesurer le risque de crédit sont :

- Pour l'octroi : les analyses de défauts, impayés par vintage, la distribution des scores octroi et la distribution du profil des clients, garanties et produits.
- Pour la gestion et le recouvrement : les encours et provision en watch list, impayés/dépassements, Foreborne, Non-performing, en Stage IFRS 1/2/3.

Les pertes de crédit attendues mesurées par les équipes de Risque de crédit alimentent la stratégie de pricing de la Banque afin d'assurer leurs bonnes couvertures.

Des processus opérationnels encadrent également la gestion du risque de crédits et permettent d'en réduire ses effets. Le principal contributeur est le processus de recouvrements amiable et contentieux qui s'enclenche dès constatations d'impayés/dépassements de la clientèle.

d.— Techniques de réduction du risque de crédit

L'atténuation du risque de crédit est une technique permettant de réduire le risque de crédit encouru par la banque en cas de défaillance d'une contrepartie qui peut être partielle ou totale.

Le Groupe s'appuie sur des techniques traditionnelles éprouvées de réduction des risques et adaptées à ses activités :

- dans le cadre du financement automobile, le Groupe recourt à la prise de gage sur les dossiers de crédit dont le montant de financement est significatif et inscrit une clause de réserve de propriété sur les autres dossiers, conformément à sa politique de risque de crédit à l'acquisition.
- des contrôles permanents de 1^{er} et 2nd niveau sont effectués de façon à valider le respect du formalisme et la validité légale du gage. Le taux de gage, c'est-à-dire le rapport entre le nombre de gages inscrits et le nombre de gages à prendre, fait l'objet d'un suivi régulier afin de s'assurer d'une couverture satisfaisante des dossiers concernés ;
- dans le cadre des financements de Regroupement de Crédits Hypothécaires, intégrant ou non la reprise d'un prêt immobilier, le Groupe recourt à une prise d'hypothèque de 1^{er} rang. Des contrôles permanents de 1^{er} et 2nd niveau sont effectués pour s'assurer du respect du formalisme et de la validité de la prise d'hypothèque, ainsi que de son renouvellement.
- dans le cadre des financements de biens immobiliers, le Groupe recourt à une prise d'hypothèque de 1^{er} rang ou la caution de Crédit Logement. Des contrôles permanents de 1^{er} et 2nd niveau sont effectués pour s'assurer du respect du formalisme et de la validité de la garantie.
- D'autres techniques de réduction du Risques sont également possibles pour des financements professionnels ou patrimoniaux via des cautions personnelles, des cautions d'établissements spécialisés comme BPI ou des nantissements de produits financiers détenus dans nos livres. Des contrôles permanents de 1^{er} et 2nd niveau sont effectués pour s'assurer du respect du formalisme et de la validité de la garantie.

10.5. – Le risque de titrisation

Dans le cadre de ses activités de refinancement, le Groupe a réalisé des titrisations de certains de ses portefeuilles de créances accordés à sa clientèle (regroupement de crédits, crédit-bail automobile et prêts personnels). Les titres émis dans le cadre de ces opérations pouvaient être soit placés auprès d'investisseurs externes, permettant de se refinancer, soit auto-souscrits et pouvant être mis en pension. Les véhicules de titrisation portant les créances cédées étaient consolidés, le Groupe restant exposé à la majorité des risques et avantages sur ces créances.

Au 31 décembre 2024, aucun titre n'a été émis à la suite du rachat total des portefeuilles cédés aux fonds EmeraldOne et SapphireOne Auto 2022-1 entraînant la liquidation de ces fonds en date du 26 février 2024.

Si le Groupe n'a pas recours à des opérations de titrisation au 31 décembre 2024, celui-ci se réserve la possibilité, conformément à sa stratégie de refinancement, de mettre en place de nouvelles titrisations à l'avenir.

10.6. – Gestion et adéquation du capital interne

a.— Capital réglementaire

CCF Holding, société mère du Groupe, est l'entité en charge du processus d'évaluation de l'adéquation du capital interne. Le dispositif d'évaluation de l'adéquation du capital interne doit permettre aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement d'évaluer dans quelle mesure leurs fonds propres sont suffisants pour couvrir l'ensemble des risques auxquels ils sont, ou pourraient, être exposés. Le Groupe est soumis au respect de la réglementation prudentielle définie par les accords de Bâle 3 : directive 2013/36/EU et règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil.

L'exigence en fonds propres réglementaires est calculée en base consolidée au niveau de la société mère CCF Holding.

L'approche standard est utilisée pour quantifier le montant global d'exigences de fonds propres au titre du pilier I pour le risque de crédit et le risque opérationnel. Des analyses complémentaires sont réalisées sur les autres risques présentés par le Groupe au titre du Pilier II (risque de taux d'intérêt global et risque de liquidité principalement) afin de mesurer la nécessité d'une allocation de capital complémentaire en vue du respect des principes bâlois.

Au titre de la solvabilité, trois niveaux de fonds propres sont définis :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1). Cette catégorie de fonds propres comprend les capitaux propres comptables part du Groupe (capital, primes d'émission, réserves, résultat de l'année), retraités des ajustements réglementaires applicables tels que les impôts différés sur déficits reportables, les déductions d'écart d'acquisition (goodwill) et des immobilisations incorporelles (nets des passifs d'impôt associés) ou autres ajustements liés aux autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres (réserves de juste valeur relative aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie par exemple) ;
- des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 (AT1). Cette catégorie intègre notamment les titres à durée indéterminée ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 et qui incluent en complément des niveaux précédents les emprunts subordonnés.
- Les fonds propres de catégorie 2 correspondent aux instruments de dette subordonnée d'une durée minimale de 5 ans.

b.— Processus de suivi et de gestion des fonds propres

La stratégie du Groupe en matière de gestion du capital consiste à maintenir un niveau de fonds propres suffisant pour couvrir des pertes potentielles, garantir le respect de ses exigences réglementaires et assurer sa solvabilité.

La déclinaison de cette stratégie s'effectue à travers un dispositif de pilotage déclinant l'ensemble des processus opérationnels nécessaires à l'atteinte de ces objectifs :

- le développement d'une approche interne de la mesure du besoin en capital et la surveillance de la bonne résistance du Groupe en environnement stressé ;
- la prévision des besoins de fonds propres et leur allocation en fonction des besoins des métiers, et des objectifs de rentabilité ;
- un dispositif d'analyse de la consommation de fonds propres des métiers et de leur rentabilité s'appuyant sur les actifs pondérés en Bâle 3/CRR ;
- un suivi mensuel des indicateurs de mesure d'adéquation du capital interne (ratios de solvabilité, fonds propres CET 1, RWA) en comité ALCO ;
- une analyse et une approbation par le comité ALCO et le Conseil d'administration de CCF Holding des plans de distribution de dividendes envisagés.

11. – Implantations et activités par pays

Dans le cadre de l'article L. 511-45 du code monétaire et financier, les établissements de crédit, les compagnies financières holding (mixtes) et les sociétés de financement sont tenues de publier des informations relatives à leurs implantations et activités incluses dans le périmètre de consolidation, dans chaque Etat ou territoire.

Les effectifs du Groupe, comme la totalité de ses activités, sont localisés en France et s'élèvent à 3 579 ETP. Les implantations du Groupe sont présentées en note 5 Périmètre de consolidation.

Compte tenu de la localisation de l'ensemble des activités du Groupe dans le seul Etat français, l'ensemble des autres données requises par l'article L. 511-45 du code monétaire et financier agrégées à l'échelle de cet Etat, est communiqué directement à travers les notes suivantes des états financiers consolidés :

Information requise	Note des états financiers consolidés
Produit net bancaire	II – Compte de résultat consolidé
Bénéfice / perte avant impôt	II – Compte de résultat consolidé
Montants des impôts sur les bénéfices	II – Compte de résultat consolidé
Dont impôt courant	7.10 Impôts sur les bénéfices et impôts différés
Dont impôt différé	6.5 Actifs et passifs d'impôts courants et différés
	7.10 Impôts sur les bénéfices et impôts différés
Subventions publiques reçues	N/A

Les expositions du Groupe au 31 décembre 2024 se concentrent quasi uniquement sur le territoire français, départements d'Outre-Mer inclus. Le Groupe détient également un portefeuille d'investissement avec des expositions très limitées sur d'autres secteurs géographiques, principalement dans des pays de la zone euro. Le Groupe fixe des limites notamment par contreparties afin de s'assurer qu'il n'ait pas une exposition trop forte sur une seule contrepartie. Le Groupe est également soumis au ratio des Grands Risques (« Large Exposure »). Au sein du portefeuille d'investissement, plusieurs limites de concentration ont été établies (sur la devise, la géographie, le rating, le secteur, etc.).

12. – Honoraires des commissaires aux comptes

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023		
	KPMG Audit	RSM Paris	Autre cabinet	Total	KPMG Audit	RSM Paris	Total
Honoraires afférents à la certification des comptes	1 242	484	25	1 752	1 170	403	1 573
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	130	-	-	130	-	-	-
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	14	2	5	21	124	39	163
Total	1 387	486	30	1 903	1 294	441	1 735

Au titre de l'exercice 2024, les services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité, ont porté principalement sur l'émission d'attestations légales ou réglementaires ainsi que l'émission de lettres de confort.

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société CCF Holding S.A.S. (ex-Promontoria MMB S.A.S.) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit du groupe CCF.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation des dépréciations des prêts et créances sur la clientèle

Point clé de l'audit

Dans le cadre de ses activités bancaires, le groupe CCF Holding est exposé au risque de crédit.

Au 31 décembre 2024, le Groupe détient des prêts et avances à la clientèle pour un montant net de dépréciation de 18 260 M€, et les dépréciations s'élèvent à 246 M€, comme indiqué en note 6.4.

Les prêts et avances à la clientèle sont évalués au coût amorti et dépréciés selon la méthodologie des pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses - ECL), conformément à la norme IFRS 9 – Instruments financiers. Les pertes de crédit sont déterminées soit sur une base individuelle, soit sur une base collective. Les dépréciations collectives sont calculées à l'aide de modèles statistiques et comptabilisées sur des portefeuilles présentant un profil de risque de crédit similaire et n'étant pas individuellement dépréciés.

L'estimation des pertes de crédit attendues requiert l'exercice de jugements, notamment pour définir les critères de dégradation significative du risque de crédit, les hypothèses des modèles utilisés pour construire et faire fonctionner les modèles de calcul des ECL, ainsi que pour l'évaluation des scénarios prospectifs.

Nous considérons que l'évaluation du risque de crédit et la mesure des pertes de crédit attendues constituent un point clé de l'audit dans la mesure où elles reposent sur des jugements et estimations de la direction.

Les informations relatives à la comptabilisation et à la méthodologie utilisée pour estimer les pertes de crédit attendues sont principalement décrites dans la note 10.5 des états financiers consolidés.

Réponse d'audit apportée

Nos travaux ont consisté à :

- Comprendre le dispositif de contrôle interne et de gouvernance mis en place par le Groupe pour suivre l'estimation des pertes sur prêts ;
- Examiner la conformité des politiques et méthodologies mises en œuvre par le Groupe avec la norme IFRS 9 – Instruments financiers ;
- Tester le dispositif de contrôle interne relatif à l'évaluation du risque de crédit et à la mesure des pertes de crédit attendues ;
- Évaluer la cohérence des ajustements managériaux significatifs (management overlays) et des informations associées figurant en annexe.

Portefeuilles non sécurisés (sans garantie immobilière) :

- Faire intervenir des spécialistes du risque de crédit afin d'évaluer le caractère raisonnable de la méthodologie appliquée ainsi que la pertinence des paramètres et hypothèses retenus par le Groupe pour déterminer les pertes de crédit attendues, y compris les scénarios prospectifs ;
- Réaliser des procédures substantielles en revoyant les paramètres des ECL (PD, LGD, EAD) et en recalculant, par sondage, les données et le montant des pertes de crédit attendues.

Portefeuilles sécurisés (avec une garantie immobilière) :

- Impliquer des spécialistes du risque de crédit afin d'évaluer la méthodologie appliquée et la pertinence des hypothèses et paramètres utilisés, y compris les scénarios prospectifs ;
- Mettre en œuvre des tests substantifs par sondage pour évaluer la cohérence de la comptabilisation des dépréciations et la valorisation des actifs immobiliers pris en garantie.

Nous nous sommes également assurés du caractère approprié des informations qualitatives et quantitatives présentées en annexe aux états financiers consolidés.

Comptabilisation d'un profit généré par une acquisition à des conditions avantageuses (« badwill »)

Point clé de l'audit

Comme indiqué dans la note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés intitulée "Acquisition des activités d'HBCE", le groupe CCF a enregistré, dans ses états financiers consolidés au 31 décembre 2024, un profit (« badwill ») lié à l'acquisition, le 1^{er} janvier 2024, des activités banque de détail du groupe HSBC Continental Europe ("HBCE") en France. Le badwill, comptabilisé conformément à la norme IFRS 3r - Business acquisition, s'élève à 2,466 milliards d'euros et correspond à la différence entre le prix d'achat des activités acquises et leur estimation à la juste valeur.

La détermination du badwill, qui représentent un montant particulièrement significatif au regard des comptes du groupe, repose très largement sur le jugement du groupe, s'agissant notamment des hypothèses qui ont été employées pour estimer la juste valeur des actifs et des passifs acquis ainsi que des passifs éventuels. Nous avons donc considéré l'évaluation du badwill comme un point clé de l'audit.

Réponse d'audit apportée

Nous avons pris connaissance du cadre légal et juridique (autorisations des autorités de régulation, contrat d'acquisition) de l'opération et apprécié la conformité de sa traduction comptable par le groupe avec les normes comptables en vigueur. Nos procédures d'audit ont principalement consisté à :

- Apprécier la conformité de l'opération d'acquisition avec la définition d'une "business combination" selon l'IFRS 3r ;
- Apprécier, avec l'aide de nos spécialistes en regroupement d'entreprises, les méthodes et hypothèses utilisées par le groupe pour déterminer la juste valeur des actifs et des passifs acquis au 1^{er} janvier 2024 ;
- Réaliser des procédures substantives qui ont principalement porté sur :
 - Le recalcul, sur la base d'un échantillon, de la juste valeur des actifs et des passifs acquis ;
 - Le contrôle, sur la base d'un échantillon, de l'existence et de l'exactitude des actifs et des passifs acquis ;
 - Le contrôle de la correcte détermination du montant du badwill

Enfin, nous avons également apprécié le caractère approprié de l'information mentionnée dans la note 1.1. Intitulée "Acquisition des activités d'HBCE".

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CCF Holding S.A.S. par l'assemblée générale du 4 novembre 2016 pour le cabinet KPMG S.A. et du 30 mai 2017 pour le cabinet RSM Paris.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 9^e année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM Paris dans la 8^e année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des

circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes,
Paris la Défense et Paris, le 13 mai 2025

KPMG S.A.
Nicolas Bourhis
Associé

RSM Paris
Ratana Lyvong
Associé

C. — Rapport de Gestion

Le Rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Société.

D. — Rapport au titre de la Partie 8 du (« CRR IV »)

Le Rapport au titre de la Partie 8 du Règlement (UE) n° 575/2013 (« CRR IV »), établi au 31 décembre 2024, est tenu à la disposition du public au siège social de la société.